

La colère des jeunes Palestiniens

Comme il est facile de dominer son peuple, il est si difficile, soupire-t-on, de le gouverner. Il y a quelques années, l'écrivain palestinien Raja Shalhoub. Cette préférence désignée n'est plus d'actualité, surtout chez les plus jeunes, dont la résolution d'émigrer aujourd'hui sur le désert. Depuis maintenant une semaine, des centaines de manifestants défient les soldats israéliens en Cisjordanie et à Gaza. Chaque jour le sang coule, et les derniers affrontements de ce côté ont fait huit morts et des dizaines de blessés. Ces spasmes de violence ne sont pas chose nouvelle, depuis vingt ans que dure l'occupation par Israël des territoires arabes. Mais ils gagnent en fréquence, en violence et en durée.

On a longtemps dit avec justesse qu'Israël occupait la Cisjordanie et Gaza aux incertitudes fraies. Quelques escouades de militaires et de gardes-frontières, renforcées en cas de besoin, suffisaient à tenir en respect d'éventuels « fauteurs de troubles ». Un arsenal de mesures préventives et répressives - emprisonnements de longue durée, déportations administratives (sans procès), expulsions sélectives - permettait bon an mal an d'y maintenir la « Pax hebraïca ».

En manifestant habituellement le carotte et le bâton, en dialoguant avec les notables arabes modérés devenus des interlocuteurs privilégiés sans relâcher le quadrillage policier, les autorités d'occupation réussissent à instaurer un système de contrôle efficace de la société palestinienne. Cette stratégie est peut-être aujourd'hui remise en question.

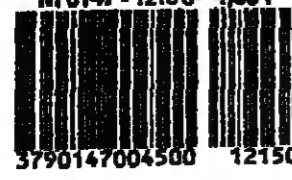
Inutile, en effet, de chercher derrière l'insurrection rampante de ces derniers jours la main d'un lointain chef d'orchestre clandestin inutile d'y voir l'effet d'une manipulation guidée de l'étranger, même si M. Arafat, depuis son OQ de Bagdad, tire, comme c'est de bonne guerre, la couverture à soi en exhortant ses « frères » à la lutte à outrance. De l'aveu même des autorités israéliennes, quatre incidents violents sur cinq ont une origine purement locale. L'agitation actuelle n'échappe pas à cette règle.

La Cisjordanie d'aujourd'hui est beaucoup plus prospère et moderne qu'il y a vingt ans, grâce notamment à l'argent qu'y rapportent les quelque quatre-vingt mille Palestiniens qui vont chaque jour travailler en Israël. Les jeunes sont beaucoup plus instruits, plus motivés et moins timorés que leurs pères, à qui ils reprochent souvent leurs compromissions d'antan. Ayant définitivement acquis - malgré et contre Israël - l'identité nationale qui anime leur combat, travaillés parfois par l'islamisme, ils ont la politique à fleur de peau.

Il y a quelques semaines, les États arabes réunis à Amman avaient presque passé sous silence le problème palestinien. La semaine dernière, MM. Reagan et Gorbatchev s'en étaient encore moins souciés. Sous cet angle, la colère des Palestiniens des territoires est aussi une révolte contre l'oubli, mais à les écouter de la circonstance, peu à peu, l'État juif risque d'être entraîné dans une logique « sud-africaine » où l'absence de perspective politique ne fait qu'activer sur le terrain une agitation devenue routinière.

(Lire nos informations page 5.)

M 0147 - 1215 0 - 4.50 F



3790147004500 12150

Un entretien avec le président du Nicaragua

M. Ortega veut négocier un « pacte de sécurité » avec Washington

Le président nicaraguayen Daniel Ortega propose, dans l'entretien qu'il nous a accordé, de négocier un « pacte de sécurité » avec Washington. Le Sénat américain a, pour sa part, voté, samedi 12 décembre, une aide non militaire de 9 millions de dollars à la Contra, alors que le dialogue indirect entre les rebelles et les autorités sandinistes, dans le cadre du plan de paix signé le 7 août dernier, n'a toujours pas repris.

MANAGUA de notre correspondant en Amérique centrale

Le sommet entre les présidents Reagan et Gorbatchev, la semaine dernière à Washington, constitue « un premier pas important vers le désarmement », reconnaît le président Daniel Ortega, mais il pourrait aussi avoir des conséquences négatives pour le Nicaragua. « Avec la signature de cet accord, nous a-t-il

déclaré, les États-Unis pourraient désormais se sentir libres de faire ce qu'ils veulent au Nicaragua. Forte de sa nouvelle image, le président Reagan pourrait être tenté de donner un coup mortel au Nicaragua sans que cela remette en question l'accord signé avec l'Union soviétique. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite et l'article de notre correspondant à Washington page 3.)

Les élections législatives du 13 décembre

Les socialistes deviennent en Belgique la principale formation politique

Nette défaite en Flandre des sociaux-chrétiens du premier ministre sortant, M. Wilfried Martens, qui perdent six sièges ; victoire tout aussi nette en Wallonie des socialistes de M. Guy Spitaels, qui en gagnent cinq : tels sont les deux principaux résultats des élections législatives du dimanche 13 décembre en Belgique, où, pour la première fois depuis 1936, la « famille socialiste » dépasse sa rivale sociale-chrétienne sur l'ensemble du royaume.

Avec cent dix sièges sur les deux cent douze à pourvoir, la coalition sortante du premier ministre belge, M. Wilfried Martens, composée des sociaux-chrétiens et des libéraux, conserve une étroite majorité, la victoire des socialistes - principale formation politique du royaume avec soixante-douze sièges, contre soixante-deux aux sociaux-chrétiens et quarante-huit aux libéraux - et l'échec personnel de M. Martens devraient remettre en cause cette belle arithmétique.

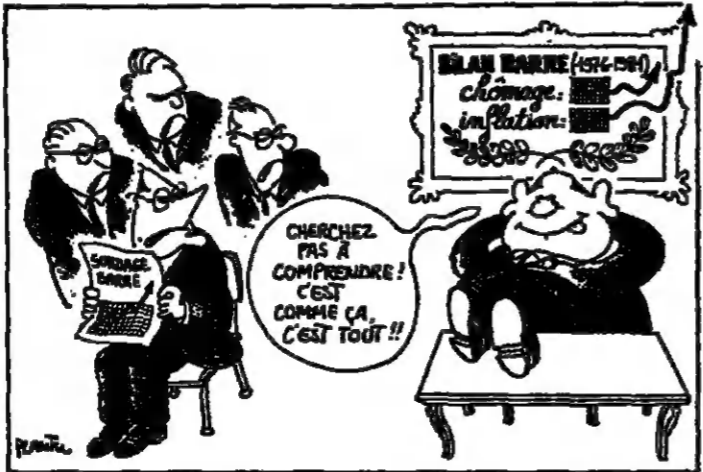
Au pouvoir depuis 1981, le premier ministre sortant a déjà laissé entendre qu'il pourrait se mettre en réserve, ouvrant la voie à une solution bipartite où sociaux-chrétiens et socialistes se partageraient le pouvoir. Beaucoup dépendra cependant de l'attitude sur les questions communautaires des socialistes francophones de M. Guy Spitaels.

(Lire en page 4 l'article de notre correspondant JOSÉ-ALAIN FRALON.)

Les perspectives et la stratégie présidentielle du premier ministre

Le mystère Chirac

par Jean-Marie Colombani



Un discours tautologique aux militants (« Parlez de la France, pas de ses adversaires ! ») ; une offensive vigoureuse dans un « domaine réservé » au président, celui de la défense (« la France se battra pour l'Allemagne ») ; un bon coup (le retour anticipé en France de l'un des « faux époux » Turange) : ces trois événements résument le week-end de Jacques Chirac, témoignage de sa combativité et montrent que, même s'il est à la traîne dans les sondages présidentiels, le premier ministre considère que rien n'est perdu, au contraire. Tel est bien le principal mystère Chirac : après avoir tout

essayé, la somme des handicaps qu'il doit surmonter reste impressionnante. Et pourtant, il est toujours dans la course, et obtient une chance de s'imposer.

L'état de l'opinion, à cinq mois de l'échéance qui, depuis belle lurette, fait courir Jacques Chirac, n'est guère brillant : le premier ministre est donc régulièrement battu au premier tour par Raymond Barre (avec une moyenne non négligeable de cinq points de retard). Présent au second tour, il ne ferait le poids que face à Michel Rocard.

Cinq difficultés principales expliquent cette situation.

(Lire la suite page 9.)

Au-delà de la grève, un établissement inadapté Les rides de la Banque de France

Le tribunal de grande instance de Paris doit se prononcer, le mardi 15 décembre, sur la demande de la direction de la Banque de France de déclarer « illégale » l'occupation du siège parisien. A l'issue d'une assemblée générale qui s'est tenue lundi, l'intersyndicale a lancé un appel pour une nouvelle journée « Banque de France morte » mardi.

La vieille dame de la rue de la Vrillière est malade. Certes, comme le souligne le « gouvernement » de la banque centrale - sa direction - la grève qui paralyse partiellement la Banque de France depuis bientôt deux semaines est « minoritaire », et les revendications des syndicats sur les salaires et les effectifs ne risquent guère de trouver d'échos favorables auprès de l'opinion publique. Celle-ci n'est-elle pas convaincue que les salariés de la vénérable institution, plus que bicentenaire, ont de nombreux « privilèges » ? Mais le « toujours plus » au centre des négociations en cours n'est que la partie émergée d'un iceberg. Le mouvement actuel traduit un profond malaise au sein du personnel, et bien au-delà des seuls grévistes. C'est l'avenir même de la Banque de France - son rôle, son statut et son fonctionnement - qui est au

œur des inquiétudes d'un grand nombre de salariés, notamment parmi les jeunes cadres.

Le diagnostic de certains d'entre eux est sévère. Ils dénoncent, pile-mêle, « l'inertie et le conservatisme de la hiérarchie », « les pesanteurs et les rigidités administratives », « l'archaïsme des méthodes de gestion », « le cloisonnement des directions générales (une dizaine) et les rentes du corps des inspecteurs de la banque » ou encore « la totale transparence du gouvernement actuel de la banque vis-à-vis de sa tutelle, la direction du Trésor du ministère de l'économie ». Pour

l'avenir, ils sont inquiets. « Face aux mutations du secteur financier, la Banque de France ne s'est toujours pas dotée d'un véritable plan d'entreprise », explique un cadre syndical.

Depuis le début des années 80, le paysage s'est profondément transformé autour de la Banque de France. Il a été complètement modifié par les politiques de dérégulation financière et de libéralisation économique menées par les gouvernements socialistes, puis par l'actuelle majorité. L'internationalisation des mouvements de capitaux est encore venue donner une touche supplémentaire. La baisse des taux d'intérêts enfin, a laminé les marges de toutes les institutions financières, et en particulier des banques centrales. Le bénéfice net de la Banque de France est passé d'un sommet de 6,4 milliards de francs en 1981 à 1,5 milliard l'an dernier.

Face à cette nouvelle donne, la grande majorité des entreprises du secteur financier ont réagi en redéfinissant leur stratégie. Les banques commerciales françaises, par exemple, ont adopté des plans à moyen terme, avec des programmes de redistribution de leurs agences et de réduction progressive de leurs effectifs.

ERIK IZRALEWICZ.

(Lire la suite page 27.)

Le Monde
ÉCONOMIE

- Les transports urbains aux États-Unis.
- L'état de la France : « Un pays entravé », par Michel Aglietta.
- La chronique de Paul Fabra : « Supprimer les statistiques du commerce extérieur ».

Pages 31 à 34.

Dollar : glissade irrésistible

La baisse du billet vert continue sur les marchés des changes.

PAGE 38

M. Barre et l'entreprise

Des incitations fiscales à l'investissement.

PAGE 7

Le statut de Renault

Hésitations du gouvernement et cri d'alarme du PDG.

PAGE 7

Le nazisme face à l'histoire

Un colloque en Sorbonne sur la politique d'extermination.

PAGE 12

La mort de Copi

Destinataire et homme de théâtre.

PAGE 44

«Don Giovanni» à Milan

Les lumineuses obscurités de Giorgio Strehler.

PAGE 17

Le sommaire complet se trouve page 44

Radical*

30F pour en savoir plus

LA FRANCE CITOYENNE

LA FRANCE CITOYENNE est disponible au: PARTI RADICAL - 1, place de Valois 75001 PARIS

صكباتن الأصل

Etranger

Un entretien avec M. Daniel Ortega, chef de l'Etat nicaraguayen

(Suite de la première page.)

C'est le scénario de l'intervention militaire américaine qui a souvent été évoqué par les sandinistes depuis la révolution de 1979.

En prévision du sommet de Washington, où il a été question des conflits régionaux, et dans le Nicaragua, M. Ortega s'est rendu à Moscou en début novembre. A cette occasion, M. Gorbatchev a déclaré l'assurance qu'il défendrait la position du peuple nicaraguayen dans son désir de respecter les engagements pris à Guatemala le 7 août par les pays d'Amérique centrale pour parvenir à la paix. Il m'a confirmé que les problèmes régionaux ne pouvaient pas être l'objet d'une négociation entre les Etats-Unis et l'Union soviétique au sein de l'Union soviétique au sein de l'Union soviétique au sein de l'Union soviétique.

Jusqu'où peut aller l'appui de Moscou, quand il s'agit de renouer les relations avec les dirigeants soviétiques, notamment ceux de la gestion économique des sandinistes et du gouffrage de l'aide des pays socialistes ?

« Pour M. Ortega, les relations sont toujours aussi bonnes et l'aide soviétique s'est même accrue cette année, y compris sur le plan de l'approvisionnement en pétrole. Tout en maintenant un lien privilégié avec le monde socialiste, le Nicaragua souhaite aussi diversifier ses relations, en particulier avec l'Europe. « Pour nous aider à réaliser le plan de paix, nous avons besoin de l'appui politique et économique des pays de la Communauté économique européenne. Le président reconnaît que le Nicaragua avait perdu la confiance de certains pays européens, mais, ajoute-t-il, « aujourd'hui, nous sommes en train de regagner le terrain perdu, notamment auprès de l'Allemagne

féderale qui est un pays-clé pour nous ».

Cette évolution, estime M. Ortega, est due à la « souplesse » dont a fait preuve son gouvernement pour faciliter l'application du plan de paix, mais le principal reste à faire : la négociation d'un cessez-le-feu entre la Contra et la mise en place d'un régime démocratique.

« Il s'agit d'une négociation complexe », dit le président nicaraguayen, « on ne va pas résoudre du jour au lendemain un problème qui dure depuis sept ans, d'autant que les Etats-Unis font tout ce qu'ils peuvent pour saboter le plan de Guatemala. Les Etats-Unis veulent empêcher l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu que les partis d'Amérique centrale pour le président de l'Amérique centrale pour l'application du plan de paix) et en attribuer la responsabilité au Nicaragua. Le président Reagan espère pouvoir obtenir ainsi du Congrès les 270 millions de dollars qu'il a demandés pour la Contra ».

Le président nicaraguayen maintient son refus de négocier avec les insurgés qui, dit-il, « ne sont que l'instrument des Etats-Unis pour liquider la révolution ».

« Si les dirigeants de la Contra décident de déposer les armes et de solliciter une amnistie, ils pourront alors participer au jeu politique au même titre que les partis d'opposition actuels. Et s'ils refusent, comme ils l'ont déclaré à plusieurs reprises, de négocier avec nous, cela équivaudrait à une reddition et à un suicide politique ? » Alors, répond M. Ortega, ils s'exposent à une défaite militaire totale.

Les sandinistes n'ont de cesse de répéter que la négociation doit se faire directement avec les Etats-Unis qui sont les véritables « agresseurs ». « Nous sommes prêts, dit M. Ortega, à tenir compte des

intérêts de Washington. Le grand argument des Etats-Unis, c'est que nous constituerions une menace pour leur sécurité. On pourrait parler de cela, mais c'est de l'agression américaine contre nous. Il faut donc négocier un pacte de sécurité mutuel qui prévoit un système de vérification. Il s'agit de débarrasser l'Amérique centrale de toute présence militaire étrangère. C'est un objectif à long terme car nous devons être réalistes et compte tenu de l'importance des installations militaires dont disposent les Etats-Unis dans la région.

particulier les petits paysans auxquels le gouvernement garantit l'accès aux produits de base. Ce sont les riches qui souffrent de la crise ».

Le président Ortega considère que le peuple vit mieux qu'à l'époque de la dictature de Somoza. « J'ai personnellement connu la faim à cette époque, et pourtant, je ne vivais pas dans le quartier le plus misérable de Managua. Aujourd'hui, tous les travailleurs peuvent manger dans des cantines même s'il est vrai que la qualité de la nourriture a baissé récemment du fait de la rareté de certains produits à cause de la guerre. Malheureusement, beaucoup de gens ont vu dans la révolution la création d'un Etat paternaliste qui devrait prendre en charge à tous points de vue. Ce n'est évidemment pas possible. Il s'agit de partager équitablement entre tous, tout en accordant la priorité à la défense du pays et à la révolution. Nous ne sommes donc pas en mesure de mettre en application une politique économique qui favorise le développement du pays. C'est une économie de survie ».

Comment s'étonner, dans ces conditions, que la Contra ait trouvé des appuis au sein de la population, en particulier dans les zones rurales éloignées où les paysans n'ont pas connu les bénéfices de la révolution ? « En fait, ces paysans cessent d'appuyer la Contra dès que l'armée s'installe dans la région et agit en leur faveur. On constate ainsi que ces paysans étaient des collaborateurs forcés de la Contra ».

Avant la désignation de Mgr Obando comme médiateur entre le gouvernement et les insurgés, il y a eu quelques mois à peine, les plus hauts dirigeants sandinistes laissent entendre que le cardinal était tout simplement un « agent de la CIA ». « C'est vrai, reconnaît M. Ortega, nous avions des différends avec le cardinal, mais nous avons décidé de les oublier pour travailler ensemble en faveur de la paix. » Le président Ortega est revenu à une définition plus modérée du sandinisme : « C'est une synthèse, dit-il, du nationalisme de Sandino, qui s'est battu contre les envahisseurs américains à la fin des années 20 et de deux éléments intéressants, le christianisme et le marxisme, qui sont complémentaires ».

La différence avec Cuba ? « Nous avons un secteur privé important, des partis d'opposition, une presse contre-révolutionnaire et, bien sûr, le contenu chrétien de la révolution. » Toutefois, dit-il, « Cuba nous a donné l'exemple en prouvant qu'il était possible de résister à l'agression des Etats-Unis et de survivre à un blocus économique ».

BERTRAND DE LA GRANGE.



Un accord de ce genre, ajoute M. Ortega, établirait des normes précises sur la présence de conseillers militaires étrangers au Nicaragua ou de troupes étrangères et sur le type d'armement, y compris nucléaire. De plus, nous pourrions nous engager à ne pas permettre l'installation de base étrangère sur notre territoire. Enfin, nous pourrions établir un équilibre des forces en Amérique centrale sur une base raisonnable. Tout cela devrait déboucher sur la normalisation des relations entre les Etats-Unis et le Nicaragua ».

Le président Ortega estime ainsi que le 15 janvier ne doit pas être considéré comme une date limite, mais plutôt comme une étape dans la réalisation du plan de paix. « A cette date, nous devons établir un nouveau calendrier pour les mois suivants. Si les Etats-Unis, dans la foulée de l'accord signé avec l'Union soviétique, se déclarent à respecter le plan de Guatemala et à cesser son aide à la Contra, le problème pourrait se résoudre à court terme. Dans le cas contraire, la guerre se poursuivra ».

La population, qui est confrontée à une situation économique chaque jour plus désastreuse, est-elle prête à accepter de nouveaux sacrifices ? M. Ortega n'a donné aucune réponse, estimant, contre toute évidence, que « le peuple n'est pas démoralisé ». Le président affirme que les sandinistes continueront malgré les difficultés à bénéficier des conquêtes de la révolution, en par-

ETATS-UNIS : trois jours après le sommet

Baromètre en hausse pour le président Reagan

WASHINGTON de notre correspondant

Plus de trois jours après le départ de M. Gorbatchev, Washington continue de savourer les délices du sommet. C'est toujours la performance médiatique du numéro un soviétique qui est l'objet des commentaires les plus nombreux, et pour le président Reagan, le baromètre, soudain remonté au beau, semble se maintenir.

Ainsi, quand M. Reagan a fait, vendredi 11 décembre, son entrée dans une pièce de la Maison Blanche où l'attendaient les leaders du Congrès qu'il voulait informer des résultats de ses conversations, les congressistes se sont levés pour l'applaudir : cela faisait bien longtemps qu'ils n'avaient réservé pareil accueil au président.

Autre bonne surprise pour lui : le Sénat a voté, samedi 12 décembre, une aide « non militaire » de 16 millions de dollars — dont 6 à 7 millions pour les frais de transport — à la Contra, alors qu'un cours des dernières semaines la Maison Blanche éprouvait les plus grandes difficultés à convaincre les sénateurs de l'utilité de poursuivre l'assistance aux anti-sandinistes.

Cartes, la Chambre des représentants doit encore se prononcer sur l'aide votée par le Sénat, pour une période de deux mois. Selon le speaker de la Chambre, le démocrate Jim Wright, très hostile à la politique centriste de M. Reagan, ces crédits sont inacceptables. On est pourtant très loin des 270 millions de dollars sur un an d'aides, y compris militaire, que l'administration a, en principe, toujours l'intention de demander au Congrès.

Par ailleurs, le général Humberto Ortega, ministre de la défense du Nicaragua, a annoncé un renforcement de ses forces armées, citant le chiffre de six cent mille hommes pour le million des années 90, contre deux cent cinquante mille aujourd'hui, et il a ajouté que Managua comptait bien s'équiper de chasseurs soviétiques. Dimanche, le chef du Conseil national de sécurité, le général Colin Powell, mettait en garde le régime sandiniste contre de tels projets qui constitueraient, selon les Etats-Unis, une menace dirigée contre les voisins du Nicaragua.

Entre-temps, M. Daniel Ortega, le numéro un sandiniste, a expliqué que son frère Humberto avait évoqué un simple « projet » que le gouvernement n'avait pas retenu. Mais, au total, cet épisode ne fait qu'accroître la méfiance éprouvée par un bon nombre de sénateurs à l'égard de Managua.

Par ailleurs, les confidences de divers responsables de l'administration, rapportées pour partie par la presse américaine, permettent de mieux connaître certains aspects des

entretiens du président Reagan avec M. Gorbatchev.

La question de l'initiative de défense stratégique (IDS) a posé problème presque jusqu'au bout des conversations. Ce n'est que quelques minutes avant d'apparaître en public pour la cérémonie d'adieux que les deux dirigeants ont entériné la solution pérorablement mise au point, pendant qu'eux-mêmes déjeunaient, par leurs assistants ; il s'agit, en fait, d'une solution d'attente qui met le problème entre parenthèses.

« Parlons d'autre chose... »

« Nous avons repoussé d'un coup de pied la boîte de conserve », a expliqué le principal négociateur américain sur les armements, M. Max Kampelman. Mais M. Gorbatchev lui-même a semblé éviter d'aborder la question de front. A un moment des entretiens, alors que M. Reagan lui parlait de l'IDS, il a répondu : « Parlons d'autre chose ».

A propos de la réduction des armes conventionnelles en Europe, M. Gorbatchev a manifesté son désir d'aller de l'avant, en tenant compte de l'« asymétrie », mais aussi en semblant considérer l'affaire comme essentiellement soviéto-américaine. « Mettons Izov et Carlucci (les ministres soviétique et américain de la défense) dans une pièce et qu'ils trouvent une solution », a-t-il déclaré, selon M. Cartucci lui-même, au cours des conversations. Les Américains ont répondu qu'ils devaient, eux, tenir compte de leurs alliés européens.

Sur l'Afghanistan, M. Gorbatchev aurait été encore plus évasif lors de ses entretiens avec M. Reagan que lors de sa conférence de presse, où il a expliqué que « le commencement de la fin » de l'aide américaine à la résistance devrait coïncider avec le début du retrait des troupes soviétiques. Cependant, l'administration espère toujours un développement positif d'ici quelques temps. Elle a retiré des déclarations de M. Gorbatchev l'impression que, désormais, les Soviétiques n'exigent plus l'installation d'un gouvernement de transition comme préalable au début du retrait de leurs troupes.

Enfin, M. Reagan a mis à profit son premier tête-à-tête avec M. Gorbatchev pour l'interpeller longuement sur la question des droits de l'homme. Il s'est alors attiré la réponse dont M. Gorbatchev a lui-même fait état par la suite : « Vous n'êtes pas un procureur, je ne suis pas un accusé ». Tous les interlocuteurs du numéro un soviétique ont noté le ferment de ton qu'il a manifestés sur ce sujet. Les responsables de l'administration remarquent d'ailleurs que, si les Soviétiques continuent à faire des concessions en matière d'émigration, les libérations de prisonniers politiques semblent, elles, avoir cessé.

JAN KRAUZE.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Les autorités hésitent sur la politique à adopter à l'égard des détenus appartenant à l'ANC

JOHANNESBURG de notre correspondant

Un peu plus d'un mois après sa libération, Govan Mbeki, ancien président du Congrès national africain (ANC), vient de voir sa liberté de mouvement restaurée sur le territoire national. Désormais, il n'a plus le droit de quitter la circonscription judiciaire de Port-Elizabeth (son domicile) sans l'autorisation de la police. La presse s'est également vu interdire la possibilité de l'interviewer alors que ses propos se pouvaient déjà être rapportés dans les médias locaux.

Depuis le 5 novembre, date à laquelle ex-ministre communiste a recouvré la liberté, après vingt-quatre ans d'emprisonnement, il n'a participé à aucune réunion politique. Les deux rassemblements prévus à l'occasion de son retour à la vie civile ont été interdits. Cet ancien leader anti-apartheid, aujourd'hui âgé de soixante-deux ans, n'a jamais pu s'exprimer devant son peuple, les autorités craignant que « l'ordre public ne soit menacé ».

C'est ce motif qui a été également invoqué pour réduire sa liberté d'aller et venir, le pouvoir lui reprochant d'être l'instrument de l'ANC et du Parti communiste sud-africain (SACP), tous deux interdits. Certes, le compagnon de Nelson Mandela n'a pas renoncé à ses idées et

s'est déclaré toujours convaincu de la justice de son combat, mais il a plutôt gardé un « profil bas », évitant d'appeler au soulèvement, refusant de prêter la lutte armée. Cependant, il n'est pas resté dans l'ombre comme l'espérait le régime. Ce qui a donné des arguments à la droite opposée à sa libération comme à celle de tous les prisonniers politiques.

A tel point que le gouvernement a fait marche arrière par rapport au changement exprimé le 13 août par le président Pieter Botha en matière de libération des prisonniers politiques. Le chef de l'Etat avait écarté comme condition sine qua non à l'élargissement, le renoncement à la violence. Les règles applicables en matière de réduction de peine aux détenus de droit commun seraient désormais aussi utilisées pour les politiques. Govan Mbeki, pourtant considéré comme un dur, avait été le premier à en bénéficier. Un ballon d'essai, qui aux yeux du gouvernement a échoué, entraînant un nouveau durcissement et rendant improbable, dans un avenir proche, la sortie de prison du plus célèbre des prisonniers à vie, Nelson Mandela.

L'éventualité de la libération de Govan Mbeki ne sera sans doute pas suivie par d'autres. Le pouvoir donne l'impression de naviguer à vue, ce qui a pour principale conséquence, en fait, de mécontenter tout le monde.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Deux policiers noirs tués à Soweto. — Quatre Noirs, deux policiers apparemment victimes d'une embuscade à Soweto et deux hommes lynchés par la foule dans la province du Natal, ont péri, samedi 13 décembre, au cours de trois incidents différents dans les ghettos noirs sud-africains. Six personnes, dont cinq policiers, ont été blessés. L'incident le plus grave s'est produit peu avant minuit dans le plus grand cité noir du pays, Soweto, lorsque des inconnus ont ouvert le feu de l'intérieur d'une voiture sur un véhicule de la police dans lequel se trouvaient sept policiers noirs. Deux d'entre eux ont été tués et quatre autres blessés. Les enquêteurs ont trouvé sur place des douilles correspondant à des fusils d'assaut AK-47, arme de prédilection des membres de l'ANC. — (AFP.)

SOUDAN

Affrontements avec les rebelles près de la frontière éthiopienne

C'agence soudanaise de presse SUNA a fait état, samedi 12 décembre, de sanglants affrontements mercredi autour de la ville de Qeissan, dont l'occupation avait été annoncée mercredi par l'Armée populaire de libération du Soudan sud (SPLA). Selon SUNA, six cents rebelles ont été tués au cours de combats qui ont été très meurtriers près de la frontière soudano-éthiopienne.

La radio des rebelles avait affirmé mercredi avoir infligé de très lourdes pertes à l'armée soudanaise lors de la prise de Qeissan. Cette ville se trouve à une centaine de kilomètres au nord-est de Kourmouk, déjà tenue par les rebelles depuis un mois, en direction d'Ed-Damazin, capitale de la province du Nil-Bleu, située à 200 kilomètres environ au nord de cette dernière. — (AFP.)

CHILI

Des organisations humanitaires dénoncent l'aggravation de la répression

SANTIAGO-DU-CHILI de notre correspondant

Comme elle le fait ininterrompue depuis l'instauration du régime militaire, l'Assemblée générale des Nations unies vient de condamner le Chili, au moment où le rapporteur spécial de l'ONU, le Costaricien Fernando Volio, effectuait son troisième séjour consécutif dans le pays. Selon ses propres déclarations, le fonctionnaire international a « beaucoup de travail », car les organisations humanitaires chiliennes dénoncent l'aggravation de la répression frappant les opposants, et plus particulièrement l'activité de commandos clandestins, telle l'APACHA (Action chilienne anticomuniste), qui s'est récemment manifestée en retournant pendant quelques heures le président de la coalition Gauche unie, à Valparaíso, pour lui infliger un simulacre d'assaut, avant de lui tatonner au rasoir une croix gammée sur le front.

D'après la commission chilienne des droits de l'homme, près de mille personnes auraient reçu des menaces depuis le début de l'année, l'intérieur d'une voiture sur un véhicule de la police dans lequel se trouvaient sept policiers noirs. Deux d'entre eux ont été tués et quatre autres blessés. Les enquêteurs ont trouvé sur place des douilles correspondant à des fusils d'assaut AK-47, arme de prédilection des membres de l'ANC. — (AFP.)

« Cinq jeunes communistes ont disparu début septembre — deux d'entre eux ont été enlevés dans la rue par des inconnus, — apparemment en représailles pour l'enlèvement du colonel Carrero par le Front patriotique Manuel Rodríguez. Les « disparitions forcées » remontent aux années immédiatement postérieures au coup d'Etat, et n'avaient pratiquement plus cours depuis 1977.

La trace de ces centaines de « détenus disparus » ne sera pas aisée à retrouver. Mais une commission d'enquête du ministère des affaires étrangères d'Allemagne fédérale doit se rendre prochainement à la « colonie dignés », une communauté fondée en 1961 dans le sud du Chili par des immigrants germaniques, et où vivraient aujourd'hui trois cent cinquante personnes installées sur 3 000 hectares. Selon Amnesty International et plusieurs reportages publiés récemment dans la presse ouest-allemande, l'interlocuteur colonie, dont l'accès est rigoureusement contrôlé par un militaire, serait un maillon de la chaîne mondiale du néo-nazisme, et de nombreux opposants au régime militaire, actuellement disparus, y auraient été torturés et tués.

GILES BAUDIN.

LE SACRIFICE
Repères psychanalytiques

Par Guy Rosolato

« Traitement » de la culpabilité, canalisation de la violence, destructivité, pulsion de mort, paranoïa collective. Quels sont les signes et les fonctions du sacrifice ?

Collection « Bibliothèque de psychanalyse » dirigée par Jean Laplanche. 192 pages - 89 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Proche-Orient

ISRAËL : les affrontements de rue dans les territoires occupés

Le gouvernement tente de minimiser la portée des incidents

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le gouvernement israélien, dans une déclaration faite mardi matin, a tenté de minimiser la portée des incidents qui ont éclaté depuis une semaine dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, en affirmant qu'il s'agit de « manifestations populaires » et non d'insurrection. Le ministre de la Défense, Ariel Sharon, a déclaré que le dialogue entre les autorités israéliennes et les représentants palestiniens n'est pas rompu, que les ponts sur le Jourdain sont toujours ouverts, et que des dizaines de milliers d'ouvriers palestiniens des territoires occupés continuent à se rendre à leur travail en Israël. En réalité, si effectivement le flux vers Israël des ouvriers de Cisjordanie n'a pas cessé, en revanche, dans la bande de Gaza, les quelque cinquante mille Palestiniens qui sont employés en Israël restent chez eux depuis près d'une semaine.

Par ailleurs, le fait de circonscire les désordres à une minorité de la population manipulée par les organisations terroristes est contesté par des experts comme le professeur Yehoshua Porat de l'université de Jérusalem, qui, lui, perçoit effectivement les signes d'une véritable « insurrection » : « Une partie de la population palestinienne se soulève, d'abord en 1980 et 1981, puis vingt-quatre heures, on semble assister à une véritable mobilisation des dirigeants politiques et militaires pour reconstruire l'unité par le procès

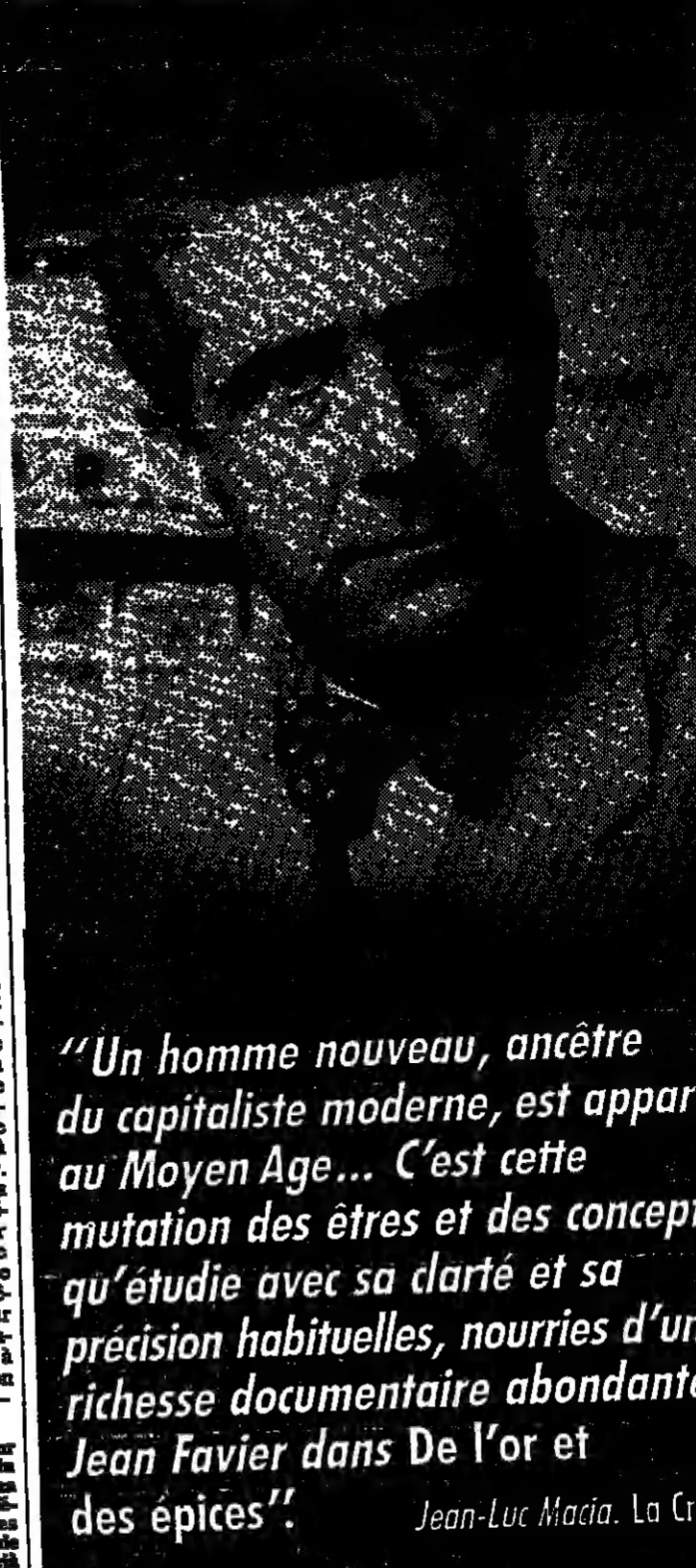
de la terreur ». Le couplage des activités insurrectionnelles dans les territoires occupés, le général Shmuel Goren, en particulier, a fait valoir que le recours à cette terminologie était totalement absurde. Il en veut pour preuve le triple fait que le dialogue entre les autorités israéliennes et les représentants palestiniens n'est pas rompu, que les ponts sur le Jourdain sont toujours ouverts, et que des dizaines de milliers d'ouvriers palestiniens des territoires occupés continuent à se rendre à leur travail en Israël. En réalité, si effectivement le flux vers Israël des ouvriers de Cisjordanie n'a pas cessé, en revanche, dans la bande de Gaza, les quelque cinquante mille Palestiniens qui sont employés en Israël restent chez eux depuis près d'une semaine.

Par ailleurs, le fait de circonscire les désordres à une minorité de la population manipulée par les organisations terroristes est contesté par des experts comme le professeur Yehoshua Porat de l'université de Jérusalem, qui, lui, perçoit effectivement les signes d'une véritable « insurrection » : « Une partie de la population palestinienne se soulève, d'abord en 1980 et 1981, puis vingt-quatre heures, on semble assister à une véritable mobilisation des dirigeants politiques et militaires pour reconstruire l'unité par le procès

de la terreur ». Le couplage des activités insurrectionnelles dans les territoires occupés, le général Shmuel Goren, en particulier, a fait valoir que le recours à cette terminologie était totalement absurde. Il en veut pour preuve le triple fait que le dialogue entre les autorités israéliennes et les représentants palestiniens n'est pas rompu, que les ponts sur le Jourdain sont toujours ouverts, et que des dizaines de milliers d'ouvriers palestiniens des territoires occupés continuent à se rendre à leur travail en Israël. En réalité, si effectivement le flux vers Israël des ouvriers de Cisjordanie n'a pas cessé, en revanche, dans la bande de Gaza, les quelque cinquante mille Palestiniens qui sont employés en Israël restent chez eux depuis près d'une semaine.

Par ailleurs, le fait de circonscire les désordres à une minorité de la population manipulée par les organisations terroristes est contesté par des experts comme le professeur Yehoshua Porat de l'université de Jérusalem, qui, lui, perçoit effectivement les signes d'une véritable « insurrection » : « Une partie de la population palestinienne se soulève, d'abord en 1980 et 1981, puis vingt-quatre heures, on semble assister à une véritable mobilisation des dirigeants politiques et militaires pour reconstruire l'unité par le procès

JEAN FAVIER



(Interim.)

« Un homme nouveau, ancêtre du capitaliste moderne, est apparu au Moyen Age... C'est cette mutation des êtres et des concepts qu'étudie avec sa clarté et sa précision habituelles, nourries d'une richesse documentaire abondante, Jean Favier dans De l'or et des épices »

Jean-Luc Macia, La Croix

M. Pasqua s'est rendu secrètement à Alger après la libération des deux otages français

ALGER
de notre correspondant

Ca n'est pas une surprise : l'Algérie a été au cœur des négociations pour la libération, vendredi 27 novembre, des deux otages français, MM. Jean-Louis Normandin et Roger Auque. Mais, dans un souci d'efficacité, les responsables algériens ont exigé de la France une discrétion absolue. Selon l'agence officielle Algérie Presse Service, le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Chirac, et le président Chadli Bendjedid. Les véritables remerciements adressés personnellement au ministre français de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, au président Chadli, dimanche 6 décembre, lors d'une visite secrète qu'il a effectuée à Alger à la veille de l'expulsion de France des Moudjahidines iraniens.

L'Algérie a pris soin d'entretenir de bonnes relations avec l'Iran depuis l'échec des tentatives de libération des deux Français, d'une communication téléphonique entre le premier ministre, M. Jacques Chirac, et le président Chadli Bendjedid. Les véritables remerciements adressés personnellement au ministre français de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, au président Chadli, dimanche 6 décembre, lors d'une visite secrète qu'il a effectuée à Alger à la veille de l'expulsion de France des Moudjahidines iraniens.

MM. Marcel Condari et Camille Soutag, en novembre 1986, et enfin de M. Aurélien Cottereau, M. Jean-Louis Normandin, qui aurait dû faire partie du lot, n'avaient pas été libérés par mesure de rétorsion après la condamnation de Georges Ibrahim Abdallah, une première fois à Lyon à quatre ans de prison puis à Paris à la réclusion criminelle à perpétuité.

Les Algériens, qui s'étaient engagés auprès des ravisateurs de M. Peyrolle, avaient du reste été trompés au moins à deux reprises. La première, lorsque Abdallah n'a pas été expulsé ; la seconde, lorsque le premier jour du procès à Paris, le ministre français des Affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avait fait un aller et retour Paris-Alger pour assurer le président Chadli Bendjedid que le Libanais ne serait pas condamné à plus de huit ans d'emprisonnement.

En dépit de ces « loupés », l'Algérie a continué sa mission de bons offices. Surtout parce que, côté français, le dossier des otages est passé de quasi d'Orsay à la place Beauvau. Le courant passe parfaitement entre les ministres de l'Intérieur des deux pays. M. Pasqua est apprécié à Alger, où il a été reçu chaleureusement en visite officielle au mois de juin dernier.

FREDERIC FRITSCHER.

IRAN La succession de l'imam Khomeiny de nouveau à l'ordre du jour

TEHRAN
de notre correspondant

L'imam Khomeiny a modifié son testament « politique » et « religieux » rédigé en 1983 et en a confié jeudi 10 décembre la nouvelle version aux principaux dirigeants de l'Iran, qui doivent le placer sous scellés jusqu'à sa mort.

Cette décision inattendue apparaît d'ores et déjà dans certains milieux politiques iraniens comme un nouvel épisode dans la révolution difficile du « guide de la révolution » susceptible d'affaiblir son dauphin désigné, l'ayatollah Hossein Ali Montazeri. Ce dernier a assisté à la cérémonie, retransmise par la radio depuis le domicile de l'imam, à Djamaran, au nord de Téhéran, en présence des principaux dignitaires politiques et religieux du pays. L'ayatollah Montazeri, âgé de cinquante-cinq ans, a ensuite été reçu en privé par l'imam Khomeiny, avant de regagner la ville sainte de Qom, où il réside, à une centaine de kilomètres au sud de la capitale. Les rencontres entre les deux hommes sont assez rares, et c'est la première fois que l'ayatollah Montazeri est associé à une cérémonie concernant la succession.

L'ayatollah Montazeri a été officiellement désigné comme futur « guide de la révolution » iranienne en novembre 1985 par l'Assemblée des experts, l'organe élu au suffrage universel chargé par la Constitution d'organiser la succession. Depuis, son autorité a été sérieusement affaiblie par l'arrestation puis l'extorsion de plusieurs de ses proches collaborateurs, notamment Mehdi Hachemi, chef du bureau d'aide aux mouvements islamiques de libération, et aux rumeurs d'otages occi-

dentaux au Liban, Mehdi Hachemi, frère du gendre de M. Montazeri, accusé d'avoir « complété » contre la République islamique, a été exécuté le 28 septembre dernier.

Après une période de silence volontaire, l'ayatollah Montazeri, confirmé dans ses fonctions, avait repris ses audiences et ses commentaires sur la vie politique. L'une de ces récentes interventions sur la nécessité de permettre aux partis de prendre part aux élections législatives du 8 avril prochain a soulevé un trouble, car il s'est opposé ainsi à une disposition de l'imam Khomeiny. La polémique vise essentiellement la participation du Mouvement de libération nationale de l'ex-premier ministre Mehdi Bazargan, seule opposition encore tolérée en Iran. Le président Ali Khamenei a été dépêché auprès de lui comme médiateur et aurait alors refusé de renoncer à défendre ses propres options, selon des sources proches iraniennes. — (AFP.)

[A Vienne, le départ anticipé pour Téhéran, le lundi 14 décembre, du ministre du pétrole, M. Chahsouvan Agajani, qui participait à la conférence de l'OPEP, a alimenté les rumeurs sur l'état de santé déclinant de l'imam Khomeiny qui contrastent déjà depuis longtemps. Un porte-parole le lendemain a démenti ces rumeurs, affirmant que la santé du chef de la révolution islamique n'avait « jamais été meilleure ».

Les sources arabes qui, à Vienne, se sont fait l'écho de ces rumeurs s'appuyaient notamment sur la modification par l'imam Khomeiny de son testament politique et religieux.]

Les Moudjahidine décidés à obtenir le retour en France de leurs camarades expulsés vers le Gabon

PARIS
de notre correspondant

Une semaine après l'interpellation à Paris, mardi dernier, de l'expulsion vers le Gabon de quatre de leurs camarades, les Moudjahidine du peuple iraniens ont décidé de poursuivre leur lutte pour obtenir le retour en France. Le principal mouvement d'opposition armée au régime iranien a poursuivi ce week-end ses initiatives en ce sens. Tandis que les témoignages sur les « brutalités policières » contre les réfugiés et les déclarations incendiaires contre le gouvernement ont continué à affluer, onze des expulsés vers le Gabon ont poursuivi leur grève de la faim à Libreville. A Paris, plusieurs dizaines de réfugiés iraniens ont, par ailleurs, continué à faire le siège du bureau parisien de Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Certains, proches des expulsés, en étaient, dimanche 13 décembre, au sixième jour de leur grève de la faim.

De son côté, le quartier général des Moudjahidine s'est chargé de rappeler, depuis Bagdad, que M. Charles Pasqua, alors président du groupe parlementaire RPR au Sénat, avait signé une motion de soutien à « la résistance iranienne » le 1^{er} juillet 1985. Dix jours plus

tard, le nom de M. Pasqua figurait parmi les noms de « plus de deux mille » personnalités politiques françaises et étrangères soutenant « les efforts des Moudjahidine du peuple d'Iran et du Conseil national de la résistance et M. Massoud Roudjéfi pour la paix et la liberté », parus dans une publication payée par les Moudjahidine — sur une pleine page du *Monde* (nos éditions du 10 juillet 1985).

Lundi, dans un texte également parvenu de Bagdad, les Moudjahidine estiment que M. Pasqua s'est « affirmé en adversaire politique » de leur cause et lui reprochent, en réponse à ses déclarations, de n'avoir fourni aucune « raison légitime et convaincante » à l'expulsion de réfugiés qui « n'ont enfreint aucune loi française ni les limites de leur statut ».

Le président Mitterrand a, par ailleurs, expliqué qu'il « était normal » qu'il se soit préoccupé de cette affaire et indiqué qu'il avait reçu une lettre de M. Pasqua « longue et circonstanciée » sur l'affaire, tout en refusant de dire si les arguments du ministre de l'Intérieur l'avaient convaincu.

YÉMEN DU SUD L'ancien président Ali Nasser et trente-quatre de ses partisans condamnés à mort

ADEN
de notre correspondant

La Cour suprême sud-yéménite a condamné, le samedi 12 décembre, l'ancien président Ali Nasser Mohammed et 34 de ses partisans, dont son frère M. Salehman Nasser Mohammed, à la peine de mort. L'ancien président, renversé à la suite des événements sanglants de janvier 1986, et réfugié au Nord-Yémen du Nord, ainsi que 19 autres condamnés à mort, ont été jugés par contumace. La cour a également condamné 67 autres partisans de M. Ali Nasser, dont 20 par contumace, à différentes peines d'emprisonnement variant entre quinze et cinq ans ; 6 prévenus ont été acquittés ; 29 autres accusés ont été autorisés à solliciter le bénéfice de l'amnistie décrétée après les événements de janvier 1986 entre factions rivales du Parti socialiste sud-yéménite (PSY) au pouvoir à Aden. Ces événements avaient débouché sur l'éviction de M. Ali Nasser et

sur son remplacement en février 1986 par le président Haïdar Abon Bakr al-Atias.

M. Ali Nasser était accusé de « haute trahison » et ses partisans étaient notamment jugés pour « constitution de bande terroriste, responsabilité ou participation à des actes subversifs ».

Les affrontements de janvier 1986 entre les deux factions du PSY, parti marxiste au pouvoir depuis 1978, avaient fait 4 330 morts, selon un bilan officiel. Les diplomates en poste à Aden ont avancé le chiffre de 9 000 morts.

L'ex-président, qui a été rejoint dans son exil au Yémen du Nord par quelque 30 000 hommes, dont la plupart ont conservé leurs armes, a affirmé sa volonté de ne pas renoncer à son opposition au régime d'Aden. — (AFP.)

138, bd Voltaire 75011 Paris
43.70.20.20
vous propose

★ 300 places chaque semaine au départ de Paris pour une croisière de luxe (bateau et hôtels) sur le NIL. 8 jours tout compris à partir de 6 150 F.

★ Promotion exceptionnelle du 3 au 24 janvier 88 : 3 semaines de séjour au départ de Paris en pension complète, aux BALEARES ou en TUNISIE à moins de 2 800 F (places limitées).

DEMANDEZ LES BROCHURES AMT À VOTRE AGENT DE VOYAGES HABITUEL

LES SECRETS DE LA MATIÈRE

UN HORS SÉRIE

SCIENCE VIE

Jean Favier
De l'or et des épices

Naissance de l'homme d'affaires au Moyen Age

120 F
480 pages

FAYARD

سكنا من الاجل

Asie

CORÉE DU SUD : l'élection du 16 décembre Le candidat officiel du pouvoir semble en perte de vitesse

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Il y a beaucoup d'enthousiasme dans les entreprises par les temps qui courent. Non pas parce que l'assiduité au travail se relâche, mais parce que les meetings électoraux drainent des foules de salariés, souvent moins motivés par des convictions politiques qu'attirés par des « dédommagements » ou fermement invités par leur employeur à s'y rendre s'il s'agit de ceux de M. Roh Tae Woo, candidat du pouvoir à l'élection présidentielle du 16 décembre. D'une livraison de briquettes de chauffage à des sommes allant de 10 000 à 50 000 wons (de 100 à 500 F), distribuées judicieusement dans le car au retour du meeting, ces « dédommagements » compensent le manque d'enthousiasme. Le parti du pouvoir n'est pas le seul à recourir à ces procédés, mais il le fait avec infiniment plus de moyens et donc sur une grande échelle. Dimanche 13 décembre, les candidats de l'opposition ont décidé de créer un « front » commun antifraude.

La veille, lors du meeting de M. Roh sur l'esplanade de Yoido, on pouvait remarquer certains « supporters » signer des séries de fanilles de présence. La foule était beaucoup plus clairsemée que lors du meeting de M. Kim Dae Jung sur cette même esplanade le 29 novembre, et incontestablement moins motivée. A l'arrière de l'estrade, un groupe d'une trentaine de journalistes, dont un rang de micros était chargé de scanner les ovations répercutées sur toute la place. Au pied de la tribune, quelque trois cents policiers en civil ou gardaient l'accès limité que sur 50 mètres de profondeur des groupes compactes d'agents de sécurité, portant des bandeaux et des drapeaux comme s'il s'agissait d'électeurs, constituaient une muraille humaine entre le podium et la foule.

Ce dispositif de sécurité n'a pas empêché des centaines de lancer trois grandes lacrymogènes au pied de l'estrade. Roués de coups, ils ont été embarqués inconscients dans des cars de police. M. Roh Tae Woo est solidement épaulé dans sa campagne par l'appareil du pouvoir et pourtant il est en perte de vitesse. Laisant preuve d'un certain courage pour affronter des foules parfois d'une hostilité féroce, cet ancien général paraît manquer de pugnacité. Il est surtout de plus en plus isolé, cible de tous les candidats. Le « héros » du 29 juin, qui réussit à démanteler la protestation populaire en promettant des réformes démocratiques n'a pas pu capitaliser sur cette victoire. Il voudrait être payé comme « l'homme du 29 juin », mais « M. Démocratie » porte le poids de son passé : le 12 décembre 1979, faisant descendre sur Séoul sa 9e division, il joua un rôle essentiel dans le putsch. Il est prisonnier aussi de l'impopularité du régime qu'il contribua à mettre en place, lorsque M. Paek Ki Wan, candidat des dissidents et brillant orateur — qui vient de se retirer de la course lundi — montre à la télévision ses mains dont les ongles furent arrachés au cours de ses interrogatoires en prison, il rappelle à beaucoup ce que M. Roh voudrait faire oublier.

M. Roh est sur la défensive. Sa proposition inopinée, samedi, d'un référendum au lendemain des Jeux olympiques pour décider si, dans le cas où il aurait été élu le 16 décembre, il aura répondu aux aspirations populaires, est significative des inquiétudes de son camp. M. Roh semble désormais ne briger qu'un mandat pratiquement limité à un an et à confirmer après une sorte de période probatoire. Le moins que l'on puisse dire est que le candidat du pouvoir manque de confiance.

PHILIPPE PONS.

Le sommet de l'ASEAN

M^{me} Aquino affirme que les bases américaines aux Philippines jouent un rôle dans la défense régionale

Manille (AFP). — Le troisième sommet des six États de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) s'est ouvert, lundi 14 décembre à Manille, entouré de strictes mesures de sécurité. La présidente Aquino a fait une brève allocution de bienvenue, dans laquelle elle a souligné qu'elle appréciait la présence des dirigeants de l'organisation à Manille, malgré les menaces pesant sur la sécurité du sommet. Le sultan de Brunei, Hassanal Bolkiah, le président indonésien Suharto, le premier ministre de Malaisie, M. Mahathir Mohamed, le premier ministre de Singapour, M. Lee Kuan Yew, et le premier ministre de Thaïlande, M. Prem Tinsulanonda, assistaient à l'ouverture.

M^{me} Aquino a créé une certaine sensation en plaçant, d'entrée de jeu, la question des bases américaines aux Philippines à l'ordre du jour du troisième sommet de l'ASEAN. On avait cru, après les travaux préparatoires au sommet, que le gouvernement philippin avait renoncé, devant les réticences de certains de ses partenaires, à mettre en avant la question des installations américaines dans l'archipel. Or ce problème a constitué le point essentiel de l'intervention inaugurale de M^{me} Aquino, qui a clairement laissé entendre,

sans les citer, que les bases de Subic et de Clark assument un rôle de défense régionale. La présidente a également souligné que la contribution de l'archipel à la sécurité de l'espace aérien et des voies maritimes était « vitale pour le maintien de la stabilité économique et de la croissance » de ses voisins en Asie du Sud-Est.

Le sommet doit être essentiellement consacré à la coopération économique. Sur le plan politique, indique-t-on de source officielle, les six pays (non communistes) de l'ASEAN devraient discuter du conflit du Cambodge, à la lumière de la récente rencontre, en France, entre le prince Norodom Sihanouk et le premier ministre du gouvernement de Phnom-Penh, M. Hun Sen. Il sera également question de l'équilibre des forces entre les quatre grandes puissances de la région : États-Unis, Japon, Chine et URSS. Selon un projet de résolution publié par les organisateurs, le premier ministre vietnamien, M. Pham Hung, a adressé, lundi, un message aux participants dans lequel il réaffirme la volonté du Vietnam de faire de l'Asie du Sud-Est une « région de paix, de stabilité, d'amitié, de coopération et de prospérité ».

Diplomatie

La tournée européenne de M. George Shultz Le secrétaire d'Etat américain appelle le Danemark à augmenter ses dépenses militaires

Après avoir rendu compte du sommet de Washington aux ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN, à la fin de la semaine dernière à Bruxelles, M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, s'est rendu successivement à Copenhague et à Oslo. Il poursuivra cette tournée européenne à Bonn et à Londres, avant de regagner Washington.

COPENHAGUE
de notre correspondant

Pendant son séjour au Danemark, M. Shultz a eu des entretiens approximatifs avec le ministre des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen ; il a d'abord eu un entretien avec le ministre, M. Schüller, et a reçu à son hôtel le nouveau président du Parti social-démocrate, M. Svend Auken. Cette dernière entrevue était importante car, depuis que la coalition minoritaire de centre droit dirigée par M. Schüller s'est installée au pouvoir, en 1982, elle a été constamment, contrairement et forcée, appliquée une politique de défense qui lui était dictée par l'opposition. La majorité des députés de la chambre unique ne se sont pas, en effet, contentés de refuser presque toutes les augmentations de crédits militaires, ils ont régulièrement obligé le gouvernement à se démancher des autres membres de l'alliance au conseil de l'OTAN. D'où ces fameuses « notes additives » ajoutées souvent aux

communiqués de l'organisation, à la plus grande irritation de Washington.

Le chef de la social-démocratie dépense à cet égard notamment beaucoup avec M. Shultz l'idée de la création d'une zone nordique dénucléarisée, ciblée à la gauche scandinave. Le secrétaire d'Etat a donné, à quelques heures de distance, deux conférences de presse au cours desquelles il a critiqué cette idée. Tout en affirmant qu'il fallait se réjouir de l'opinion en garde contre un « optimisme trop accusé ». Il a rappelé que l'OTAN avait joué un rôle essentiel dans un processus qui avait amené à ces premiers résultats satisfaisants. Et d'ajouter : « Si les autres pays membres de l'organisation avaient eu la même attitude que le Danemark (1), nous n'en serions pas aujourd'hui aussi loin ».

Après quoi il a préconisé un renforcement des forces conventionnelles de l'Europe face à la supériorité en ce secteur des pays du pacte de Varsovie. Dans ces perspectives, il a souligné que le Danemark fasse un réel effort de solidarité en regardant son potentiel militaire plus efficace. Actuellement, le Danemark ne consacre que 2 % de son PNB à sa défense contre 3 % en Norvège et 3 % en Suède.

CAMILLE OLSEN.

(1) Qui s'était en particulier officiellement élevé contre le déploiement des croiseurs.

Le vrai décompte des missiles

Le traité sur les missiles intermédiaires aura déjà cet avantage de faire connaître beaucoup plus précisément que par le passé les arsenaux en présence des deux côtés. Les chiffres publiés à l'occasion du sommet de Washington apportent quelques surprises en obligeant à réviser certaines évaluations antérieures : il s'avère que les États-Unis disposaient de plus d'engins qu'ils ne voulaient bien le dire, et les Soviétiques d'un peu moins de SS-20 que ce dont ils étaient crédités.

Ainsi, le total des missiles déployés par l'OTAN est de 429 Pershing-2 et missiles de croisière, contre 364 annoncés auparavant, à quoi il faudrait ajouter 260 armes non déployées, autrement dit tenues « en réserve », probablement aux États-Unis. Les Soviétiques n'avaient pas quant à eux les 441 SS-20 opérationnels dont on parlait depuis des années, mais 405.

Il auraient fait savoir que certains de ces engins, ainsi que pas mal des SS-4 déployés dans les années 80, étaient tout simplement de faux missiles remplis de béton, destinés en principe à l'entraînement des troupes, mais peut-être aussi à tromper les satellites espions américains.

En revanche, les chefs de l'armée rouge s'étaient pas allés de main morte pour les missiles de réserve, en particulier en ce qui concerne les engins à plus courte portée, dont le nombre total approchait le million. Ajoutons que l'URSS était la seule à disposer, avec le SS-20, d'un engin à ogives multiples (trois charges par missile). Le total des charges promises à la destruction dépasse donc pour elle 3 000, contre 859 pour les États-Unis.

M. T.

Types	ÉTATS-UNIS		URSS		Types	
	déployés	réserve	déployés	réserve		
Missiles intermédiaires :						
Pershing-2	128	127	247	405	SS-20	
Missiles de croisière	309	133	442	45	SS-4	
Total	429	260	689	470	356	826
Courte portée :						
Pershing-1A	0	170	170	230	506	726
					167	33
Total	0	170	170	387	539	926
Total général	429	430	859	857	895	1 752

M. Manfred Wörner succédera à lord Carrington Pour la première fois, un Allemand devient secrétaire général de l'OTAN

Pour la première fois depuis la guerre, un Allemand de l'Ouest a été nommé secrétaire général de l'alliance atlantique, ce dont le chancelier Kohl s'est félicité vendredi. Seul candidat en lice à la suite du retrait de l'ancien ministre norvégien, M. Kasre Willoch, M. Manfred Wörner, ministre fédéral de la défense depuis 1982, a été officiellement désigné le vendredi 11 décembre lors du conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation. Il prendra ses fonctions le 1^{er} juillet prochain, succédant à lord Carrington.

Un homme de terrain

Né en 1934 à Stuttgart, député démocrate-chrétien du Bade-Wurtemberg, l'honorable M. Wörner, est depuis longtemps un passionné de stratégie et de défense. Dès 1972, il a exercé des fonctions au sein du groupe de travail du Bundestag chargé de ces questions, avant d'être élu en 1976 président de la commission de défense du Parlement allemand puis de devenir en 1982 ministre de la défense du chancelier Kohl. Lieutenant-colonel de réserve de l'armée de l'air, ce civil a pour passion de piloter tout ce qui se fait de mieux comme nouvel avion de combat, et donne souvent l'impression d'être plus à l'aise sur une base, à trinquer avec ses hommes, que sur le terrain proprement politique.

Cette faculté le rapproche d'ailleurs de Charles Herax, ancien ministre de la défense, avec lequel il aimait à se présenter sur les terrains de manœuvre entre deux entretiens sur le renforcement de la coopération militaire entre la France et la RFA. Parlant couramment français, il passe pour très bien s'entendre également avec l'actuel ministre français de la défense, André Girard.

H. de B.

Un succès pour Rabat

Le prochain sommet franco-africain se tiendra au Maroc

ANTIBES
de notre envoyé spécial

« Les couples nouveaux britanniques les romans que les couples désaccordés », a remarqué précédemment le président Mitterrand au sujet des commentaires sur le caractère un peu mou des quelques sommets franco-africains qui s'achèveront le samedi 12 décembre à Antibes. Le chef de l'Etat a assuré, au cours de sa conférence de presse finale, qu'il « n'avait pas trouvé un quart d'heure » de temps libre tant étaient nombreux les entretiens en tête à tête avec ses hôtes, mais, s'il dit, « il n'y a pas eu de débats difficiles » au sein du couple franco-africain.

La transformation, souhaitée par l'OUA, des prés en dons « est le seul point sur lequel on peut noter une appréciation différente », a affirmé le chef de l'Etat, confirmant ainsi ce qu'il avait déjà laissé entendre lors de son discours inaugural (Le Monde du 12 décembre). « L'éventail » des solutions est large, et « nous bénéficions d'inventaires », l'ensemble des propositions faites par l'Afrique paraît acceptable, a-t-il ajouté. « La France doit pouvoir renouer à un certain nombre de ses contacts. Si le principe du don n'a pas été retenu par le gouvernement (de M. Chirac) pour des raisons que je comprends, cela revient au même en pratique, avec l'allongement des délais de remboursement ».

M. Mitterrand sent des « messages diffusés » sur le Tchad, mais il ne croit pas qu'il y ait en ce moment des « concentrations » de troupes faisant penser à une attaque frontale. « Pour la France, le problème de la bande d'Azoum devrait se poser en termes d'arbitrage international ».

« Au cours de sa propre conférence de presse, M. Hénin Habré a estimé quant à lui qu'il n'y avait pas de raison de dessaisir le comité ad hoc de l'OUA au profit de la Cour internationale de justice. Il venait de rencontrer le chef de la délégation soudanaise à Antibes. Manifestement, les explications de ce dernier sur l'attitude de son pays face aux infiltrations libyennes ne l'ont pas convaincu. « Il y a une colonne qui descend de Kordofan vers le Darfour », a dit notamment M. Hénin Habré. Elle est déjà en territoire soudanais, composée en partie de l'armée régulière libyenne et en partie de la légion italo-libyenne. Parmi les éléments étrangers de cette légion, le chef de l'Etat tchadien voit « des Palestiniens, toutes tendances confondues ».

En ce qui concerne ses accusations contre l'Algérie, il persiste et signe : « Quand des généraux (ou des lieutenants) participent aux combats du Tibesti, leur gouvernement ne peut pas faire pour étranger à ces activités ».

L'Algérie ne participe jamais aux sommets franco-africains, auxquels elle trouve des relais néocolonialistes. Mais les oreilles ont encore dû lui tinter quand M. Mitterrand a annoncé que le prochain sommet, en 1988, se tiendrait au Maroc. C'est là un joli succès pour M. Filali, ministre des affaires étrangères du royaume, qui se trouvait à côté du chef de l'Etat français lors de sa conférence de presse. Dès 1979, le Maroc avait envoyé un représentant à ces sommets destinés originellement au dialogue entre Paris et l'Afrique noire. Il s'agissait de M. Senoussi, membre du cabinet royal chargé des questions africaines. En 1985, le souverain avait fait lui-même le voyage à Paris pour le douzième sommet.

l'ONU et le Sahara

A l'évidence, Rabat a compris qu'il y avait là une partie à jouer pour « contrôler » la diplomatie algérienne au sujet du conflit du Sahara. Mais les affaires étrangères de l'OUA, après que celle-ci eût élu en son sein la République arabe sahraïenne démocratique. Mais pas un Etat africain ne s'est opposé à sa candidature pour succéder le quinzième sommet.

Un délégué dont le pays est concerné par l'évolution du conflit saharien se dit convaincu que le problème pourrait se poser en termes nouveaux d'ici quelques mois. M. Pérois de Coëtlogon, secrétaire général de l'ONU, serait décidé à « aller jusqu'au bout » dans la mission qui lui a été confiée d'organiser un référendum d'autodétermination. Il serait résolu à dire qui porte la responsabilité de son échec, si échec il y a.

De source marocaine, on se déclare satisfait de la récente visite de la mission de l'ONU chargée d'enquêter sur place. « Nous avons posé en principe, dit-on, que l'armée n'avait pas à se retirer pour le référendum. Puisque la mission de l'ONU a fait du voyage, c'est qu'elle pense qu'il est possible de trouver une solution dans ce cadre-là ». On se rappelle cependant de mêmes sources que les « arrangements » sont essentiellement « arrêtés » au sein de la République arabe sahraïenne démocratique. Mais pas un Etat africain ne s'est opposé à sa candidature pour succéder le quinzième sommet.

JEAN-DE LA GUÉRIÈRE

TAPIS VERT: ENTREZ DANS LE JEU!

1. MISEZ
la somme de votre choix, à partir de 2 Francs.

2. COCHEZ
4 cartes, une par couleur.

3. C'EST FAIT!
Avant de valider votre bulletin, n'oubliez pas de choisir le nombre de tirages auquel vous participez.

CEST AMUSANT:
vous savez le soir même à la télévision si vous avez gagné.
(tous les jours à 20h30 sur TF1)

TAPIS VERT
Tous les jours
capable
jusqu'à
mille fois
la mise.

« Dans tous les points de vente signalés TAPIS VERT »

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'archéologie sacrée, les médecines alternatives... à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**, 6, rue de Savoie, 75008 PARIS - Tél. 43.28.90.72

Barre prof... les sociétés... RECTIFICATIF... L'AFRIQUE A CŒUR... LA COOPÉRATION... MESSIAH D'AYEM... NIVEL ALPILAC... ALQUIN (Le Monde...)

Politique

La stratégie présidentielle de l'ancien premier ministre et son projet économique

M. Barre propose une réduction des impôts sur les sociétés et des aides à l'investissement

M. Raymond Barre a franchi, le samedi 12 décembre, une nouvelle étape dans la préparation de sa campagne présidentielle en présentant devant cinq mille cadres et chefs d'entreprise réunis simultanément grâce aux moyens de la vidéo-transmission à Port-Marly (Yvelines), Lyon, Marseille, Nantes, Strasbourg et Toulouse son « projet pour une France moderne ».

Ce projet, a précisé l'ancien premier ministre, « n'est pas un programme de mesures à appliquer automatiquement en bloc », mais « un ensemble cohérent d'actions qu'il conviendrait de mettre en œuvre sur la durée d'une législature » et qui peuvent se résumer par cette seule ambition : « le redressement de la compétitivité des entreprises ».

L'environnement économique ne porte pas à l'optimisme, selon M. Raymond Barre. « Les conséquences des krachs boursiers ainsi que la réduction inéluctable des déficits américains risquent de coïncider avec la fin d'un cycle de croissance des économies occidentales exceptionnellement long : un risque de ralentissement de l'expansion économique mondiale est probable. La France « encore moins que les autres » ne sera pas épargnée. Car elle est encore « très vulnérable », malgré « les efforts entrepris avant 1986 et des aspects positifs de la politique économique mise en œuvre depuis mars 1986 ».

L'essentiel pour l'ancien premier ministre tient en ceci : « On ne peut attribuer les déficits de nos échanges extérieurs à l'évolution de nos coûts ni à une croissance excessive de la demande intérieure et de la production, mais nous subissons des déficits (...) nous recourons sur les marchés cap nos investissements qui pris un retard considérable par rapport à nos concurrents et parce que nous n'avons pas assez innové ». Voilà la cause profonde du mal économique français qu'il s'agit d'éliminer.

A partir de là, le remède est simple : l'Etat doit tout faire pour « revitaliser » les entreprises. C'est la priorité absolue, « le premier devoir » du futur président de la République. Et M. Barre de proposer un programme (il faudra pour cela attendre d'être élu et examiner les dépenses publiques et déterminer les marges de manœuvre budgétaires disponibles), mais « un ensemble cohérent d'actions qu'il

Ce discours a été prononcé au terme d'une longue journée de réflexion et de dialogue organisée par l'association barrière REEL. Entreprises, présidée par M. René Ricot, avec les témoignages de grands acteurs de la vie économique et sociale, MM. François Périgot et René Bernasconi, respectivement président du CNPF et de la CGPME, Pierre Netter, président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, MM. Bergeron, Paul Marchelli et Jean Bernard. Et aussi avec la participation active de la plupart des ministres centraux du gouvernement Chirac : MM. Bernard Bosson, Jean Arthuis, Georges Chavanes, René Monory, Ambroise Guellec.

une exécution des droits de succession en ligne directe.

L'ancien premier ministre a ensuite évoqué l'Europe en proposant « la mise sur pied d'un système européen de réserve », la poursuite des efforts communautaires de recherche et des « initiatives » pour favoriser une politique de commandes publiques européennes en matière de télécommunication, d'équipements de base et d'armement.

L'entreprise prioritaire... doit aussi prendre ses responsabilités. M. Barre n'a pas hésité, devant des patrons, à citer M. Antoine Riboud qui s'interrogeait, dans son récent rapport sur « la modernisation », pour savoir si la crise en France n'était pas prolongée « par une crise de management ». « Que les chefs d'entreprise se mobilisent », a souligné M. Barre, sur la qualité des produits, des choix en des rapports sociaux mais aussi en ayant « l'esprit ouvert ».

E. L. B.

Le Parti républicain confirmera son choix le 23 janvier

M. François Léotard pourrait paraître surpris : puisque le mystère barrière nous échappe, faisons d'en être les organisateurs... La politique n'étant pas de la poésie, les secrétaires fédéraux du PR convergeront en conclusion le samedi 12 et le dimanche 13 décembre à Paris, ont une nouvelle fois eu à débattre de cette question vitale pour leur parti : comment garder un rôle de premier plan dans la campagne présidentielle, avec un secrétaire général qui n'est pas candidat ? Cette question case-tête, les responsables du PR ont finalement choisi de la résoudre en faisant montre d'un bel esprit volontariste. Ils se savent pas très bien où ils vont, mais ils y vont !

Première consigne pour préserver le moral des troupes : se raccrocher au drapeau, la victoire de la majorité. « Je souhaite vous donner le goût de la victoire », leur a déclaré M. Léotard. La victoire du candidat socialiste, a-t-il expliqué, signifierait le déclin pour la France. « Si nous perdons 1988, 1992, l'année européenne sera alors une date allemande ».

Le « boulet » des trahisons

A cet égard, l'exposé qui leur a été fait le samedi matin par M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES sur le problème des reports des voix dans le camp de droite a fini de les convaincre, si besoin était, que le PR pourrait jouer un rôle privilégié « de trait d'union » entre l'UDF et le RPR pour éviter la nécessaire solidarité gouvernementale et pour prévenir les écartements barrières. M. Léotard évoquant l'accord de gouvernement signé en mars 1986 a dit « que jusqu'à nos jours de sa vie, il serait fier de cette décision ».

Deuxième consigne : le soutien à M. Raymond Barre au premier tour. Il est aujourd'hui acquis et il sera, avec toutes les formes voulues, entériné officiellement par les militants

le 23 janvier prochain. Ce jour-là, a souligné M. Léotard, « tous ceux qui ont eu au PR des analyses différentes devront se retrouver pour un combat commun et décisif ».

Ce soutien à M. Barre repose, pour ces gens de l'appareil, plus sur la raison que sur la passion. Il est déterminé par cette règle naturelle en politique : on ne peut trahir impunément la famille.

Le PR appartient à l'UDF ; l'UDF soutient M. Barre ; le PR soutient M. Barre. Implacable logique que M. Gérard Longuet a développé à sa façon : « M. Chirac, a-t-il rappelé, porte en lui la trahison de Chaban en 1974, le manque de loyauté vis-à-vis de Giscard en 1981. A nos yeux, par question de nous attacher ce type de boulet ».

Partant de cette sage résolution, les dirigeants du PR n'entendent point par autant être mangés tout crus. « Nous n'avons l'intention », a affirmé M. Léotard d'être ni des godaillots ni des résistants au service. « Avant le 23 janvier, une « semaine libérale » sera organisée à l'Assemblée nationale pour fixer sur le terrain des idées un cadre de discussions avec les barrières. La préparation et l'organisation de la campagne posent des problèmes. Dans les départements, la cohabitation avec les réseaux REEL est toujours aussi mal vécue. « De toute façon, a ironisé M. Hervé de Charette, tant que nous n'y sommes pas, REEL est irrité ».

bien l'obtenir directement de M. Barre.

Reste l'autre problème de la préparation des élections législatives qui pourraient suivre immédiatement - les avis au PR sont partagés - l'élection présidentielle. En parlant de campagne autonome, il est clair que M. Léotard entend profiter de la campagne présidentielle pour préparer ces législatives, et être personnellement en mesure de prendre la tête de la structure politique qui sera appelée à soutenir le président Barre. La présidence de l'UDF commence à l'intéresser fortement.

M. Léotard veut boucler le CDS qui préfère attendre le résultat de mai 1988 avant d'engager ce genre de tractations. Cependant, depuis un mois, discrètement, MM. Jacques Douffiaques et Philippe Mestre ont multiplié les rencontres à ce sujet. Preuve que les barrières commencent aussi à parfaitement jauger le poids militant et électoral du PR.

DANIEL CARTON.

M. Chevènement : « dérive néo-libérale »

Inuité, le dimanche 13 décembre, du « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Jean-Pierre Chevènement a affirmé : « Il y a un réel problème d'orientation au sein du PS. Le moment est venu, pour les militants socialistes, de donner un coup d'arrêt à une certaine dérive néo-libérale qui amène à penser que l'on ne peut pas agir dans le système actuel, sinon à la marge (...). Nous ne pouvons pas continuer de revenir au pouvoir pour faire la même chose car la déception populaire aggraverait tous les problèmes qui nous sont posés et nous ouvririons un réel boulevard à l'extrême droite ».

Le changement de statut de la régie Renault

L'obstruction pratiquée par les communistes empêche l'examen normal du projet

Après plus de dix heures de discussions, le samedi 12 décembre, le débat sur le projet de loi modifiant le statut de la régie Renault n'a guère progressé. Les députés n'ont pu commencer l'examen des articles du texte du ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, compte tenu des

manœuvres de retardement déployées tout au long de la journée par les groupes socialiste et communiste.

A elles seules, les deux principales motions de procédure (l'exception d'irrecevabilité et la question préalable) ont

absorbé plus de six heures de débat. Les élus socialistes et communistes ont longuement débattu tout au long de la journée l'historique de la régie Renault depuis 1945, devant un hémicycle comptant au mieux une trentaine d'élus, au plus une douzaine.

Le rapporteur du projet, M. Franck Borotra (RPR, Yvelines), a démenti cette affirmation.

Monotonie et morosité ont marqué cette discussion sans surprise. Les élus communistes ont vainement tenté de dramatiser la discussion en fin de matinée et en début d'après-midi, en dénonçant « les brutalités policières » qui auraient fait, selon eux, des blessés dans les rangs d'un délégué CGT de Renault, Vincent Billancourt, venu apporter une pétition à l'Assemblée nationale.

Il semble qu'une boucasse ait eu lieu au moment où les forces de l'ordre ont empêché certains délégués CGT de pénétrer en force dans l'enceinte du Palais-Bourbon, à la suite de ceux qui avaient été autorisés à y entrer, accompagnés de deux députés communistes. Selon le préfecture de police, il n'y aurait eu ni violence ni interpellation.

Compte tenu de la tournure des événements, le projet du ministre de l'Industrie n'a guère de chance d'être adopté à son examen parlementaire normal. Samedi après-midi, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, M. Madelin ne cachait pas que le recours à l'engagement de responsabilité (article 49, alinéa 3) était « la seule solution » pour faire aboutir ce texte au cours de cette session. Le ministre a précisé que la question n'était pas tranchée pour l'instant. La belle est donc dans le camp du premier ministre.

Qui est « otage » de qui ?

Au cours de son intervention dans la matinée, M. Madelin a tenu de convaincre l'opposition de gauche de sa volonté de doter « la première entreprise industrielle française » d'un statut juridique moderne, et ce, en dehors de tout schéma idéologique. Le ministre s'est, en effet, défendu de vouloir faire de ce symbole des conquêtes sociales de la gauche le prototype du libéralisme éclairé.

Situant le débat sur un plan économique, il a expliqué que le statut actuel de Renault, ne lui permettant pas d'« échapper aux règles communes de la compétitivité » et de la rentabilité, constituait « un handicap dans la compétition internationale ». Elle est la société automobile la plus endettée au monde [34,4 milliards de francs] (...). « Renault ne peut plus compter sur le parachute de l'Etat », a ajouté le ministre, en expliquant que le gouvernement consentait « un

effort exceptionnel » en abandonnant pour 12 milliards de créances.

« Le gouvernement ne reculera pas. Ce serait faire de Renault l'otage du Parti communiste », a lancé ensuite M. Madelin à l'adresse des bancs de gauche, mais peut-être bien également à l'attention de l'hôtel Matignon. « Ce sont les travailleurs de Renault que vous prenez en otage ! », a protesté M. Guy Ducloux (PCF, Hauts-de-Seine), qui devait peu après, malgré un rhume perturbateur, dresser une réquisitoire pendant plus de deux heures.

« Je connais vos préoccupations politiques du moment, a poursuivi le

ministre, en se tournant vers les bancs socialistes. J'ai bien vu que, depuis quelques jours, les communistes marchandaient leurs reports de vote. Ne les écoutez pas. Ne soyez pas à leur remorque. Ecoutez l'entreprise ! ».

Les députés communistes ont vu dans cet appel la confirmation des convergences qui entraîneraient majorité et socialistes dans une même volonté de « brader » Renault. « Le changement de statut, invoqué toujours, s'inscrit dans la continuité des orientations mises en œuvre depuis 1984 », a rappelé M. Ducloux. Quant au projet de transformation du statut de Renault en société anonyme, le député com-

muniste l'a définitivement condamné, au motif qu'« il défilait la filière automobile française dans la perspective du marché unique européen de 1992 (...) C'est une machination patronale et gouvernementale contre la régie Renault », qui tend, « en réalité, à sa privatisation ».

« Ce projet témoigne d'un esprit d'intégration et de classe », a protesté, pour sa part, M. Georges Hage (PCF, Nord). Ferez-vous mourir la Régie en la transformant en usine tournée ? (...) Ce projet changera beaucoup de choses pour la Régie, pour les salariés et pour la nation. Voilà ce que l'on veut vous cacher ».

Le rapporteur du projet, M. Franck Borotra (RPR, Yvelines), a démenti cette affirmation.

« La vie de la première entreprise industrielle française est en jeu » déclare le président-directeur général, M. Raymond Lévy

« C'est la vie de la première entreprise industrielle de France qui est en jeu », M. Raymond Lévy, président-directeur général de la régie Renault, a vigoureusement réagi, le dimanche 13 décembre, après le report « à une date indéterminée » du débat engagé la veille à l'Assemblée nationale sur le projet de changement de statut de Renault de régie en société anonyme, et interrompu en raison de l'obstruction menée par les élus communistes, qui ont déposé plus de trois mille cinq cents amendements.

« Etant donné le calendrier parlementaire, seul le recours à l'article 49-3 par M. Chirac permettrait l'adoption de ce projet dès cette session. Si M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, est déterminé à faire dès maintenant de Renault une « entreprise comme les autres », il semble bien qu'on certain flottement règne du côté de Matignon, où M. Lévy a été reçu le 11 décembre. Ce qui a poussé le PDG à s'exprimer pour la première fois publiquement sur ce dossier. « Mon rôle, a-t-il déclaré, n'est pas d'entrer dans un débat politique, mais bien de ce que le gouvernement ait tous les éléments en main avant de prendre sa décision ».

Pour le patron de la Régie, l'abandon du projet aurait de graves conséquences pour l'entreprise. Sur le plan financier d'abord, puisque le changement de statut doit s'accom-

pagner d'un abandon de 12 milliards de francs de créances par l'Etat qui allégerait d'autant la dette de Renault (56 milliards à fin 1986). « Malgré l'effort de redressement extraordinaire accompli par Renault (plus de 3 milliards de bénéfices attendus en 1987 après 29 milliards de pertes en trois ans), nous ne serons jamais compétitifs si l'Etat ne rétablit pas notre bilan ».

Sur la mobilisation du personnel ensuite, qui ne comprendrait pas que les efforts consentis depuis trois ans ne soient pas accompagnés par l'actionnaire, comme celui-ci s'y est d'ailleurs engagé. Sur le plan européen, enfin, car le projet, défendu par M. Madelin auprès de Bruxelles, vise à remettre Renault dans les règles normales de concurrence, telles qu'elles sont défendues par les autorités communautaires.

« Inutile, inopportuniste, irréaliste »

« Lâchez les baskets de Renault ! » a exigé M. Borotra. « Votre texte est nocif, mauvais et dangereux ! » a riposté M. Philippe Bassinet (PS, Haut-de-Seine). Le député socialiste s'est montré particulièrement choqué de voir mise en cause une des réalisations de la Libération, et a estimé qu'il était injuste de reprocher à la régie Renault son endettement, sans tenir compte des contraintes qui lui avaient été imposées par les pouvoirs publics. M. Bassinet a également rappelé que le redressement de Renault avait été engagé dès 1985 par Georges Besse, qui avait été nommé à la tête de la Régie par M. Laurent Fabius, premier ministre.

Pour M. Jean Le Garrec, ancien ministre socialiste, « trois vices » caractérisent le projet du gouvernement. « Inutile, inopportuniste, irréaliste », parce que, selon lui, les difficultés de Renault ne sont pas liées à son statut juridique, mais au comportement des acteurs ; « inopportuniste », parce que le redressement engagé il y a deux ans commence à porter ses fruits ; « irréaliste », car « la lecture des résultats du commerce extérieur et du solde industriel devrait mettre fin à votre cécité idéologique ».

La séance a été levée à minuit, avant que le ministre ait pu répondre aux orateurs qui s'étaient exprimés et avant qu'une nouvelle motion de procédure (le renvoi en commission) ne soit défendue par les élus communistes.

PIERRE SERVANT.

Et le financement ?

PAS un mot sur les privatisations, ni sur le libéralisme, pas de réduction globale des impôts (celles sont apparemment réservées aux entreprises), l'Etat doit rester « présent », autrement dit fort. M. Barre se distingue de M. Balladur et plus encore des libéraux du PR. Il lui fallait politiquement marquer ses différences. Il lui fallait aussi proposer aux patrons et aux cadres de quoi les séduire. L'ancien premier ministre doit consolider cet électeur qui lui est traditionnellement favorable. On remarquera aussi qu'il aide l'investissement et plus encore la recherche-développement ou se déclare favorable au programme Euréka, c'est avancer sur des terrains socialistes. Rejeter les extrêmes, rendre hommage à l'avant-1986 et à l'après, prendre des idées à droite mais aussi à gauche, l'ancien premier ministre ratissa large.

Mais cela n'est pas sans intérêt économique. Le retard d'investisse-

ment, voilà la raison des mauvais résultats de l'économie française. Les salaires étaient autrefois rendus responsables, ils ne le sont plus ; les coûts et l'inflation ayant été maîtrisés (depuis 1981, notons-le). La tâche prioritaire est maintenant de moderniser l'appareil productif plus vite, beaucoup plus vite qu'actuellement. Nombreux sont ceux qui partageront cette analyse et souscriront aux propositions de l'ancien premier ministre.

Reste... à financer ces mesures. M. Barre ne l'ignore pas qui avoue qu'il faudra faire un point budgétaire après mai 1988 pour connaître les marges de manœuvre. On attend donc avec impatience le reste de sa politique économique. Il accorde des baisses d'impôt aux entreprises. C'est bel et bon. Mais qui paiera ? Les particuliers ? M. Barre doit le dire.

ERIC LE BOUCHER.

RECTIFICATIF

M^{lle} Nora TADINET nous prie de communiquer qu'elle n'a jamais signé l'appel de soutien de candidature de Pierre JUQUIN (Le Monde du 27-11-87).

« Mondes en devenir »
L'AFRIQUE A CŒUR
LA COOPÉRATION : UN MESSAGE D'AVENIR
MICHEL AURILLAC
15,5 x 24 cm - 284 p.
8 pages de hors-textes - 98 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

Louez une voiture
7 jours - 500 km gratuits
1250 FR\$ TTC
*Fin Pénale - 95 selon disponibilité
autorent
PARIS 7* - 45 55 53 48
PARIS 15* - 45 54 22 45

Le Monde
IMMOBILIER
chaque samedi dans
LE MONDE
RADIO-TÉLÉVISION

صحة من الامم

Politique

La réunion du comité central du RPR et la préparation de l'élection présidentielle

Le premier ministre conseille à ses amis d'éviter les outrances

Aux membres du comité central du RPR réunis le samedi 12 décembre à Paris, M. Jacques Chirac n'a toujours pas révisé quand il fut officiellement acte de candidature. Le premier ministre continue de mettre l'accent sur les impératifs de sa fonction et sa volonté, une fois de plus, de « gouverner fermement jusqu'au bout ».

Cette ignorance de la date précise de son acte de candidature n'empêche cependant pas M. Chirac de définir peu à peu de façon plus précise ses objectifs pour sa campagne électorale et pour un éventuel septennat. Il souligne aussi que le bilan de son action à la tête du gouvernement — dont il met en valeur les résultats positifs — ne doit pas prendre une part « excessive » au détriment de ses objectifs à long terme. Cette fois-ci, il a notamment insisté sur l'éducation et la formation et sur le développement de la protection sociale.

Cela ne reflète pas son plus M. Chirac de donner des conseils stricts à ses partisans. Il leur demande avec insistance, faisant allusion aux « affaires », de refuser « l'exploitation des coups tardifs ». Il les prie ensuite de se montrer leur « irritabilité » à l'égard de leurs alliés, c'est-à-dire de rester unifiés dans le cadre de la majorité. Il les invite enfin à parler le moins possible des « adversaires ».

Dans leurs interventions, les membres du comité central avaient d'ailleurs par avance respecté ces règles. Toutes ces indications tendent à montrer que M. Chirac ne veut — d'ores et déjà — surtout pas compromettre ses chances pour le second tour, celui où le candidat unique de la majorité devra rassembler largement pour ne pas faire mentir la prédiction une fois de plus formulée par M. Pasqua : le candidat de la gauche sera battu.

Dans son discours de clôture du comité central, M. Chirac a tout d'abord rappelé le caractère « particulier et unique » de la période, du fait de la cohabitation et d'une « action gouvernementale qui ne peut donner de résultats immédiats alors qu'elle est contrainte par la durée ». D'ailleurs, a-t-il ajouté, la préparation de 1992 relève du moyen terme et non du court terme.

M. Chirac, tout en rappelant qu'il « gouvernerait fermement jusqu'au bout » a demandé aux députés du RPR que leur campagne électorale soit « active mais surtout digne ». Il a poursuivi : « Vous devez refuser l'exploitation systématique des coups tardifs. Nous devons parler le moins possible de nos adversaires, mais le plus possible de la France, plus du destin du pays que des hommes qui brillent dans la politique. Il faut préserver l'union de la majorité, en étant loyaux, et ne pas se laisser aller, quels que soient les sentiments et même les irritations ».

M. Chirac a souligné que dans la campagne une part des arguments soit réservée à un bilan de l'action du gouvernement mais que cette part « ne soit pas excessive ».

Il a fourni à ce sujet trois argu-

ments à ses auditeurs en disant : « Ce gouvernement aura pour la première fois inversé une tendance pluridécennale à l'accroissement de l'insécurité. Pour la première fois depuis treize ans, ce gouvernement aura amorcé une baisse du chômage et engagé la sauvegarde de la Sécurité sociale. Nous avons commencé le redressement de l'économie et assuré le retour à des finances saines. Les résultats obtenus depuis vingt mois sont les plus spectaculaires depuis 1958. Pour la première fois, l'accroissement du budget est inférieur à la hausse des prix ». Le premier ministre a esquissé ses propres thèmes de campagne en disant : « Mon but est de rassembler les Français sur des objectifs à long terme, d'élargir les sphères de consensus, en particulier, pour l'éducation et la formation et pour développer la protection sociale ». Il a conclu : « L'heure n'est ni au repli ni à l'introspection. La bataille pour une France compétitive, ouverte et généreuse, sera le principal enjeu de l'élection présidentielle à partir des résultats obtenus par le gouvernement ».

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, après avoir affirmé que la majorité RPR-UDF avait

permis au gouvernement de réaliser « l'œuvre de réforme la plus intense et la plus grande depuis les débuts de la 5^e République » a ajouté : « Aujourd'hui, nous sentons de plus en plus fortement, à partir de cette action de plus en plus largement reconnue, un courant en train de naître, un courant de sympathie, de confiance, de crédit, en faveur de Jacques Chirac. Il est profond, il est réel, il se manifeste chez beaucoup de Français de bon sens, chez nos élus locaux en particulier. Ce courant, je vous le dis : laissons-le vivre, laissons-le respirer, laissons-le s'épanouir ! ».

M. Toubon a assigné les objectifs suivants pour la campagne : « Militier pour dénoncer les socialistes, leur échec de naguère, leur vide d'aujourd'hui, le danger qu'ils représentent pour la France demeurée, au fond, ils n'ont pas changé. Renforcer l'union de la majorité au Parlement, sur le terrain, dans la future compétition présidentielle. Il n'y a pas pour la France d'alternative au succès de la majorité en 1992 : ni majorité de gauche (laquelle ?) ni majorité de troisième force (pour quoi faire ?) ».

Il fixe trois objectifs pour la prochaine décennie : l'enseignement et la formation, l'Europe, la Méditer-

ranée et l'Afrique et enfin, « l'échange », c'est-à-dire l'aide aux déshérités.

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a évoqué la relance de la politique contractuelle et les premières expériences d'activité minimum garantie puis souligné que pour la première fois depuis 1974 le chômage avait baissé.

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, a souligné une réforme du système monétaire international et affirmé que les mesures fiscales et économiques prises par le gouvernement permettraient de faire face à toute évolution de la conjoncture.

Plusieurs interventions ont reproché au gouvernement de ne pas assez mettre en valeur sa politique en faveur de l'agriculture. M. Robert Poujade, maire de Dijon, a insisté sur l'importance des charges sociales qui pèsent sur les collectivités locales. M. Miquelot, de Martinique, a indiqué qu'une très large partie de la population martiniquaise était hostile à la visite de M. Le Pen et pas seulement quelques groupes extrémistes.

A. P.

Le mystère Chirac

(Suite de la première page.)

1) M. Chirac ne profite pas de la cohabitation.

Le discours prononcé samedi à l'IHEDN en témoigne : que M. Chirac veuille parler des questions de défense, soit ! Brigner l'Élysée oblige en effet à se prononcer sur ces sujets. Mais M. Chirac n'est pas n'importe quel candidat, et il n'est pas n'importe quel chef de gouvernement. Il est le premier ministre de la cohabitation. Si bien que, lorsqu'il se mêle des questions de défense pour illustrer ou conforter un propos présidentiel, il n'éveille guère l'intérêt ; tandis que lorsqu'il va au-delà du discours officiel du chef de l'Etat, on le critique, il dérange la cohabitation ; et l'Élysée, par la voix de Lionel Jospin, prend l'opinion à témoin de ses « légitimes ».

D'une façon plus générale, lorsque la cohabitation marche bien, le bénéfice va plutôt à François Mitterrand ; lorsqu'elle est mise en péril, c'est au tour de Raymond Barre d'en tirer profit. M. Balladur, en poussant M. Chirac dans la voie cohabitationnaire, en présentait la difficulté. Mais il avait surestimé la capacité de son champion à se plier à une discipline (trop ?) subtile.

2) Le bilan gouvernemental est insuffisant.

La confiance fait toujours défaut, après vingt et un mois. Le « socle » de changement à long terme, version Chirac, essentiellement axé sur les privatisations, n'est pas encore productif, tandis que les traitements statistiques et social du chômage n'abusent personne : la politique économique nouvelle n'est pas davantage créatrice d'emplois que la précédente. A court terme, peut-être l'enthousiasme du premier moment, les « coups » produisent des effets utiles ou éphémères : M. Chirac a cru pouvoir, récemment et successivement, tirer bénéfice des affaires qui « montent » les socialistes, et surtout de la libération de deux des

otages français retenus au Liban. Mais les « affaires » terminent l'image de toute la classe politique, et le prix des concessions faites à l'Iran risquant d'éclipser, dans l'opinion, le bénéfice attendu du retour des otages.

3) Les succès des ministres vont... aux ministres.

Qu'il s'agisse de M. Balladur, qui, malgré le krach boursier et grâce à son face-à-face avec M. Rocard, tient le choc ; de M. Pasqua, crédité de tous les succès récents de la police et, personnellement, du retour des otages ; ou de personnalités nouvelles comme Jean Barachet, le bénéficiaire de leurs actions est mis au compte de leurs qualités propres. Personne ne songe un instant qu'elles aient pu être inspirées par un seul et même, coordonnateur nommé Chirac.

4) Les soupçons persistent toujours.

Alors que l'UDF est, par quelques-unes de ses figures les plus connues (MM. Gaudin, Blanc et Lecanuet), la plus compromise dans la gestion régionale avec le Front national, c'est sur Jacques Chirac que pèsent toujours le soupçon de l'alliance avec le diable. En s'alliant sur ce qui n'est jamais que la position du premier ministre, M. Léonard fait plus de bruit que le premier ministre lui-même, lorsque celui-ci rappelle son hostilité à tout compromis avec Jean-Marie Le Pen. De même, malgré tous les efforts de M. Toubon pour imputer à M. Barre le rôle de diviseur de la majorité, l'hostilité de M. Chirac envers M. Giscard d'Estaing, en 1981, est toujours dans les mémoires, comme vient de le rappeler devant ses pairs Gérard Loquet. Alors qu'il est celui qui a le plus besoin d'un électoral unitaire, à droite, M. Chirac continue de faire malgré lui l'objet de soupçons.

5) Une image brouillée. Avant de revenir à Matignon, Jacques Chirac passait, au mieux, pour un activiste ;

un pire, comme disait M. Giscard d'Estaing, pour un agité. Pris de deux ans plus tard, il n'est toujours pas crédité de la capacité à exercer la fonction présidentielle. Cette image brouillée est celle d'un homme plus apte aux changements de pied qu'à une démarche cohérente. En fait, depuis le 16 mars 1986, il a tout essayé.

La cohabitation ? A compter du moment où ce choix-là avait été fait, il fallait s'y tenir. Or M. Chirac a altéré le rôle du parfait cohabitant, respectant la règle du jeu, avec la lutte ouverte contre le chef de l'Etat, en contestant (défense et diplomatie) sa fonction et (via les « affaires » et le RPR) sa personne.

L'idéologie ? M. Chirac a voulu passer pour le champion du tout-libéral, mais il a beaucoup comoté, aux corporatismes et il a surtout cherché à « verrouiller » le système, à travers les « noyaux durs » des entreprises privatisées notamment. Il est aujourd'hui en porte-à-faux, car la crise financière a fait resurgir une « demande d'Etat », c'est-à-dire le besoin de mécanismes régulateurs et redistributeurs.

La société ? Elle est complexe ; il est trop simple. Elle avait, et a toujours, besoin d'être sécurisée ; il est trop changeant. Bref, elle a besoin d'un capitaine courageux. Le courage existe. Manque le cap !

Que faire alors pour l'emporter ? Car, malgré ces handicaps, une chance existe, et le premier ministre peut encore la saisir ; mais à certaines conditions. Le fluidité de l'électorat, à droite, reste grande et conduit à penser que l'écart moyen de cinq points qui le sépare de M. Barre, en vue du premier tour, n'est pas irrattrapable. Pour le second tour, les enquêtes d'opinion sont d'autant plus aléatoires que le nom de champion de la gauche n'est pas encore connu.

Nul ne peut, dans la popularité du président, faire la part de ce qui revient à la façon dont il exerce la

fonction, et de ce qui est dû à son éventuelle candidature.

Compte tenu de cette incertitude olympienne, M. Chirac est tenté de gouverner aussi longtemps que possible. Mais lorsqu'un gouverneur, il est difficile de continuer à promouvoir autre chose que la continuité. Le premier ministre paie d'ailleurs cette situation d'un prix élevé : un sondage de la SOFRES pour l'hebdomadaire le Point montre que l'on est d'autant plus porteur d'espoir que l'on est éloigné du pouvoir. La prime va donc à M. Barre qui, en outre, apparaît comme le meilleur rempart contre le retour de la gauche, puisque lui ne cohabite pas.

Pour s'en sortir, Jacques Chirac a donc besoin d'aller vite, de clarifier sa position à l'égard du chef de l'Etat et de donner un véritable contenu à la campagne présidentielle.

La logique devrait le conduire, contrairement aux intentions qu'il affiche, à déclarer rapidement sa candidature. Tant qu'il ne le fera pas, toute prise de position hostile, ou en contradiction avec le président, sera inscrite à son passif. L'opinion, en revanche, devrait mieux admettre que M. Mitterrand soit le cible d'un Chirac candidat d'homme à pied. Tant que le premier ministre ne se prononcera pas clairement, M. Barre aura tout loisir de croquer l'écart.

Mais surtout, si la campagne présidentielle reste une bataille de personnes, M. Chirac n'a pratiquement aucune chance de s'imposer. Il lui faut donc marquer ses différences sur le fond, cristalliser son propre électorat, celui de la droite, pour tenter de reprendre la main, bref sortir du consensus. C'est évidemment courir un grand risque. Mais au point où il en est, Jacques Chirac n'a pas d'autre issue que d'emprunter le chemin le plus risqué. Après tout, ne se définit-il pas comme l'héritier de gaullisme ?


JEAN-MARIE COLOMBANI.

tes.

S.

le

Robert Merle



L'Idole

"On pouvait compter sur Robert Merle pour réhabiliter la beauté."

DANIÈLE MAZINGARBE "MADAME FIGARO"

"L'Idole est un roman d'amour sauvage et dru, dans une société qui punit de mort la femme adultère et lave dans le sang les péchés, les passions. C'est un tableau du XVI^e siècle italien traversé par le grand vent de l'aventure et de la frénésie de vivre."

DOMINIQUE BONA "LE FIGARO LITTÉRAIRE"

"Merle fait merveille, les dialogues sont vifs, les pointes acérées. C'est tout le XVI^e siècle italien, conquérant, friand de plaisir, qui chatouille sous nos yeux."

DOMINIQUE DE SAINT-PERN "L'EXPRESS"

Plon



AIX-EN-PROVENCE
AIX-LA-CHAPELLE
AUTUN
AVIGNON
BATH
BERLIN
BESANCON
BÉZIERS
BILBAO
BORDEAUX
BOULOGNE
BRUGES
BRUXELLES
CHANTILLY
CLERMONT-FERRAND
COLOGNE

COMPIÈGNE
COPENHAGUE
DUBLIN
DÜSSELDORF
ENGHEN-LES-BAINS
GAND
GRANOBLE
LIEGE
LILLE
LONDRES
LUXEMBOURG
LYON
MARSEILLE
MUNICH
NEW YORK
NICE

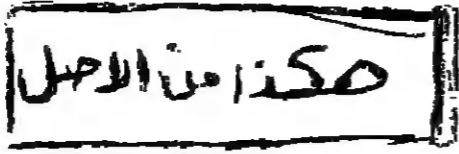
OSLO
PARIS
PAU
PÉRIGUEUX
POISSY
RENNES
RUEIL-MALMAISON
ST-GERMAIN-EN-LAYE
SAUMUR
STRASBOURG
TOULOUSE
VERSAILLES

Adresses détaillées des boutiques sur demande
au : 42360889

fil à fil

CHEMISIER

préparer?



Politique

En Polynésie française

M. Léontieff a formé son gouvernement

PAPEETE de notre correspondant

Le nouveau gouvernement de la Polynésie française, formé le vendredi 11 décembre par M. Alexandre Léontieff, député RPR, comprend des ministres, parmi lesquels figurent quatre membres de l'ancienne majorité : MM. Georges Kelly, Napoléon Spitz, Vane Temauri, M^{me} Huguette Hong-Ku, trois représentants des formations qui s'étaient vivement opposés à la politique du gouvernement démocratique et, surtout, à M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat, dont le parti bénéficiait jusqu'à présent d'une position hégémonique. Il s'agit de MM. Jacky Drollet, animateur du Ya Mana, de sensibilité socialiste et indépendantiste, Quito Braun-Ortega, l'un des principaux accointés du territoire, interlocuteur privilégié des dockers, très actif dans son opposition à M. Flosse et d'un

inspecteur du Trésor, M. Patrick Revault. Les trois autres membres du nouveau gouvernement territorial n'ont pas d'étiquette affichée. M. Boris Léontieff, ingénieur, directeur du port autonome de Papeete, frère du député RPR, avait quitté en 1982 le gouvernement de M. Flosse, où il était en charge de l'équipement, à la suite d'un conflit avec ce dernier. M. Nicolas Sangner, qui a été nommé ministre de l'éducation, n'est autre que le président du syndicat des instituteurs. Quant à M. Raymond Van Bastolaer, directeur d'école, nommé ministre des affaires foncières et administratives, il est le frère d'un conseiller territorial, membre du Ya Mana. Les vingt-huit membres de la nouvelle majorité, qui a pris le contrôle de l'Assemblée territoriale, sous la présidence du maire de Papeete, M. Jean Invenin, ancien député, président du Here A'ia, ont

approuvé, à l'unanimité, l'installation de cette équipe. Mais lors du scrutin, les élus des deux territoires - restés fidèles à M. Flosse et à l'ancien président de gouvernement, M. Jacky Teuirea - sont demeurés vides. M. Flosse et ses partisans contestent en effet la légitimité de la nouvelle Assemblée. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, et le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, ont toutefois adressé leurs félicitations à M. Alexandre Léontieff ; celui-ci a souligné, dans une déclaration télévisée, que la composition de son gouvernement confirmait que, dans un contexte difficile, les responsables polynésiens étaient capables « de faire table rase des querelles idéologiques ». Le nouveau chef de l'exécutif local a précisé : « Nous allons nous attaquer tout de suite au budget 1988, puis à l'étude d'un plan de relance de l'économie du territoire ». Priorité sera donnée « à l'emploi des jeunes et à l' logement ».

M. Y.

Les dix ministres

- M. Georges Kelly, vice-président, ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel ;
- M^{me} Huguette Hong-Ku, ministre des affaires sociales, du logement, de la jeunesse, de la famille et de la solidarité ;
- M. Napoléon Spitz, ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports ;
- M. Boris Léontieff, ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications ;
- M. Quito Braun-Ortega, ministre du plan, de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives, chargé des relations avec l'Assemblée territoriale et le comité économique et social ;
- M. Vane Temauri, ministre de la régionalisation et du développement des archipels ;
- M. Jacky Drollet, ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;
- M. Nicolas Sangner, ministre de l'éducation et de la formation professionnelle ;
- M. Patrick Revault, ministre des affaires économiques, de la consommation et de l'industrie ;
- M. Raymond Van Bastolaer, ministre des affaires foncières et administratives.

Un rejet et un espoir

Le fait que M. Alexandre Léontieff ait pu mener à bien sa révolution tranquille, avec la complicité des dissidents de l'ancienne majorité polynésienne et des partis opposés à la politique ultra-libérale et aux méthodes très personnelles de M. Flosse, traduit à la fois un rejet et un espoir. Le rejet d'un pouvoir trop allergique au dialogue social et trop insensible au développement des inégalités, qui ont alimenté le mal-être de la jeunesse polynésienne. L'exaspération des pratiques affairistes, qui ont empoisonné, ces dernières années, le climat politique. L'espoir de la population locale est que la coalition disparate, constituée autour de M. Léontieff, se montre maintenant capable de faire

œuvre commune, malgré les divergences idéologiques des partis qui la composent. Ce pari relève a priori de la gageure. Il faudra beaucoup de courage à M. Léontieff pour faire travailler en harmonie une équipe si hétéroclite, qui subira très vite le test redoutable de la campagne pour l'élection présidentielle. Le retour au calme social en Polynésie passe pourtant par ce chemin escarpé d'un minimum de consensus. M. Léontieff et ses alliés de circonstance l'ont compris et ils ont fait un premier pas dans la bonne direction. Mais c'est à l'aune de leurs premières décisions que sera mesurée leur maturité.

A. R.

Le PC martiniquais abandonne toute référence à l'indépendance

Le neuvième congrès du Parti communiste martiniquais, qui s'est tenu les 12 et 13 décembre, a remis en honneur la première partie du mot d'ordre adopté lors du huitième congrès en novembre 1983 : « Autonomie démocratique et populaire ». La deuxième partie du slogan de 1983 présentait l'autonomie comme une étape vers le socialisme et l'indépendance a été corrigée. Le mot « indépendance » a disparu. Ce concept était mis en veilleuse depuis que le PCM, uni au Parti progres-

siste martiniquais et au PS, joue le jeu de la décentralisation. Le neuvième congrès a surtout mis l'accent sur la nécessité de « renforcer le parti ». Celui-ci a été « éprouvé », dit le secrétaire général, M. Armand Nicolas, par la scission de ses éléments pro-indépendantistes, qui ont créé en 1984 le PKLS. Il est conscient de son peu d'audience auprès des jeunes et de l'urgence de renouveler son style. (Corresp.)

Deux élections partielles

AUDE : canton de Couzès (premier tour). Inscr., 3.174 ; vot., 2.324 ; suffr. expr., 2.275. MM. Lucien Faure (PS), 1.235 voix. ELU. Paul Font (PCF), 461 ; Pierre Castel (RPR), 367 ; Claude Lété (sans étiqu.), 145 ; Jean-Pierre Cordier (FN), 67. [Le candidat socialiste a remporté dès le premier tour cette élection partielle organisée à la suite de la démission pour raisons de santé, le 29 octobre, de M. Robert Capdeville (PS), de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1953. M. Capdeville s'était déjà démis, le 1^{er} octobre, de la

présidence de l'Assemblée départementale qu'il occupait depuis 1973 et avait été remplacé par M. Raymond Courrière (PS). M. Faure, qui recueille 54,28 % des voix, ne retrouve pas le résultat obtenu par M. Capdeville au premier tour du scrutin de 1985 (60,28 %). Il perd six points de plus sur les deux candidats communistes qui recueillent 20,26 % des suffrages. Ce dernier améliore de plus de neuf points le score réalisé par le représentant du PCF en 1985 (11,04 %). Le candidat RPR, soutenu par l'UDF, obtient 16,13 % des voix et perd ainsi plus de trois points par rapport à son score de 1985 (19,35 %). De même, le représentant du Front national perd

plus d'un point en recueillant 2,94 % des suffrages au lieu de 4,19 % en 1985. A ce premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 3.171 ; vot., 2.436 ; suffr. expr., 2.382. MM. Capdeville, 1.436 voix. REELU. Castel, 461 ; Armand Nicolas (PCF), 363 ; Doucet (sans étiqu.), 122 ; Courrière (FN), 108. **HAUTS-DE-SEINE :** canton de Clamart (2^e tour). Inscr., 18.453 ; vot., 7.271 ; suffr. expr., 7.037. MM. Daniel Léon (RPR), adjoint au maire de Clamart, 4.407 voix. ELU. Guy Varlet (PS), 2.630. [Le candidat de l'UDF, soutenu par l'UDF, a remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 9 novembre, de Jean-Marie Gayat (RPR). M. Léon, qui recueille 62,62 % des suffrages, perd 5,5 points par rapport au total des voix qu'il réunissait au premier tour sur les deux représentants de la droite (68,12 %). Il pètit d'une faible mobilisation électorale à ce scrutin (60,59 % d'abstentionnistes au lieu de 59,43 % au premier tour) et d'un mauvais report des suffrages des électeurs ayant voté l'autre dimanche, en faveur de M. Cranzjean (dir. d.). En revanche, M. Varlet, qui obtient 37,37 % des voix, a fait le plein des voix qu'il s'était portées sur les candidats de PCF et du MRG. Au premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : Inscr., 18.453 ; vot., 7.087 ; suffr. expr., 7.386. MM. Léon, 3.648 ; Varlet, 1.607 ; Cranzjean, 1.384 ; Peyrousson (PCF), 557 ; M^{me} Emmanuelle (MRG), 190. Au premier tour de scrutin de 1982, Jean-Marie Gayat avait été réélu avec 60,34 % des suffrages.]

La rencontre des talents

Multiplier ses chances de réussite. Confronteur son savoir à la réalité. Développer son sens des responsabilités. L'I.S.G. vous en donne la possibilité grâce à un enseignement de haut niveau, en France ou à l'étranger.

Orchestrons ensemble votre avenir.

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Etablissement libre d'enseignement supérieur
8, rue de Loix - 75116 Paris
Tél. : 45.53.60.00

La clef de la réussite

L'ANGLAIS A BRISTOL

STAGES TRIMESTRIELS

- 5 heures de cours par jour
- Préparation aux examens britanniques
- Hébergement en famille

Communication

Pour trouver rapidement 10 millions de francs

« Le Matin de Paris » se tourne vers ses lecteurs et ses actionnaires

« La banque étrangle le journal et les partenaires potentiels que nous avons contactés ont, de manière inexplicable, refusé d'investir dans une entreprise pourtant assurée ». C'est en ces termes que M. Didier Touranchean a résumé dans une conférence de presse, le 13 décembre, la délicate situation du *Matin de Paris* (le Monde du 12 décembre). Le directeur de publication du quotidien a précisé que le journal avait réussi à réduire ses pertes de 5 millions par mois l'été dernier à 1,5 million aujourd'hui sur un chiffre d'affaires mensuel de 6 millions de francs. « Malgré la perspective d'un équilibre au second semestre 1988 et certaines rentrées assurées, affirme M. Touranchean, la banque refuse de nous consentir un découvert. Nous n'avons pas eu un centime de crédit depuis que nous avons repris le titre. »

ax 31 décembre 3 millions de francs pour finir d'acquiescer le prix de cession du titre. Constatant l'échec des négociations avec de nouveaux partenaires potentiels dont le Crédit Agricole, la direction du quotidien a décidé de faire appel à la vingtaine d'actionnaires qui ont constitué le capital initial du journal en juillet dernier. Ceux-ci devraient apporter très rapidement 6 millions de francs à l'entreprise. Mais le *Matin* doit, selon M. Touranchean, trouver 10 millions de francs pour pouvoir survivre jusqu'au printemps. Le journal va donc se tourner vers ses lecteurs. Ils seront sollicités, par le biais d'une société de lecteurs, pour souscrire des participations de 200 francs. M. Touranchean espère réunir ainsi 4 millions de francs.

Fin de la grève de la fabrication à « Libération »

« Nous ne sommes pas des demi-salariés »

Libération est à nouveau présent dans les kiosques lundi 14 décembre. Les quatre-vingt-cinq salariés de l'atelier de fabrication ont en effet arrêté la grève lancée vendredi 11 décembre dans la soirée (le Monde daté 13-14 décembre). « C'était une grève d'avertissement, précise un salarié, il fallait criser l'abcès. » L'atelier de fabrication s'inquiète en effet des traitements suppressifs de poste prévus dans tous les secteurs du journal par le plan de redressement élaboré par le directeur général, M. Jean-Louis Péminon. Mais il s'inquiète aussi des conditions de départ volontaire qui lui sont proposées. Le contrat d'entreprise, signé en juin entre la direction et la fabrication, et qui prévoyait la garantie d'emploi, est en effet remis en question.

Un long texte à l'intention de la rédaction et signé par l'ensemble de la fabrication indique : « Il est légitime de vouloir savoir ce qu'il en est de notre avenir, de vouloir savoir combien il y aura de suppressions de poste à la fabrication. Les signataires notent aussi l'attente, le silence et la courtoisie qui ont été jusqu'au 11 décembre - date de la décision de la grève - la seule attitude de Serge July, directeur-général de *Libération*, de Jean-Louis Péminon, directeur général et de Dominique Roynette, directeur de la fabrication.

Selon M. Roger Bouzinac

Les chaînes n'ont pas respecté leurs engagements en matière de publicité

« Les fructs ont-ils tenu la promesse des flûtes ? Je réponds sans ambages : non. Vous n'avez qu'à interroger tous les téléspectateurs. Ils vous répondront qu'ils n'ont constaté aucune amélioration. » C'est au cours d'un colloque sur l'audiovisuel organisé les 11 et 12 décembre par l'ordre des avocats à la cour de Paris que M. Roger Bouzinac, membre de la Commission nationale de la communication et des libertés, a porté ce jugement assez pessimiste sur l'efficacité de la Commission. M. Bouzinac a notamment évoqué le non-respect par les chaînes de leurs engagements en matière de publicité : « Sur TF 1 alors que le seuil à ne pas dépasser était de douze minutes par heure, il serait à l'heure actuelle de quinze minutes. Sur Antenne 2, deux des limites sont fixées par la loi de finances. Les dépassements seraient de l'ordre de 100 millions et sur FR 3, la dette en hausse serait de 10 % ».

elle alternance politique ne remet pas en cause son existence et lui laisse le temps de s'affirmer. Pour obtenir cette stabilité de l'installation, il propose que la composition, le fonctionnement et les attributions de la CNCL ne soient pas modifiés que par une loi votée dans les mêmes termes par les deux assemblées ou adoptée à la majorité des deux tiers en dernière lecture. Enfin, M. Bouzinac a plaidé pour un renforcement des pouvoirs de sanction de la CNCL. « Il est bel et bon, a-t-il conclu, de proclamer que le communication audiovisuelle doit être libre en France et de claquer sur l'air des lampions que les citoyens ont droit à une information libre et pluraliste, mais il ne faudrait pas que, par l'intermédiaire de la Haute Autorité hier, de la CNCL aujourd'hui et de je ne sais quelle instance demain, les gouvernements, quels qu'ils soient, aient la tentation de conserver la réalité du pouvoir, au pouvoir dont ils prétendent se séparer. »

« Nous refusons d'entrer dans une spirale infernale de dettes, a précisé le directeur de publication du *Matin*. Si l'opération d'ici à la fin de l'année que l'augmentation de capital n'est pas réalisable, nous prendrions les décisions qui s'imposent. »

« L'ensemble du journal, explique le texte des « fabricants », s'est prononcé pour des indemnités de départ égales pour tous. Pourquoi la direction s'est-elle engagée dans un rapport de forces sur la question essentielle de l'égalité de son face au départ ? » Critiquant le « système » de la direction, une employée de la fabrication précise : « Nous ne voulons pas être traités comme des demi-salariés. La fabrication s'est donnée corps et âme à ce journal ! » Le texte conclut enfin qu'il est « urgent que ceux qui veulent sauver le journal se concertent et agissent ensemble de la direction des réponses claires et précises sur le journal que nous voulons faire ».

EN BREF

● **Sondage Médiamétrie :** RTL et TF 1 accroissent leur avance. - RTL et TF 1 croissent l'écart, selon le dernier sondage mensuel « 55 000 » de Médiamétrie. D'octobre à novembre 1987, la part d'audience (du lundi au dimanche) de RTL passe de 24,9 % à 26,2 %, tandis que celles d'Europe 1 baissent de 11,8 % à 11 %, celle de France Inter de 6,8 % à 6,5 %. La radio musicale NRJ passe quant à elle, de 10,3 % à 10,8 %. En télévision, la chaîne leader augmente encore son avance, puisque la part de marché de TF 1 passe dans le même laps de temps, de 46 % à 46,3 %. Antenne 2 regagne légèrement (de 31,8 % à 29,5 %) tout comme FR 3 (de 9,3 % à 8 %) et la 5 (de 7,1 % à 6,8 %). Canal Plus, en revanche, progresse de 3,5 % à 4,4 % et M 6 de 2,1 % à 2,2 %.

● **Nominations à RMC.** - Le directeur général de Radio-Montecarlo, M. Florio Borvo, vient de nommer auprès de lui, comme directeur délégué avec délégation sur tous les services, M. Jean-Luc Gallini. Ce dernier conserve la direction de l'actualité de la station monégasque.

J.-F.L.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

MBA

Master of Business Administration Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE

Master of Business Administration Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

Informations et adhésions : European University of America 17-25, rue de Chailot (Métro Mouton) 75116 Paris - (T) 40 70 11 71

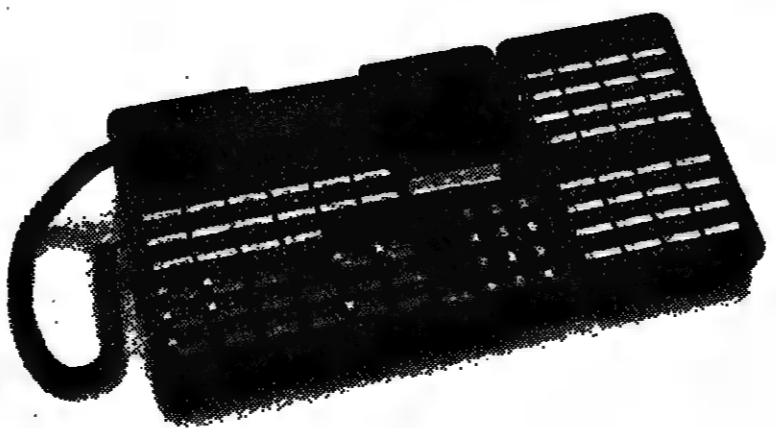
Consocié par European University of America - San Francisco - Californie

NE QUITTEZ PAS, NOUS RECHERCHONS VOTRE CORRESPONDANT... NE QUITTEZ PAS...



Si votre standard s'emmêle les fils, vous verrez fondre vos espérances. En revanche, si, automatiquement, il rappelle le numéro pas libre, passe vos communications sur un autre poste, demande qu'on vous rappelle, signale à votre correspondant "occupé" que vous attendez et vous laisse les mains libres. Bref, si c'est un

TELIC 1600, PME et PMI à vous la gloire! Avec ce système et son fil numérique, vous pourrez même, sans bouleverser vos bureaux, interconnecter téléphones, micro-ordinateurs, terminaux télématiques et bureautiques. Quelle capacité souhaitez-vous? Jusqu'à 48 terminaux et 16 lignes extérieures? Nous avons le fil auquel tient votre réussite.



LA REUSSITE TIENT A UN FIL

TELIC ALCATEL

ation
Fin de la grève
de la Libération à Liban
Nous ne sommes
des demi-salariés
Date
Date
EUROPEAN
UNIVERSITY
OF AMERICA
CLE
CLE

سكنا من الامل

Société

Un colloque en Sorbonne sur le nazisme L'extermination, un enjeu de mémoire

Un colloque international auquel participaient des historiens de neuf pays a eu lieu du 11 au 13 décembre à la Sorbonne. Réuni à l'initiative de M^{me} Hélène Albrwetter, recteur de l'académie et chancelier des universités de Paris, et organisé par M. François Bedarida, directeur de l'Institut d'histoire du temps présent, il avait pour thème la politique nazie d'extermination. Un symposium, « mémoire et histoire », a, le 13 décembre, dressé l'inventaire des périls qui menacent une histoire sans pes ordinaires. La perversion d'abord, puisque le

colloque même constituait la réponse différée de l'Université française à des travaux plus négateurs que révisionnistes couronnés en son sein. La relativisation aussi, où se « dissout », a souligné l'essayiste Alain Finkielkraut, « l'extrême singularité » du génocide, dans ce faux calcul qui cantonne la mémoire dans le rôle « d'étape préhistorique de la connaissance ». La difficulté extrême, enfin, dont ont porté témoignage M^{me} Simone Veil et l'auteur du film Shoah, Claude

Langmann, de dire ou faire dire, pour et au-delà de l'histoire, ce qui advint. Nécessaire absolument, cette mémoire forte du génocide l'est, ont expliqué M^{me} Alfred Grosser, professeur à l'Institut d'études politiques et Finkielkraut, aussi bien pour percevoir dans toute son intensité la souffrance incessante subie par d'autres depuis la fin du second conflit mondial que pour penser, comme devait le souligner M. Finkielkraut, « l'unicité et la banalité de l'extermination des juifs » qui « ne font qu'un ».

En finir avec le nazisme et son... Depuis qu'un régime s'est appliqué, au cœur de l'Europe, à exterminer industriellement des millions de personnes, un gouffre s'est ouvert dans le passage du temps, paradoxalement, n'a fait qu'accroître la béance. Les historiens ont exploré ce gouffre et l'ont porté sur des cartes où l'essentiel est désormais indiqué et où tout ne pourra jamais l'être. Quand bien même de nouveaux travaux nous permettraient de remplir les blancs, il restera encore et toujours à imaginer l'imaginable et à dire l'indicible.

Un objet de la science historique qui défie la compréhension historique : voilà bien la difficulté majeure qui était sensible à l'écoute du colloque de la Sorbonne. Pour la première fois, l'ensemble de la politique nazie d'extermination et non pas seulement celle imposée à telle ou telle catégorie de victimes, qui faisait l'objet d'une conférence internationale. L'impossibilité du sujet imposait au moins, les axes retenus ont permis de prendre une vue générale des acquis de la recherche, des chantiers ouverts ou en attente.

La manière dont l'extermination devient une pratique d'Etat est une question cruciale qui divise les historiens depuis une dizaine d'années. Pour les uns, ce fut une politique préméditée, réalisée sur ordre de Hitler au moment favorable; pour les autres, l'aboutissement imprévu et improvisé de la radicalisation qui affecta un régime structurellement inhumain. Fruit d'une décision ou débouché d'un processus, dans tous les cas, la politique nazie d'extermination, pour être mieux connue, demande que soit approfondie l'étude des mécanismes de décision et des canaux de communication au sein du régime, ainsi que le rôle exact de la conjoncture du temps de guerre.

Sur les victimes, qu'il s'agisse des méthodes appliquées ou des résultats

obtenus, il n'y a pas de débat historiographique, tout au plus des lacunes dans notre information. Malades mentaux, associés, criminels héréditaires, juifs, tziganes, autant d'hommes et de femmes voués à la destruction en raison de leur appartenance à un groupe défini par le régime lui-même. Rien

n'illustre mieux l'entreprise d'épuration politique et radicale qui était au cœur du projet nazi : éradiquer de la population allemande (les chambres à gaz furent inventées pour les malades mentaux allemands), éradiquer de la population européenne tout entière par un élargissement du cercle des vic-

times dont il reste à préciser les étapes et les... Le succès d'une politique d'extermination aussi gigantesque nécessitait des conditions favorables, un milieu de réceptivité : vaste sujet qui n'a été abordé que par certains points.

Il était difficile de ne pas revenir sur le courant de pensée raciste et sur l'idéologie nazie qui trouva de solides points d'appui dans la société allemande. La force de l'antibolchevisme, de l'antisémitisme et de l'antislavisme explique ainsi pour une partie la complaisance active de la Wehrmacht dans l'extermination des juifs et des Tziganes en URSS, sa responsabilité entière dans la mort de plus de trois millions de prisonniers soviétiques. Moins connu est le rôle du milieu scientifique allemand, des anthropologues et des psychiatres en particulier, qui s'employaient avec zèle à définir les victimes du régime et à décider sur dossier de leur sort.

La politique nazie d'extermination est enfin un enjeu pour l'histoire, appelé à en traiter comme il le ferait des guerres passées et à en apprécier la spécificité par le recours à la comparaison. Spécificité des victimes juives, par rapport aux autres victimes du régime, de l'extermination nazie par rapport à celle pratiquée par d'autres régimes.

L'appréciation dépend de la rigueur apportée à la recherche comparative comme l'a montré à contrario le débat récent entre les historiens allemands. Mais c'est que l'extermination est aussi un enjeu de mémoire, un passé qui vit dans notre présent et qui, au grand regret de certains, « ne veut pas passer ». Et pourtant, d'une certaine façon, il passe à mesure que s'efface la génération des témoins, et avec elle, quelque chose d'irremplaçable, dont le colloque a fait sentir le prix à travers les interventions de rescapés devenus historiens. Ce fut comme une trousse par où vint cette dimension présente, pressante, et pourtant fuyante pour l'historien professionnel : l'angoisse et la souffrance des innocents au bord du trou noir.

PHILIPPE BURRIN.

Un sondage de la SOFRES

L'image des juifs en France

L'hebdomadaire Tribune juive fête sa millième parution par un numéro spécial qui comporte, notamment, les résultats d'un sondage sur l'image des juifs dans la population française. Cette enquête, commandée à la SOFRES par Tribune juive et Radio-J, effectuée du 11 au 25 novembre dernier auprès de 1 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus, montre que cette image est ambivalente.

Invités à choisir sur une liste d'adjectifs ou d'expressions ceux qui s'appliquent, selon elles, aux juifs, les personnes interrogées ont retenu « débrouillards » (47 %), « aiment l'argent » (43 %), « intelligents » (36 %), « ambitieux » (28 %), « créatifs » (26 %), tandis qu'« envahissants » (9 %), « dominateurs » (8 %) et « mas-tu-yu » (1 %), mais aussi « généreux » (8 %), n'ont recueilli que peu de suffrages.

Selon ce sondage, 91 % des Français jugent que les juifs sont « très attachés à leurs traditions » ; 72 % qu'ils « sont un vrai pouvoir international, car ils s'entraident entre juifs de différents pays » ; 70 % « ayant été persécutés, ils sont sensibles à toutes les injustices ».

Pris de sa prononciation sur une scène imaginaire, dans laquelle trois jeunes juifs portaient la culotte soustraite à partie par d'autres jeunes, 85 % des personnes interrogées estiment que « les juifs ont le droit de suivre leur coutume sans risquer d'être pris à partie », 9 % d'entre elles jugent, au contraire, que les juifs devraient éviter de « se singulariser ».

Héritier du Bulletin de nos communautés, créé en décembre 1945 à Strasbourg, à destination des juifs d'Alsace et de Lorraine, le journal Tribune juive, lancé en 1968 par le rabbin Jacques Grunewald, neveu du fondateur du Bulletin, et devenu hebdomadaire l'année suivante, est indépendant, des institutions communautaires. « Espérons arriver bientôt à un tirage de 20 000 à 25 000 exemplaires », M. Grunewald, qui est installé maintenant en Israël, y confie son avenir, certaines semaines, une édition israélienne de son hebdomadaire, dont il continue, de Jérusalem, à diriger la rédaction parisienne.

Les mots de Simone Veil

« Je m'exprime comme la plupart des personnes qui, vers le 15 avril 1945, se trouvaient à la prison de Birkenau. Elle n'était pas encore dix-huit ans à l'époque. Et, derrière elle, les autres passés dans les camps de Birkenau puis à Bergen-Belsen. Derrière elle ? En elle. Pour toujours. Ainsi est apparue M^{me} Simone Veil, témoin final du symposium « Histoire et mémoire » qui faisait suite, le dimanche 13 décembre en Sorbonne, aux deux journées d'études consacrées à la politique nazie d'extermination.

Témoin deux fois victime si l'on a bien entendu cette parole blessée, irrécusable et bouleversée par l'honneur des camps avant de l'être par la violente expérience de l'après-guerre.

La mémoire ? Elle a été notre obsession », dit M^{me} Veil. Alors, pourquoi une parole si rare sur cet indicible dont elle était revenue ? « Dès que nous sommes rentrés, nous avons cherché à parler, à nous exprimer. Mais ces mots, personnes, selon elle, n'ont véritablement voulu les entendre. Pas par « indifférence » ni en raison d'un quelconque « complot de silence » ou par « mépris de ce

que nous disions », mais un mélange de tout cela.

« J'ai vécu une quarante années comme une succession d'interruptions de parole (...), comme une humiliation permanente », dit encore M^{me} Veil. Parole arrêtée par l'« incompréhension » au mieux. Sinon par l'« indifférence », ou « la bêtise ». A l'évidence, tout a fait mal, la « gêne extraordinaire » des uns, les « regards d'interrogation » des autres : comment sont-ils à ceux qui sont revenus ?

Tout fut choquant, affirme encore M^{me} Veil : le Choix de Sophie de William Styron (je ne suis pas là parce que je me suis prostituée avec des SS), les questions incongrues des journalistes, les associations manipulées qui seraient fleuri après-guerre, le proche Barbie qui « sera, tout de même, pour l'histoire, le procès de la banalisation ».

Souffrance : nul n'a voulu entendre. Souffrance encore, « insupportable » : certains veulent nier ce qui est arrivé. Souffrance toujours : « On veut nous faire parler, mais pour faire du papier, de la parole ». M^{me} Veil a eu ces mots terribles : « C'est entre nous que nous parlons. Pour

nous, paradoxalement, c'est une joie. Nous ne parlons avec mission, en rien. »

Terribles parce qu'elle dispose d'un langage des mots pour tout décrire : les compagnes manquées lors l'arrivée qu'on ne reverra plus ; « l'incroyable », d'abord repoussé par la pensée, entrevu ensuite par les fenêtres : un petit bâtiment d'apparence ordinaire dont parvenait, jamais, ne ressortait ; les tas de vêtements, de lunettes et de jouets ; la fumée, voire les flammes hors des cheminées et « sans cesse l'odeur infecte » ; le roulement des trains qui n'en finissent pas...

Terribles parce que ces mots que M^{me} Veil voudrait de toute urgence voir confier à « une association, une fondation » pour que demeure « notre mémoire à nous et pas seulement celle des historiens » ne porteront jamais complètement, si forte soient-ils, témoignage de sa souffrance et de celle de ses compagnes, survivants ou disparus. Du moins son auditoire de la Sorbonne n'oubliera-t-il pas ce qui put avoir à la fois d'incommunicable et d'absolument évident le malheur radical qu'il a traversé. Il y a quelques décennies, des hommes à d'autres hommes.

MICHEL KAJMAN.

Dès qu'on parle d'argent, on en revient toujours au même point.

PARIS - POINTE-A-PITRE - PARIS

2.480^F*



TÉL. 42.96.63.63/47.63.22.58/46.34.21.17/MINTEL: 36.15 P.M.
* vol A.R. au départ de Paris à partir de 2480F

Société

FAITS DIVERS

Le démantèlement d'un réseau européen de fausses cartes bancaires

Une quarantaine de personnes interpellées en Espagne, à Marseille et à Paris

Après plusieurs mois d'enquête, la police française a démantelé, en collaboration avec la police espagnole, un très important réseau de fabrication de « vraies fausses » cartes bancaires, dont plusieurs milliers avaient commencé à circuler en France, alors que d'autres étaient destinées à la Belgique, au Luxembourg et à la RFA. Membre par la brigade de

représentation du banditisme (BRB), le chef de cabinet de la justice de Paris et le SRPJ de Marseille, l'enquête a abouti à l'interpellation d'une quarantaine de personnes, d'abord en Espagne, puis à Marseille et à Paris. Le montant de la fraude n'est pas encore connu avec exactitude. Il serait, pour la France, de l'ordre de 10 à 15 millions de francs.

L'affaire débute en avril 1987, quand la BRB, dirigée par le commissaire Raymond Mertz, interrompt un certain « Abdallah », en possession de trois fausses cartes bancaires. Commence alors une enquête de huit mois, qui conduit les enquêteurs vers Marseille et l'Espagne. En accord avec le Groupement des cartes bancaires, les policiers n'interviennent pas immédiatement pour pouvoir remonter tout le réseau avec le maximum d'efficacité. Deux filiales sont alors identifiées : l'une en Espagne, où sont fabriquées les fausses cartes, l'autre à Marseille, où elles sont écoulées.

De parfaits dupes

Vendredi 11 décembre, les policiers français interpellent avec leurs collègues espagnols, dans la banlieue de Madrid, trois malfaiteurs français fichés pour attaques à main armée ou trafic de stupéfiants. Le premier, Robert Incerri, cinquante-deux ans, né à Marseille, est appréhendé après une course-poursuite en Espagne. Dans le coffre de son véhicule, les policiers trouvent quatre cents fausses cartes valides à l'échelle. Plus c'est au tour de Jean-Claude Costantini, quarante et un ans, dit « le Gitane », né à La Clotaz, et d'Elviro Barro-Lagial, dit « Robert ». Doté de la double nationalité française et portugaise, « Robert » est l'informaticien du groupe. Les policiers découvrent chez lui un millier de cartes déjà prêtées, trois mille en cours de fabrication, des listings de banques, 250 000 F français, et un matériel extrêmement sophistiqué pour magnétiser les fausses cartes. Il s'agit en fait de parfaits dupes de cartes existant réellement, et dont

par certains porteurs, on arrive à un chiffre total de fraude compris, cette année, entre 350 et 400 millions de francs pour l'ensemble des cartes bancaires françaises.

Pour éviter la controverse, les banques envisagent de remplacer peu à peu les cartes à puits magnétique par d'autres équipées de micro-processeurs (puces électroniques), beaucoup plus difficiles à imiter.

A Marseille, le SRPJ et la BRB ont interpellé une dizaine de personnes. Parmi elles, Gérard Esnard, trente-deux ans, l'intermédiaire entre les fabricants et les acheteurs, chez qui les policiers ont découvert une cinquantaine de fausses cartes; Roland Russo, employé de banque, qui aurait fourni les listings de gros clients. A Perpignan, un passeur, Pierre Escariche, est lui aussi interpellé. Samedi, enfin, la BRB est passée à l'action à Paris, où elle a arrêté Serge Contal, trente-six ans, et Daniel Rigaud, quarante et un ans. Dans leur voiture, les policiers ont saisi quarante fausses cartes. Francis Ceris et Michel Paganini, trente-quatre ans, sont interpellés à leur tour près de la gare du Nord. Une femme, Maryse Dupré, trente-sept ans, est appréhendée chez elle, rue de l'Ourcq (dix-neuvième arrondissement). Elle est la sœur de Gérard Dupré que Contal avait fait évader en hélicoptère de Fleury-Mérogis en 1981.

L'ensemble de la fraude réalisée cette année en France par contrefaçon de cartes bancaires est estimée récemment à plus de 100 millions de francs par le Groupement carte bleue. Si l'on ajoute à ce chiffre les autres types de fraudes comme l'usage de cartes volées ou perçues et l'utilisation « abusive »

JUSTICE

L'affaire Michel Droit « La loi n'offrirait pas au juge d'autres possibilités que l'inculpation » déclare M. Chalandon

Dans un entretien au Journal du dimanche du 13 décembre, M. Alain Chalandon, qui justifie la réforme de l'instruction que vient d'adopter l'Assemblée nationale, a eu l'occasion de donner son sentiment sur le cas du juge Grellier que la Cour de cassation a dessaisi du dossier Michel Droit. Le garde des sceaux déclare notamment : « La législation actuelle sur l'instruction est perverse, surtout en ce qui concerne l'inculpation. Celle-ci est une disposition destinée hypocritement à protéger l'inculpé car, pour l'opinion, inculpé veut dire coupable. Le juge d'instruction est obligé d'y recourir dans certains cas. Par exemple, dans l'affaire de Michel Droit, la loi n'offrirait pas au juge d'autres possibilités, qu'il s'agisse de son inculpation ou de

Drogue

Des trafiquants rançonnés

Convoyer de la drogue n'est dément pas une sinécure. Les trafiquants colombiens, qui ont été arrêtés le 6 décembre en possession de 450 kilos de cocaïne sur l'île de Guadeloupe, ont été rançonnés par des policiers après avoir échappé à celles d'une tribu indienne. Parle de Bogota un petit avion à hélice, les quatre « passagers » avaient été obligés de se poser en catastrophe dans la campagne colombienne, peu après avoir chargé leur marchandise. Pris en otage par des indiens très informés des méthodes modernes de rançonnement, les trafiquants avaient été contraints de verser une rançon de 10 millions de pesos pour récupérer leur liberté et leur « poudre ».

Espace

Les records de Pioneer

Vingt ans après son lancement depuis Cap-Canaveral (Floride), le sonde américaine Pioneer-6 fonctionne encore. Conçue à l'origine pour étudier pendant six mois le vent et les éruptions solaires, cette petite sonde d'environ 70 kilos transmet encore des informations. L'un de ses huit instruments de mesure, arrêté pourtant en 1971, continue de fonctionner depuis sa réactivation en 1984. Performance étonnante donc, mais que dépasse celle de Pioneer-6, lancé voici vingt-deux ans et pourtant toujours en activité.

Handicapés

6 000 places manquantes dans les foyers

Le Comité national de coordination de l'action en faveur des personnes handicapées (CCAH) a chiffré à six mille le nombre de places manquantes dans les foyers pour handicapés mentaux adultes. Selon cet organisme, 88 % des travailleurs handicapés mentaux n'habitent plus dans leur famille mais dans des foyers proches des CAT (Centres d'aide par le travail). Le CCAH estime que les allocations aux handicapés mentaux sont « ramassées en cascade » par une « politique de rigueur », les besoins des handicapés étant « moins bien pris en compte » quand ils demeurent dans leur famille ou lorsqu'ils sont obligés d'y retourner.

Rage

Une mort suspecte à Grenoble

Un agriculteur de trente-huit ans, Jean Devanon, maire du village de Moye, près de Rumilly (Haute-Savoie), est décédé, dans la nuit du

4 au 5 décembre à l'hôpital nord de Grenoble, des suites d'une maladie qui pourrait être la rage.

Un communiqué publié le 12 décembre par la préfecture de Haute-Savoie précise qu'une série d'analyses sont actuellement en cours à l'Institut Pasteur, et que les résultats ne seront pas connus avant le 20 décembre. Si le diagnostic de rage était confirmé, il s'agirait du premier décès dû à cette maladie enregistrée depuis vingt-cinq ans en France.

SIDA

Pas de dépistage dans les prisons

La situation des détenus face au SIDA a été évoquée au cours d'un colloque organisé par les associations AIDES et Médecins du monde, les 11 et 12 décembre à Paris. M. Jean-Pierre Dintilhac, sous-directeur de l'administration pénitentiaire, a indiqué qu'un dépistage systématique du SIDA ne serait pas pratiqué dans les prisons. Il a aussi confirmé que des préservatifs seraient distribués à la demande des détenus. Enfin, l'augmentation prévisible du nombre des malades du SIDA a conduit le docteur Pierre Espinoza, chef de service au centre hospitalier de France, à regretter la pénurie de personnel médical et paramédical dans les prisons.

Vatican

Le secrétaire du pape nommé archevêque

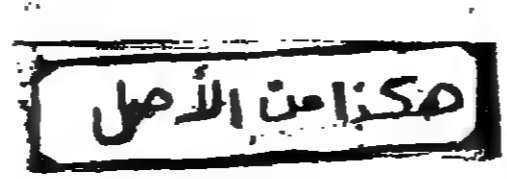
Mgr Emery Kabongo, l'un des deux secrétaires particuliers de Jean-Paul II — l'autre étant le Polonais Stanislas Dziwisz — va quitter cette fonction qu'il occupait depuis 1981. Agé de quarante-sept ans, originaire de Kinshasa au Zaïre, ancien diplomate du Saint-Siège en Corée du Sud et au Brésil, il a été nommé le 12 décembre archevêque de Lubo (Zaïre).

NOUS AVONS LA BOSSE DE L'ESPACE.



1er PARTOUT
1er exportateur mondial d'exportateur européen de satellites, 1er constructeur d'avions civils gros porteurs, 1er constructeur européen de missiles, architecte industriel des lanceurs Ariane, maître de l'aviation spatiale Hermes et de la force nationale de dissuasion nucléaire, la France est aussi le premier constructeur américain à avoir développé un système de communication européen. Comment une aussi modeste a-t-elle pu rater aussi modeste ?

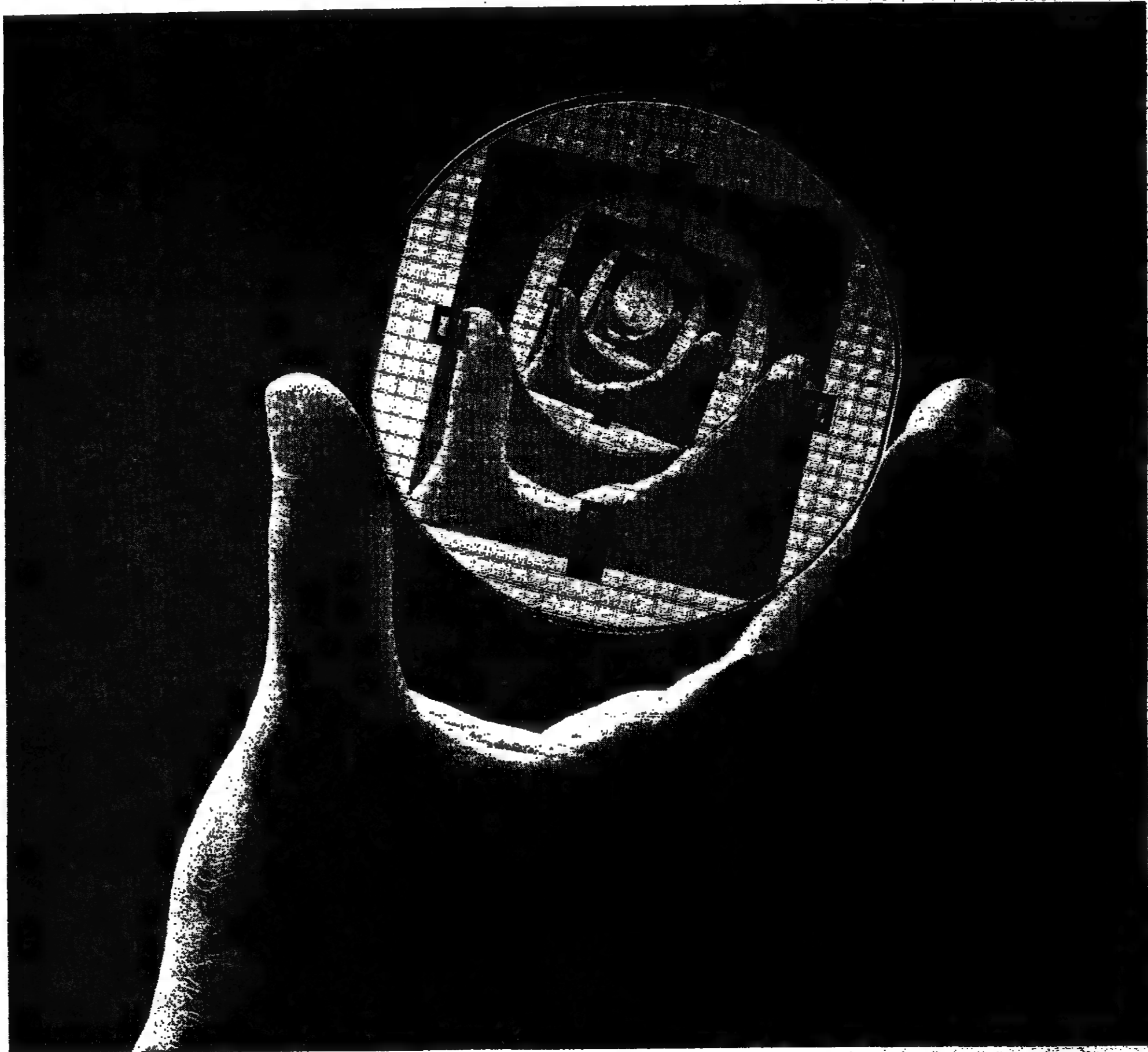
AEROSPATIALE: L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION.



هكذا من الاجل

14 La Monde ■ Mardi 15 décembre 1987 ■

La volonté de savoir



A sa naissance, l'être humain reçoit en cadeau la volonté de savoir.

Ensuite, cette volonté le guide pendant toute sa vie.

Tantôt elle l'aide dans les petites choses de la vie, tantôt elle lui fait découvrir des choses qui profitent à l'humanité tout entière.

Chez Nokia, la volonté de savoir est une ressource quotidienne.

Cela fait partie de notre façon de travailler, et l'on connaît les résultats aux quatre coins du monde.

Pensez à des noms de produit comme Mobira, Sonolor et Océanic.

Ou bien au fait que Nokia est le troisième industriel européen dans le domaine de la télévision.

Leader mondial des téléphones cellulaires, Nokia a non

seulement vendu des téléphones à plus de 15 pays, mais également des réseaux complets, avec toutes les pièces.

Tout cela a été rendu possible par la volonté de savoir de nos remarquables chercheurs.

Plus de 30.000 personnes, dont 1.400 en France, sont au service de Nokia et contribuent à son renom.

Le chiffre d'affaires de Nokia est de plus de 18 milliards de francs et la part des filiales françaises, qui n'est pas négligeable - 1,5 milliard environ - est en progression constante.

NOKIA

SODIPAN-NOKIA S.A., B.P. 202
76304 SOTTEVILLE-LES-ROUEN

NOKIA, ENTREPRISE AUX ACTIVITÉS MULTIPLES, EST PRÉSENTE EN FRANCE DEPUIS PLUS DE VINGT ANS

Société

DÉFENSE

Après le discours de M. Chirac à l'IHEDN

La France face au vide nucléaire en Europe

La France ne marchandait pas son engagement militaire envers l'Allemagne fédérale. Ni sa force d'action rapide, dont les hélicoptères peuvent se ruer au devant d'un agresseur du sol ouest-allemand. Ni même, en une précision relativement nouvelle dans les termes où elle a été formulée, certaines de ses armes nucléaires préstratégiques, dont l'allonge, c'est-à-dire la portée accrue, rend une intervention française plausible bien au-delà du seul sanctuaire national, plus en avant, vers l'est.

Voilà, en substance, le message aux Allemands de l'Ouest du premier ministre français, M. Jacques Chirac, lorsqu'il s'est adressé, le samedi 12 décembre, aux stagiaires de l'Institut de hautes études de défense nationale (IHEDN) à Paris.

Rapprochement des doctrines

A sa manière, M. Chirac a tiré les conséquences, pour l'Europe, du « dialogue de Washington » au cours duquel M. Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev se sont réconciliés à démanteler leurs forces nucléaires intermédiaires : des euro-missiles dont l'annonce de la disparition est, paradoxalement, l'occasion pour de nombreux responsables européens de redécouvrir, après coup, les vertus militaires de ces armes à portée continentale.

Mais lors que ces systèmes d'armes intermédiaires, l'Europe participait de la riposte flexible, leur démantèlement signifie, du même coup, que cette riposte graduelle pourrait cesser d'être un dogme de la doctrine occidentale en matière nucléaire. Dans ces conditions, on peut imaginer des circonstances où la conception de la défense alliée - de moins

ce qu'il en reste en Europe - et la doctrine française de la dissuasion se rapprocheraient au plan de l'emploi éventuel de ces armes préstratégiques. Voilà les sous-entendus du discours de M. Chirac à l'IHEDN. Il n'est pas encore une proposition française de rétablir, en lieu et place des euro-missiles américains en voie de disparition, un quelconque échelon intermédiaire de dissuasion pro- européen, comme l'a récemment appelé de ses vœux le ministre français de la défense, M. Girard. Mais cela commence, ardemment, à y

Une maturité militaire

Parce qu'elle disposera, au début de la décennie prochaine, d'un nombre significatif d'armes nucléaires préstratégiques, telles que le missile terrestre Hades ou le missile à portée ASMP, capables de se plus demeurer associés à la seule protection du sol national, la France pourra brandir la menace de moyens qui lui permettront de garantir une certaine dimension européenne de sa sécurité.

Avec, bientôt, un arsenal d'armes préstratégiques diversifiées, qui lui seront engagés, aux premières heures d'une crise en Europe, une manœuvre nucléaire échelonnée dans la profondeur du théâtre des opérations, sans cesser de représenter l'ultime avertissement, qui est en réalité le premier et le dernier, c'est-à-dire l'unique avertissement, le chef de l'Etat français reste le seul juge de moment où cette menace devra être déclenchée. Mais, par rapport aux décennies précédentes, où le dispositif nucléaire français était limité et manquait de souplesse, les prochaines décennies verront la maturité militaire et technologique d'un arsenal préstratégique

entremment plus convaincant : le missile Hades et le missile ASMP, dont les caractéristiques et les performances sont supérieures à celles du missile Pluton des premières bombes aériennes tactiques, donnent à la France une liberté de jeu accrue en Europe.

C'est la France du premier ministre, qui, sans l'exprimer aussi ouvertement, a laissé entendre à son auditoire de l'IHEDN qu'il revenait à la France de prendre des initiatives nouvelles en direction de ses alliés européens. A sa façon, M. Chirac a dit que la France pouvait, en cette période de démantèlement des euro-missiles, remplir en quelque sorte le vide doctrinal et militaire en Europe, sans pour autant prétendre se substituer à une doctrine nucléaire des Etats-Unis, qui perdure à travers l'alliance atlantique.

Le débat ne fait, il vrai, que commencer entre partenaires européens. Il suppose que soient remplies les conditions préalables, le consensus par celle qui est le rôle de l'Allemagne fédérale dans le concert européen.

Un espace stratégique commun

L'Allemagne fédérale est-elle prête à un tel dialogue avec la France et le demande-t-elle ? A-t-elle en mains les cartes d'un jeu qui elle se livre à fixer les règles ? N'a-t-elle pas de comptes à rendre à son allié privilégié américain, à sa propre opinion nationale préoccupée par le destin des voisins est-allemands, et à l'Union soviétique ? Si l'Allemagne fédérale n'est pas le « placis » de la France, peut-elle aussi aisément partager des responsabilités opérationnelles en matière nucléaire, sans que la seule information de son gouvernement par le pays détenteur de ces armes de destruction massive ?

Pent-on concevoir, un jour, des systèmes préstratégiques en Europe dont deux ou plusieurs pays - hormis les Etats-Unis - contrôlent l'emploi, à la manière de ces Pershing-1 A, prochainement mis à la casse, lesquels Américains, Allemands de l'Ouest, associés, avaient disposé des clés garantissant la décision de chacun ?

En France même, le chef de l'Etat, s'il a laissé le premier ministre s'aventurer autant face à son auditoire de l'IHEDN, semble s'interroger sur l'ambiguïté de la doctrine d'emploi éventuel du missile Hades. Des incertitudes qu'on ne retrouve pas avec l'ASMP, dont le mode opératoire est plus net, moins flou, un plan de principes de la doctrine. Au sein de l'actuelle majorité, le Hades ne fait pas l'unanimité comme symbole de la sécurité européenne. A plus forte raison, l'opposition, si elle est socialiste, en a accepté l'augure, les communistes lui ont franchement hostiles.

On le voit : l'option « zéro » place les Européens et les Français devant le dilemme d'une ampleur insoupçonnée. Parce qu'elle n'est pas fin en soi, cette « option zéro » est le début d'un engrenage qui va contraindre l'Europe à relever le défi, sans peine d'éclater les forces centrifuges irrésistibles. A l'IHEDN, M. Chirac vient d'indiquer des pistes en vue d'un espace stratégique commun à constituer entre Européens et, d'abord, entre Français et Allemands de l'Ouest. Il faudra beaucoup de pragmatisme et de persévérance pour lutter, avec succès, contre les dérives nationalistes des premiers et les tendances neutralistes des seconds dans une Europe qui cherche son identité de défense.

JACQUES ISNARD.

ENVIRONNEMENT

Greenpeace-France se saborde

Greenpeace-France n'aura survécu à l'écroulement du Rainbow Warrior. Symboliquement, le jour où le Rainbow Warrior définitivement coulé au nord de la Nouvelle-Zélande (le Monde International 13-14 décembre), le mouvement français, à son bureau français de l'animatrice, n'a plus été... néo-zélandaise, n'a plus été... recevoir de d'injures de la part de qui soutenaient son combat pour les baleines ou phoques, qui contribuent à des actions anti-françaises. Une déconfiture.

D'autre part, le coulage du Rainbow Warrior, le 10 juillet 1987, est survenu au moment où la branche française venait de connaître une crise majeure : huit membres du mouvement ont fondation d'un mouvement

dent appelé Robin Bois (juin 1985). Depuis lors, l'association Robin Bois n'a cessé de progresser, menant des actions « animalières » (le jobo pour les cachalots, l'ivoire végétal pour les éléphants). Elle vient d'inaugurer de nouveaux locaux à (1).

En revanche, Greenpeace n'avait plus de baraka. Au moment où le mouvement a lancé une grande campagne contre la pollution de la Seine avec son navire, le usage toxique de Tchernobyl, qui a complètement l'opération ! C'est le chant du cygne. Pris deux fois le mouvement des affaires majeures, le mouvement n'a plus qu'à disparaître. Nul doute qu'il ressurgira bientôt sous une nouvelle équipe.

R. C.

(1) 15, rue Ferdinand-Duval, Paris. Tél. : 48-04-09-36.

■ Nucléaire : fuite de césium en Argentine. - La centrale nucléaire d'Embalse-Rio-Tercero, en Argentine, qui a connu la fuite de plusieurs tonnes d'eau lourde de césium-137. C'est ce qu'a signalé, le 12 décembre, la Commission nationale de l'énergie atomique,

quant que le liquide dans lequel s'est déversé le césium-137 n'a pas de radioactivité ne représente qu'un millième de la contamination par les radionucléides par les premières qu'un tel incident ait annoncé en Argentine.

LES SECRETS DE LA MATIÈRE UN HORS SÉRIE SCIENCE VIE

QUI N'A PAS SON AIRBUS ? AEROSPATIALE: L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION. 72 COMPAGNIES DECOLLENT pour 72 compagnies clientes d'Airbus et pour 104 appareils sont déjà livrés ou en commande sur un programme complet du bi-réacteur court courrier au long courrier. Bi-réacteur possède des systèmes d'aide à la navigation uniques au monde. Les pilotes américains l'ont surnommé "petit génie". La plupart des grandes compagnies aériennes du monde n'ont pas résisté à la technologie d'Aérospatiale et de ses partenaires. Les plus réticents hésitent encore à dire pour combien de temps ?

Culture

OPÉRA

« Don Giovanni », par Strehler et Muti, à la Scala

Lumineuses obscurités

Ouverture de la saison milanaise. Le choc que l'on espérait. Giorgio Strehler dans les ténèbres et éclairé de sa pensée l'opéra impossible de Mozart, qu'il n'avait jamais monté. Riccardo Muti prend comme allié le silence et la violence. Qui est l'empereur, qui est le duc ?

« Trop noir », « trop dramatique ». Les appréciations de la critique italienne sur le Don Giovanni de Strehler et Muti n'ont pas été unanimes. Trop noir ? C'est vrai que la scène de la Scala est pendant des heures, une grande partie plongée dans l'obscurité (la première représentation, le 7 décembre, n'a pas pu, contrairement à la coutume, être télévisée).

Coup de génie, pourtant, que ce porche de ténèbres dans lequel la lumière monte de la fosse, noyant qui s'y aventurait, délimitant l'avant-scène un territoire réservé. Le héros, que l'on s'effraie, prend parfois le visage de s'en approcher. Les masques, les exterminateurs, s'en détachent pour accomplir leur rôle de sommation. La voix du Commandeur n'en sort jamais. Et quand Don Juan se précipite sous ses pieds, l'illusion est sublimement donnée de qu'il s'abîme dans les flammes toutes spirituelles de l'orchestre : pour l'instant, voyez la musique.

Vieux trucs de Strehler et de son Frigerio que le jour et l'ombre chinoise. C'est agité d'un procédé quand, par le rapport du clair et de l'obscur, la métaphysique se donne ? Des porches, des escaliers de villas palladiennes se découpent au bord de la chambre éclairée, la lumière y est légèrement voilée comme sur les tableaux de la Renaissance. L'expression des statues y prend une portée symbolique, la pièce des arènes semble avoir été choisie pour l'éternité. Et quand, après le duel initial, les feuilles mortes s'envoient sous les pieds de serviteurs affolés, elles font à peu près le même effet que ces

têtes de mort cachées dans le décor de certains flamands. Strehler, qui a tant aimé Mozart, des Nozze à Così, et de Flauto à l'Enlèvement, ne s'est pas encore attaqué à Don Giovanni. Il le fait aujourd'hui à la Scala, en homme de théâtre qui a de la timidité, en homme de théâtre qui a de la timidité, en homme de théâtre qui a de la timidité.

La musique à respecter. Mais parfois, semble nous dire Strehler, l'œuvre — cette œuvre-là en particulier — n'offre aucune prise au metteur en scène. Ni pulsion ni passion à laquelle s'agripper. Rien à faire jouer, rien à représenter. Rien que la musique à respecter. Et il ose que la musique soit, placée, ces moments sublimes où, placés, contre un second rideau de scène, presque entièrement plongés dans cette « ombre de la fosse » dont nous parlions, les chanteurs chantent comme pour eux-mêmes, il peu près sans bouger. Ainsi le premier grand air d'Otavio, (« Dalla sua pace »), coupé de la réalité par un immense silence, déboutant dans un incroyable pianissimo ; non seulement tolérable cette fois, mais sublime. Ainsi du

grand épisode du travestissement qui précède le dénouement : il est plus temps que chanter, les moules se sont arrêtées. A la mise en scène qui accepte de s'effacer et dit encore beaucoup quand elle semble se réduire à rien, correspond, miracle de cette production, une direction musicale capable des plus grandes violences et des nuances les plus éthérées. L'ouverture, disons-le, est un peu ratée, les terribles synopses laissent froid, les pas gonflés par un particulier. Muti réserve sur la scène cruciale de finale dans laquelle Muti, ailleurs implacable rythmicien, vient dangereusement en fonction des péripéties. Mais on serait étonné moins.

Tout le temps, le directeur de la Scala impose sa conception d'un Don Giovanni ultraromantique (plus de soixante-musiciens dans la fosse) et italien-militaires (les cuivres militaires comme dans Verdi, les timbres diffractés comme dans l'opéra vériste), maintient le suspense en écartant les temps et dynamiques : airs introspectifs au ralenti, certains ensembles accélérés à en perdre le souffle. Jusqu'à l'accompagnement au clavecin des récitatifs, qui rompt une fausse tradition des accords plaqués, installe l'harmonie d'une seule note d'un simple intervalle arpeggié à l'origine de son habitude neutralité une présence massive dans les dialogues. Car une action, en rondement menée, se dégage de toute beauté. C'est là que Strehler, à nouveau, affirme sa supériorité ; il comprend tout, mobiles avérés et arrière-pensées suggérées ; les tableaux s'enchaînent avec naturel, s'organisent autour d'un ruban visible. Comme ce qui se passe que Leporello passe au coup d'Elvire pendant l'air du catalogue et que l'on retrouve comme par hasard entre les deux de Don Giovanni, tout occupé au moment de Zerline.

Et puis, tous ces personnages épais, un passé. Celui de Don Giovanni et de son valet, socialement antagonistes, se font frères de lait, à passer dans les granges surchauffées, à culbuter les filles avec un peu plus que de la complaisance. Il peut s'empêcher de penser quand Leporello, pendant le « Fin ch'han dal vino », s'offre le genoux à son maître, qui même sur lui la séduction, le drapant de sa cape comme d'une jupe. Zerline n'est pas plus une coquette que Masetto une basse-bouffe. Il est charmant, aussi jeune qu'elle, bousculé, rossé, dépassé, jamais ridicule. Elle est la beauté même, et Juan fond sur elle pour l'arracher à son bonheur d'un geste convulsif d'affamé. De Zerline Masetto passe aussi du désir. Comme de Donna Anna à Ottavio, lui droit comme un i, elle parcourt d'émotions compliquées, sous deux clairement montrés comme des descendants de l'opéra seria ; cette mise en scène donne essentiellement à voir plusieurs plusieurs qualités de désir, dont celui d'Elvire, qui dissimule la baine.

Celui de Don Giovanni n'est pas vieillir, plutôt mourir. Ce qui lui donne ces airs d'adolescent luttant pour quinquagénaire, ses appétits incontrôlés, ces crises bizarres d'exaltation et d'angoisse, cette folie bien particulière : il se refuse tel qu'il est. Thomas Allen dont la voix n'a peut-être pas la même puissance, n'a peut-être pas la même solidité — a désirés — mais quelle anomalie ! — trouvaient d'acteur dignes du meilleur Gassman. Leporello (Claudio Desideri, voix curieusement teintée dans la grave d'accents très populaires de l'opéra) ressemblerait à Gene Hackman. Ann Murray et Edina Gruberova, la brune et la blonde, Elvire et Donna Anna, vocalement — et donc scéniquement — des difficultés. Restent le Don Ottavio presque parfait de Francisco Araiza, le Masetto si élégant du jeune Natalé de Carola, et la Zerline en tous points idéale de Suzanne Menten, qui n'est pas non plus une célébrité mais qui l'a le devenir sans tarder.

« Nabucco » à Jérusalem

« Une grande idée » : « l'une des plus grandes productions de l'histoire de l'opéra ». C'est l'histoire de l'opéra d'Israël en France, était lyrique pour présenter un événement musical qui devrait constituer l'événement musical de l'année. Celui-ci, qui fête son anniversaire à Jérusalem le 14 mai au festival de l'Etat hébreu, accueille l'opéra de Francoforte, Così, un nouveau spectacle de Béjart sur le thème du Dibbuk, les comédiens de Chaillot, les Misanthropes, l'Indiade, d'Ariane Mnouchkine, une dramatique musicale sur l'holocauste exécutée par Pinchas Zukerman, une création de John Cage, etc.

A. R.

MERCREDI

De quatre lasses. NATHALIE BAYÉ, CHRISTOPHE MALAVOY-PIERRE ARDITI. ANNE REY.

ON VIENT DE PASSER PAR SINGAPOUR EST. AEROSPATIALE: L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION. aerospatiale

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX
LES MUSICOMÉDIENS, Th. ...
LE LAVOIR, Th. Montfort ...
PARTITION INACHEVÉE POUR UN PLANO MÉCANIQUE, Th. ...

Les salles à Paris
ARCANE (43-38-19-70), Th. ...
ARTISTIC-ATHEVAINS, Th. ...
BATACLAN (47-00-30-12), Th. ...

Les opéras
OPÉRA-COMIQUE, Salle Favart ...
DAUNOU (42-61-69-14), Th. ...
EDGAR (43-20-45-11), Th. ...

Les concerts
CONCERTO KOLN (43-15-16-16), Th. ...
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES ...
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES ...

Théâtre de la main d'or (48-05-33-88), Th. ...
THÉÂTRE MIREVAL DE PARIS (43-33-00-00), Th. ...
TRISTAN-BERNARD (43-22-08-40), Th. ...

Théâtre de la main d'or (48-05-33-88), Th. ...
THÉÂTRE MIREVAL DE PARIS (43-33-00-00), Th. ...
TRISTAN-BERNARD (43-22-08-40), Th. ...

Les cafés-théâtres
AU BEC FIN (42-96-29-33), Th. ...
BLANCS-MANTEAUX (48-87-13-84), Th. ...
CAFÉ D'EDGAR (43-20-45-11), Th. ...

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All. v.a.), Gaumont Les Halles ...
LA CONFÉRENCE DE ...
LA BAMBOLA (A. v.a.), UGC Émirates ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

Lundi 14 décembre

cinéma

Le cinémathèque
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-34)
CENTRE GEORGES-POMPIDOU
Alfred (1975), de Liliane Halévy ...

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All. v.a.), Gaumont Les Halles ...
LA CONFÉRENCE DE ...
LA BAMBOLA (A. v.a.), UGC Émirates ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES FILMS NOUVEAUX

AVRIL BRISÉ, Film français de Loris Bégout ...
LA CONFÉRENCE DE ...
LA BAMBOLA (A. v.a.), UGC Émirates ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

NOYADE INTERDITE (Fr.), Forum Horizon ...
LA FAMILLE (Fr.-v.a.), Publicis ...
LE FILS DE BEVERLY HILLS 2 (A. v.a.), George V ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LA VIE PLANTÉE (Fr.-v.a.), Studio ...
LA PHOTO (Gr. v.a.), Racine Odéon ...
LA PHOTO (Gr. v.a.), Racine Odéon ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

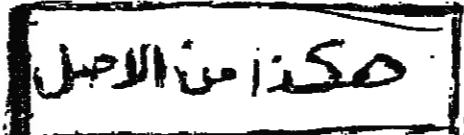
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...
LES MAÎTRES DE L'UNIVERS, Film américain de Gary Goddard ...

LE MONDE DIPLOMATIQUE lance une collection « MANIÈRE DE VOIR » rassemblant par thèmes ses principaux articles. CRISE ÉCONOMIQUE OU CRISE DE LA CULTURE ?

PARIS EN VISITES MARDI 15 DÉCEMBRE. « Cinq ans d'art espagnol », 10 heures, Petit Palais, dans le hall (Jeanne Angot).

EPO. Quelles autres d'identité. A l'occasion des fêtes de fin d'année, le Petit Marigny donnera des représentations supplémentaires de LA MENTEUSE les lundi 21 et 28 décembre à 21 heures et les vendredi 25 décembre et 1er janvier à 15 heures.



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi... Ne pas manquer de lire le Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 14 décembre

TF 1

20.30 Cinéma : Tension pénale. Film français de Philippe de Broca (1977). Avec Annie Girardot, Philippe Noiret...

A 2

20.30 Cinéma : Alexandre le bienheureux. Film français de Robert Bresson (1967). Avec Philippe Noiret, Françoise Brion...

FR 3

20.30 Cinéma : Comment rêver dans la vie quand on est com et pleurnichard. Film français de Michel Audiard...

UN DÉJEUNER D'AFFAIRES AUJOURD'HUI? DRUGSTORES PUBLICIS. Champs-Élysées-Malignon-Saint-Germain-des-Près De 9 h à 2 h, 7 JOURS SUR 7

(1974). Avec Jean Carmet, Stéphane Audran, Jean-Pierre Marielle... Concerto pour orchestre, de Bartok, par le Boston Symphony Orchestra...

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Le Clan de la course des ours. Film américain de Michael Chapman (1985). Avec Daryl Hannah...

Pamela Reed, James Remar, Thomas M. Waites, John Doolittle... 22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine Canal foot. 22.40 Les KO du Canal Plus...

LA 5

20.30 Cinéma : Bande de filles. Film américain de Robert Aldrich (1977). Avec Charles Durning, Lou Gossett Jr., Perry King...

M 6

20.30 Cinéma à la carte : 1er choix : Le congrès d'année. Film franco-germano-autrichien de Gábor Págyssy (1965)...

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. Le procès Pétain (2e partie). 21.30 Dramatique : Louis Jouvet, vaude de chambre du théâtre 1. Coppez et le Vinx Colombier ; la guerre 14-18...

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollo. Cocorot (en direct de l'Auditorium de la Radio suisse française de Lugano)...

Mardi 15 décembre

TF 1

16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Pastiche sur le 16. Mode, littérature, cinéma, théâtre... 17.50 Variétés : Les 3000...

A 2

16.45 Feuilleton : Ben Carver. 17.15 Récaré A 2. Barbaque : Bogue ; Bicoe comme une orange ; Les Campbells... 17.50 Flash d'informations...

FR 3

17.05 Feuilleton : Face aux Lancasters. (7e épisode). 17.30 Jeu : Assommoir pour l'ouverture. 17.35 Jeu : Géométrie du bateau disparu...

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : La Marche triomphale. Film italo-franco-allemand de (1975). Avec Franco Nero, Michèle Placido...

18.25 Dessin animé : Le plus. 18.30 Top 50. Présenté par Marc Toesca... 18.55 Starquest. Présenté par Alexandra Birkin...

LA 5

17.45 Dessin animé : Eski sauvage. 18.10 Série : Wonder Woman. Vol pour l'oubli. 19.00 Jeu : La porte magique...

M 6

17.45 Série : Daktari. Le diplomate apprivoisé. 18.00 Journal. 18.15 Cinéma : Les Cracks. Film français de Alexandre Joffé (1967)...

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. 21.30 Les groupes de presse et l'avenir de nos médias. 22.40 Nuits magiques. Le parfum d'une nuit de Noël. 0.05 Du Jour au lendemain...

FRANCE-MUSIQUE

20.15 Le Quatuor Cleveland. Quatuor à cordes n° 4 en ut mineur op. 18 n° 4. Quatuor à cordes n° 10 en ré majeur, op. 18 n° 3...

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4635. 1 2 3 4 5 6 7 8 9. Grid with numbers for crossword puzzle.

HORIZONTALLEMENT

I. Des spécialistes pour les petites opérations. II. Un peu plus. III. Le montail à la... Dans une proposition négative. Un mot... dire qu'on n'a rien inventé...

VERTICALEMENT

1. Une bataille dont on a fait tout un plat. 2. Où il y a de jolis bouquets. 3. Tranche de melon. Un historien de la littérature. Vieille ville. 4. Pourvu. Un peu de neige...

Solution du problème n° 4634

Horizontalement: 1. Infirmerie. Atré. II. Mar... Jean. Asa. III. Pus. Vn. Spéon... IV. Ostréiculteur...

VERTICALEMENT

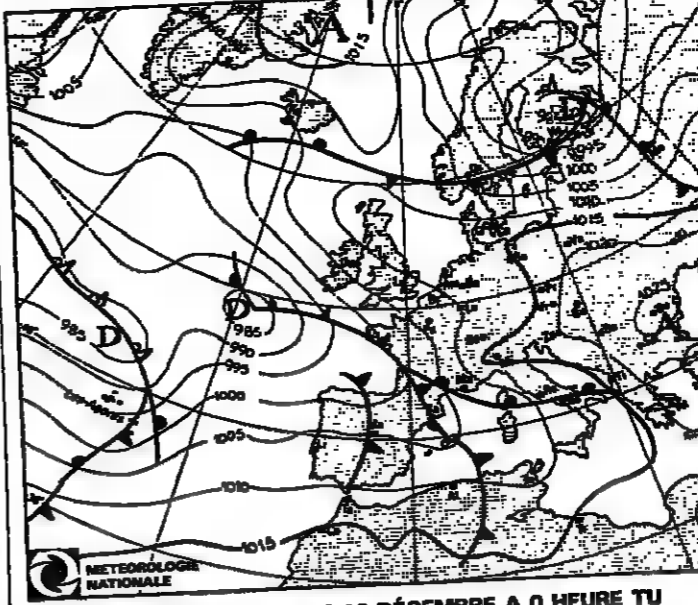
1. Importune. Névés. 2. Naus... baubond. Cime. 3. Fret. Ebauch... 4. It. Rai. Rio. Et. 5. Réveille-matin... 6. Manille. Era... 7. Eu. Ce. Vou. Tas. 8. Sur... four. Entra. 9. Implorer. En. Eau... 10. Etra. Lentes. 11. Ace... Miettes. Aa. 12. Astuce. Otomi... 13. Terrier. Trépid. 14. Oies. Et... 15. ... Eua.

AGIR dans les pays en voie de développement

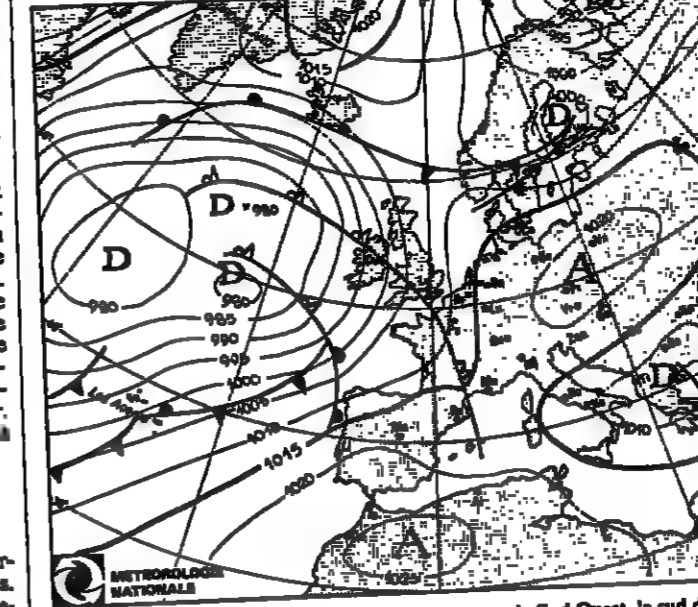
AGIR dans les pays en voie de développement et en France. L'Association générale des intervenants retraités pour des actions bénévoles de coopération et de développement (AGIR)...

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 DÉCEMBRE 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 16 DÉCEMBRE À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France

Entre le lundi 14 décembre à 0 h TU et le mardi 15 décembre à 24 h TU. Avec l'arrivée d'un air doux et humide venu d'Espagne, le temps va progressivement vers l'éclaircie... Sur la Corse, il faudra encore craindre l'averse le matin...

LEGENDE. Symbols for sun, clouds, rain, snow, fog, etc. TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 13-12 à 6 heures TU et le 14-12-1987 à 6 heures TU.

Table with columns for location, max temperature, min temperature, and observed conditions. Rows include Paris, Lyon, Marseille, etc.

ÉPOQUE. Revue trimestrielle d'analyse critique des phénomènes sociaux contemporains n° 3, octobre 1987. Querelles autour d'une carte d'identité de la France. Le débat sur la nationalité, l'origine de la nation française, 1917 à la mémoire du PCF, Alain Finkielkraut et la culture.

Picard. Parade. La servitude automatique sans ciel. Un code que vous choisissez vous-même... Abonnements : 1 an (5 numéros) : 150 F - 100 F (étudiant)

DRUGSTORES PUBLICIS. Champs-Élysées-Malignon-Saint-Germain-des-Près. De 9 h à 2 h, 7 JOURS SUR 7.

Education

N'ayant pas réussi à entraîner leurs troupes les étudiants observeront la trêve des confiseurs

Quatre « coordinations nationales », une à Paris et une dans chaque province, ont organisé de nouvelles manifestations de rétrograde, le 10 décembre, entre le ministre de l'Éducation nationale, Jacques Valade, et les responsables de l'enseignement supérieur, M. Jacques Valade, et les principaux syndicats étudiants : en un mot, les responsables les plus militants du monde étudiant n'ont pas réussi à obtenir ce qu'ils demandent, à savoir un droit de veto sur l'orientation de la politique ministérielle.

Lors de ses réunions avec les syndicats étudiants, il est toujours apparu toujours une impression de désaccord. Une impression partagée par les responsables du Collectif des étudiants Universitaires de France (CEUF) et par ceux de l'UNEF-Indépendante et démocratique (proche des socialistes). Pour M. Michel Houdou, le nouveau président du CEUF, « le ministre n'a pas donné de réponse satisfaisante et a renvoyé à plus tard la question d'une loi sur l'enseignement supérieur après l'élection présidentielle ».

Il n'est pas évident que les questions de la Fédération Léo-Lagrange, président de l'UNEF-IO, le ministre « n'a manifesté aucune volonté politique de développement des universités, il n'est prêt qu'à constater des faits pour éviter l'explosion ». M. Valade avait répété à deux reprises : « Il ne faut pas anticiper, il faut adapter ». Quant à l'éventualité d'une loi-programme, évoquée à plusieurs reprises par le premier ministre, M. Valade s'est estimé que « on ne pourrait de toute façon l'adopter avant l'élection présidentielle ».

G. C.

La Fédération Léo-Lagrange se mobilise contre l'illettrisme

LILLE
Notre correspondant

Ensemble, nous avons les exclusions. Au terme de son seizième congrès, qui s'est tenu les 12 et 13 décembre à Lille, en présence de M. Daniel Mitterrand et de M. Pierre Mauroy, la Fédération nationale Léo-Lagrange a décidé de faire de la lutte contre l'illettrisme sa « priorité nationale ». Forte de ses quatre-vingt-cinq mille adhérents répartis dans plus de cinq cents clubs ou associations, elle entend mobiliser tout son potentiel sur cette tâche, et a pour vocation première d'éliminer le « déficit de culture populaire ».

regrettait M. François Mitterrand dans un message adressé en vidéo aux deux mille congressistes. Or ces sont les idées qu'ils recouvrent et ont toujours été aussi nécessaires que qu'aujourd'hui. C'est en période de crise qu'il faut davantage de solidarité pour contraindre une société qui refuse d'écrire les faibles.

Cinq millions de Français sont illettrés, c'est-à-dire « incapables de comprendre un texte simple et bref en rapport avec leur vie quotidienne », selon la définition qu'en donne l'UNESCO (le Monde du 29 octobre). Pour leur venir en aide, la Fédération Léo-Lagrange va donc à tout le pays un dispositif mis en place depuis la rentrée dans les régions du Centre et de Haute et Basse-Normandie. Son objectif est de tisser un réseau local de solidarité entre les clubs et les autres », explique M. Georges Texier, responsable de cette campagne. Cette opération « CLE », « Compter, lire et écrire », repose sur trois axes : les centres CLE, lieux de formation et de réflexion pour les formateurs ; les relais CLE, chargés de repérer et d'orienter les personnes en situation d'illettrisme ; les « points CLE », qui assurent l'apprentissage personnel.

Plusieurs élus et responsables politiques ont apporté leur contribution à ces travaux. Des personnalités du socialisme — dont la Fédération Léo-Lagrange est très proche — comme François Gaspard, député, ou M. Michel Delabarre, député, ancien ministre, ont travaillé, qui a souligné la nécessité d'un « service minimum d'insertion » et suggéré qu'une heure de lecture soit consacrée chaque matin à ce travail de lutte contre l'illettrisme. Des membres de l'actuelle majorité aussi, comme M. François Bayrou, député CDS, président du groupe parlementaire CDS à l'Assemblée nationale, par un message de quatre pages, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi.

Mais le consensus se limite au fait que le mieux est de ne pas s'agiter des moyens à mettre en œuvre : M. Jack Lang et Bernard Derozier, président national de la Fédération, ont bien montré, le premier en dénonçant le « hiatus entre le discours et les faits », le second en condamnant les « erreurs opérées par les associations dans l'aide aux associations ».

JEAN-RENÉ LORE.

JOURNAL OFFICIEL

Publié le Journal officiel du samedi 12 décembre 1987 :

UN DÉCRET

Le 10 décembre 1987 autorisant l'acquisition par l'Etat et la cession par Usinor de la société Usinor-Saciilor.

DES ARRÊTÉS

De 7 décembre 1987 relatifs aux périodes d'ouverture de la pêche de la truite de mer et de la salmone durant l'année 1988.

DES LISTES

Des listes ayant obtenu le diplôme d'ingénieur des techniques agricoles de l'École nationale d'ingénieurs des travaux agricoles de Bordeaux.

Des listes ayant obtenu le diplôme d'ingénieur des techniques horticoles de l'École nationale d'ingénieurs des travaux agricoles (option horticulture) d'Angers.

Des listes ayant obtenu le diplôme de l'École des hautes études commerciales du Nord, de Lille, en 1986.

Est publiée au Journal officiel du dimanche 13 décembre 1987 :

UNE DÉCISION

De 11 septembre 1987 de la commission créée par l'article 24 de la loi du 13 juillet 1985 modifiée relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-auteurs, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes, et des entreprises de production de ces œuvres.

Le Carnet du Monde

Naissances

M. Olivier VASSEROY et Madame, née Françoise Defendral, et Caroline, ont l'honneur d'annoncer la naissance de leur fille
Agnès
Marcelle, le 30 novembre 1987.
Professeur au Var, 83200 Toulon.

M. Pierre de FRAÏSSINI et Madame, née Pascale Beaud, ont l'honneur d'annoncer la naissance de leur fille
Agnès-Soledad.
Châtillon-sur-Marne, le 26 novembre 1987.

M. Yves HECK et Madame, née Sandra Propper, ont l'honneur d'annoncer la naissance de leur fils
Sébastien.
Paris, le 26 novembre 1987.

Chère et Laurent GRELSAMER, Jean-David et Françoise, ont l'honneur d'annoncer la naissance de leur fille
Tristane.
Paris, le 7 décembre 1987.

Mariages

M. et Mme Louis ARNAULD de PRANEUF, M. Jean BEAUBAIS, ont la joie de faire part du mariage de leur fille
Béatrice
ARNAULD de PRANEUF
Jean-Marie BEAUBAIS,
célébré le 3 décembre 1987, en l'église de Saint-Lambert-d'Armentières.

M. et Mme Louis ARNAULD de PRANEUF, M. Jean BEAUBAIS, ont l'honneur d'annoncer la mort de leur fils
Jean BOUVIER,
leur président honoraire, professeur de mathématiques.
Paris-14, le 2 décembre 1987.
(Le Monde du 12 décembre.)

Décès

Les professeurs d'histoire-géographie de la région de l'Île-de-France, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur collègue
Jean BOUVIER,
leur président honoraire, professeur de mathématiques.
Paris-14, le 2 décembre 1987.
(Le Monde du 12 décembre.)

M. Arthur DEMONT, son épouse, M. et Mme Paul Demont, M. et Mme Michel Demont, M. et Mme Bruno Demont, M. et Mme Marc Doggio, Mme Véronique Demont, ses enfants, Vincent, Delphine, Philippe, Pierre, Coralie, Édouard, Tiphaine, Sébastien, et Anne-Christine, ont l'honneur d'annoncer la mort de leur fils
M. Arthur DEMONT.
Le service d'adieu sera célébré le mardi 15 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne du Mont, Paris-5.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 15 h 30, au cimetière de Montigny-sous-Arrouaise (Aisne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer la mort de
M. Hyacinthe François DONDAINE, dominicain,
survécu le 16 novembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, et de son frère le
Père Antoine DONDAINE, dominicain,
survécu le 2 décembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

De la part
Du Père provincial des dominicains de la province de France,
Des Pères gardien et prieur
Et des religieux franciscains et dominicains de Grottaferrata,
De M. l'abbé Arsène Dondaine,
De M. Jeanne Marion
Et de leur famille.
Via Vecchia-di-Martin, 28,
1.00046 Grottaferrata (Italie).

Le monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

M. Marc MAQUERLOT, son épouse, M. et Mme Jean-Pierre Maquerlot, Le docteur et Mme Michel Maquerlot, Lucie, Denis et François, ses enfants et petits-enfants, Toute la famille
Et ses amis
ont l'honneur d'annoncer la décès de leur fils
M. Marc MAQUERLOT,
professeur honoraire au lycée de Béthune, croix de guerre 1939-1945, officier des Palmes académiques,
à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obèques religieuses ont été célébrées vendredi 11 décembre 1987, dans l'intimité familiale.
216, boulevard Kitchener, 62400 Béthune.
28, rue des Moettes, 76130 Mézi-Saint-Aignan.
« Le Vieux-Port », Hazebrouck, 62340 Grulon.

Le Père Charles MASSARI, maître brasseur de Saint-Lambert-des-Bois (Yvelines), a quitté ce monde le samedi 12 décembre 1987, dans la soixante-dixième année de son âge, la cinquantaine de sa profession monastique et le cinquantenaire de son mariage.

Fidèle en Dieu d'amour, père, fils et Esprit saint l'accueillit dans sa gloire.
Les obèques auront lieu en l'église de Saint-Lambert-des-Bois, le mercredi 16 décembre 1987, à 15 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Le 10 décembre 1987
Suzanne RIBES, née Marie-Christine, a quitté cette terre à l'âge de vingt-huit ans dans la sérénité, emportant de son enfance et de ses petits-enfants.

Paula et Michel Bannier, François Ribes, Anne et Jean-Paul Ribes, Laurence et Anne Bannier, Adrien et Jules Ribes, ont la tristesse d'annoncer la mort de leur fils
Jean BOUVIER,
leur président honoraire, professeur de mathématiques.
Paris-14, le 2 décembre 1987.
(Le Monde du 12 décembre.)

Une messe sera célébrée le samedi 19 décembre, à 10 h 30, en la chapelle des Filles-de-la-Charité, 9, rue Clér, 75007 Paris.

24, rue de la Gloire, 75013 Paris, 99, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris, Château du Haguenon, 78380 Mantes.
Remerciements
La famille Roszank, profondément sensible aux très nombreux et affectueux témoignages de sympathie, à l'occasion du décès de

M. Maurice HESNAULT, né Marie-Joseph Fort, tient à remercier tous ceux qui se sont associés à sa peine.

Le monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Salin-les-Bains (Jura).
Très touchés par les témoignages de sympathie de l'ami et de l'élève, nous avons l'honneur d'annoncer la mort de leur fils
Pierre ROBBE,
M. Roger Robbe, sa mère,
Et ses familles
adressent leurs remerciements émus à ceux qui, si nombreux, se sont associés à leur profonde peine.
Les Frères Cantoux,
Chemin de la Plaine,
39110 Salin-les-Bains.

Anniversaires
à Paris, le 15 décembre 1986,
Jean BLANCARD,
nous quitte.
Il avait trente-cinq ans. Nous l'aimons éperdument et il nous manque. Tous ses amis, sa mère, son frère, sa sœur et sa famille se souviennent de lui.
« Vie à vie de nos morts, nous avons un devoir permanent d'hospitalité »
Gilles Barbodetti.

Il y a dix ans, le 15 décembre 1977, disparaissait
Robert COULON.
Son souvenir demeure vivant dans le cœur de tous ceux qui l'ont approché.

Entraide
A l'approche de Noël, pensons à ceux qui ont faim. Comme chaque année, les bénévoles missionnaires de l'association (Jude du Sud) rappellent qu'ils ont de plus en plus de difficultés pour assurer le ritz quotidien de tous les enfants de leurs écoles-orphelins. Le prix des denrées de première nécessité monte en flèche, surtout cette année après la déflation totale de la monnaie. 150 francs seraient, à l'heure actuelle, une aide déjà efficace pour acheter un change un enfant pendant un mois. L'association (loi 1901) PREMDAN reçoit avec reconnaissance tous les dons de 67, rue Raymond-Lossonard, 75014 Paris. CCP Paris 22 275 91 A.

Semaine de la bonté
Case n° 56. — Cette jeune femme vit seule avec son plus jeune fils, âgé de trois ans, dans un caravane vétuste et trop petite. Le fils s'est, vingt-trois ans, est resté hémiplégique à la suite d'un grave accident et ne peut rien faire sans l'aide d'une tierce personne. Il séjourne depuis six mois dans un établissement spécialisé et manifeste maintenant une opposition violente à toute structure hospitalière. L'équipe médicale qui l'a en charge estime indispensable de le replacer en milieu familial. Mais il faudrait, pour cela, une autre caravane, car un logement locatif est exclu. Un plan établi par le Service social a permis de recueillir la presque-totalité du coût (d'occasion) du véhicule mais il manque encore

3 000 F
* Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81.

CAMPUS

Chimistes trilingues

POUR faire l'Europe, il faut se connaître et se comprendre — et donc maîtriser les nationalités et les langues. Appliquant ce principe à la chimie, l'école européenne des hautes études des industries chimiques de Strasbourg, a pour objectif de fournir à l'industrie européenne des cadres trilingues français ou étrangers aptes à occuper des postes à hautes responsabilités, et à internationaliser son recrutement et son enseignement.

La promotion de soixante étudiants entrés cette année compte onze Allemands et trois Irlandais, recrutés sur titres dans leur université d'origine, puis des enseignants de l'école. En 1992, un tiers des diplômés doivent venir de pays de la Communauté autres que la France, la proportion pouvant être portée, à plus long terme, à la moitié. En première année, un tiers des cours sont donnés en anglais et en allemand. En troisième, les cours français sont tous les enseignements dans ces deux langues. Au concours d'entrée, les candidats français doivent avoir au moins douze dans la langue de leur choix (anglais ou allemand). L'enseignement est donné par des enseignants de l'école (bilingues) ou étrangers.

Créé en 1919, cet établissement, qui est rattaché depuis 1968 à l'université de Strasbourg-I, a pour sa dénomination « l'école européenne » en 1973.

Rappelons que HEC a créé en 1986 une filière de formation de « cadres internationaux » entièrement en anglais « HEC International Track », qui accueillera en 1988 les premiers diplômés. Les professeurs ont une première expérience d'expérience, vendredi 18 décembre.

F.-G.

HEICS, 1, rue de la République, BP 100, 67000 Strasbourg. Tél. : 88-61-78-82. HEC, Jouy-en-Josas. Tél. : 22-62-00-00.

Ecole d'audiovisuel
L'École supérieure de l'audiovisuel, qui forme, en plus du baccalauréat, des techniciens de l'audiovisuel, recrute désormais sur concours.
Celui-ci comprend un concours personnel et oral : présentation, son, photo ou scénario, une épreuve écrite et une épreuve pratique de culture générale. Inscriptions du 2 mars au 15 juin.
Une journée « portes ouvertes » sera organisée le 3 mars.
Scolarité : 22 millions par an.
ESRA, 137, avenue de la République, 75015 Paris. Tél. : 48-54-56-58.

Option « entrepreneurs » à l'ISC
L'Institut supérieur du commerce de Lille a créé une nouvelle option « entrepreneurs » qui vise à préparer à la création d'une entreprise (gestion de projet, marketing, franchising, finance, stratégie...).
ISC, 12, boulevard de Fort-de-France, 75017 Paris. Tél. : 42-70-34-21.

Le Japon Sciences-Po
L'Association Japon-Chine des Sciences Po de Paris organise jusqu'au 13 décembre une exposition de photos sur le Japon.
Entrée libre.
JEP, 27, rue de Valenciennes, 75019 Paris.

Est publiée au Journal officiel du dimanche 13 décembre 1987 :

UNE DÉCISION

De 11 septembre 1987 de la commission créée par l'article 24 de la loi du 13 juillet 1985 modifiée relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-auteurs, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes, et des entreprises de production de ces œuvres.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.
Tous les abonnements... 60 F
Abonnés (avec justificatif)... 80 F
Communications diverses... 72 F
Insertion minimum 10 lignes (dont 2 lignes de titre). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lettres.
Prix : 12,00 F

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions, peuvent joindre à leur carnet « Le Monde » un hors-série de dernière bande pour justifier de cette qualité.

LES SECRETS DE LA MATIÈRE

UN HORS SÉRIE SCIENCE VIE

天 Parlez donc JAPONAIS ! 天
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
VICTOR-CONSILIAIR, PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



ATTACHE DE PRESSE

Où, sans devin, on peut le ciel et l'Europe.

Une même volonté a conduit 25 gouvernements à unir leurs efforts dans le domaine spatial. Fruit de cette coopération, l'organisation EUTELSAT ouvre une ère nouvelle pour exploiter et mettre un système européen de télécommunications par satellite.

Objectif à l'horizon 1990 : le lancement d'une deuxième génération de satellites dont quatre unités sont déjà en construction à l'avenir, l'affaire d'aujourd'hui.

Gerant de l'image institutionnelle d'EUTELSAT, vous préparez les communiqués de presse, articles, publicités rédactionnelles et procédez à l'analyse qualitative et quantitative des parutions sur une couverture médiatique européenne.

Organisateur de contacts, vous gérez les relations avec les journalistes, les responsables médias et les attachés de presse.

Organisateur, vous participez à l'élaboration des plans d'action de notre communication avec les médias qu'à la création d'événements : conférences, expositions.

Parfaitement bilingue anglais-français, vous maîtrisez ces deux langues et avez une expérience d'au moins 5 ans en fonction.

Rédacteur de talent et proche des milieux scientifiques et industriels, aujourd'hui vous souhaitez rejoindre une organisation européenne de haute technologie.

Pour ce poste basé à Paris-Montparnasse, envoyez votre dossier complet de candidature au Responsable de la Division du Personnel - EUTELSAT - 25 av. du Maréchal Juin - 75755 PARIS 15 (France).

EUTELSAT

CRÉDIT AGRICOLE

DIRECTEUR GENERAL



3 Caisses Régionales du Crédit Agricole, en bordure de la Méditerranée, ont décidé de s'unir pour développer en commun leur système d'information.

Elles recherchent pour prendre la Direction Générale du GIE constitué entre les 3 Caisses, un cadre de haut niveau ayant les capacités nécessaires au management d'une équipe commune, sachant faire preuve d'autorité et capable d'assurer la coordination entre les équipes de développement.

Il aura pour missions essentielles d'assurer le développement coordonné des nouveaux chantiers (système d'information, système de télétraitement agence, centre vidéotex, centre monétique) d'assurer la mise en œuvre au niveau des trois sites, et de mettre en place toutes les procédures de maintenance. Il aura enfin à favoriser la migration convergente des trois services études des 3 Caisses Régionales (évolution cohérente des matériels, système d'exploitation et système d'information unique).

Une expérience bancaire serait appréciée.

Adressez votre candidature, C.V. et photo à Monsieur Jacques MASSEBEUF, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Midi - BP 4 - MAURIN - 34970 LATTES.

CHARGEURS S.A.
CHARGEURS TEXTILE

fait partie de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports. CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales Chargeurs Reunis, Paquet, UTA, Spontex, Causse-Walton.

Recherche 2 directeurs du personnel

- L'un pour sa Division ENTOILAGE (5 sites industriels en Europe et 5 sites commerciaux en Europe et Extrême Orient) qui sera basé à PERONNE ou à LILLE.
- L'autre pour sa Division ACTIVITES DELCER (6 sites industriels en France) qui sera basé à ST QUENTIN.

Les candidats retenus auront au moins 15 ans d'expérience dans la fonction dont ils exerceront la totalité. Ils relèveront hiérarchiquement du Directeur Général de la Division et fonctionneront du Directeur du Personnel de CHARGEURS TEXTILE basé à PARIS. La connaissance de l'anglais est indispensable pour le premier poste et serait appréciée pour le second. La connaissance de l'allemand constituerait un plus indiscutable pour les deux postes. Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat. L'évolution de carrière est prévue au sein de CHARGEURS TEXTILE et/ou des autres Sociétés de CHARGEURS S.A. Adressez lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à : CHARGEURS TEXTILE - 3, boulevard - 75008 PARIS.

Chef de produit
un véritable marketing opérationnel... un tremplin pour l'avenir

Une importante filiale d'un Groupe Alimentaire Français de premier plan, marques connues et renommée internationale, aborde une nouvelle phase de développement et recherche un **Chef de produit motivé et créatif** qui participe à la réussite des nouveaux objectifs de sa Direction Marketing.

Son profil : HEC, ESSEC, ESCP... il devra disposer d'une première expérience réussie de 3 à 5 ans acquise dans les produits de grande consommation ou d'un groupe performant (alimentaire de préférence).

Sa mission : Intégré dans une structure légère et dynamique, il participera :
- à la définition des axes de développement de marques dont il aura la charge,
- ou positionnement à la mise en œuvre sur le terrain des nouveaux produits.

Il aura la gestion du budget publicitaire et promotionnel de ces produits. Il sera responsable, fortement responsable, qui s'inscrit dans le cadre d'une politique générale fondamentalement prospective et innovatrice.

Il aura de larges perspectives d'avenir existant dans la société et le groupe pour un candidat créatif et rigoureux, capable d'amener une véritable contribution personnelle.

Poste à temps plein
Ecrire sous réf. 47 A - 7 M
Discrétion absolue



Filiale pétrochimique d'un groupe pétrolier international recherche

Ingénieur grande école négociations produits pétrochimiques ou pétroliers

chargé d'assister le Directeur de la production, des ventes et des achats de produits pétrochimiques et pétroliers.

Ce poste conviendrait à un candidat motivé par la négociation, ayant 5 ans d'expérience minimum dans le domaine de la pétrochimie et/ou du pétrole.

Il sera étroitement associé à la production, aux ventes et aux achats, tant sur le plan national qu'international.

Il devra régler les problèmes de logistique et de facturation de ses activités. Anglais indispensable.

Une expérience de production et une bonne pratique de la micro-informatique seront appréciées.

Ce poste, qui offre de nombreuses possibilités d'évolution de carrière, se situe à Paris.

Ecrire sous réf. 44 A B10-7M
Discrétion absolue



INSTITUT FRANÇAIS DE DEMOSCOPIE

RECHERCHE POUR LES ACTIVITÉS EN PLEINE ACTIVITÉ DEUX :

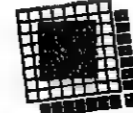
Chargés d'études

Grandes enquêtes statistiques
Des études supérieures complétées par une formation statistique de type ENSAE, ISUP, ESSEC et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans permettront aujourd'hui de prendre des responsabilités d'animation et d'encadrement d'une équipe.

Etudes industrielles et télécommunications
- un minimum de 2 à 3 ans d'expérience dans un institut ou un service d'études
- une aptitude commerciale vous donneront l'acquis nécessaire pour réaliser des études sur les marchés de télécommunication, informatique, bureautique... Vous intervenez dans un contexte national, mais aussi international, ce qui exige de vous la pratique courante de l'anglais.

Ces postes à pourvoir à Paris, offrent de bonnes perspectives d'évolution dans un environnement vivant et stimulant.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature à Madame Gauthier, Institut Français de Démoscopie - 26, rue de Chambéry 75015 Paris.



DEMOSCOPIE

Chef du Service Juridique

Entreprise B.T.P. diversifiée et en expansion (2.500 personnes, nombreuses filiales), nous recherchons notre **Chef du Service Juridique**.

Dépendant directement de la Direction Générale, vous aurez la charge de l'ensemble des problèmes juridiques du Groupe : contrats, contentieux, acquisitions, cessions, propriété industrielle...

De formation supérieure, vous avez une expérience de 8 années ou plus, acquise dans une entreprise industrielle à un poste semblable.

Un diplôme de cycle court en Affaires sera apprécié.

Vous devrez imposer votre autorité à l'intérieur du Groupe, qu'à l'extérieur nos différents partenaires et conseils. Vos compétences mais aussi un sens relationnel vous y aideront.

basé à PARIS.

Ecrire sous réf. 700-M à AL CONSEIL, 35, rue de Naples, PARIS.



AL conseil

صكنا من الاحول

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉVOLUANT DANS LES DOMAINES DE HAUTE TECHNOLOGIE, RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL :

JEUNES COMMERCIAUX EXPORT (H/F)

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ECP ou double formation), ils auront prouvé leurs talents commerciaux au cours d'une expérience (2 à 5 ans) de la vente de biens d'équipements à l'export, ou dans un poste d'exporteur.
Outre la maîtrise de l'anglais, celle de l'italien et/ou de l'espagnol sera nécessaire au poste. Leur mission consistera à animer, gérer et développer le réseau de distribution d'une société géographique importante. Leur esprit d'initiative, leur autonomie ainsi que leurs qualités relationnelles devraient leur permettre d'évoluer, à terme, vers une responsabilité plus large à l'étranger.
Basés à Paris, ils seront disponibles pour de fréquents déplacements.
Merci de nous faire part de vos ambitions en adressant CV + photo + prétentions aux références EXM à notre Bureau qui transmettra :

PUBLI-MARKETING
156, boulevard Haussmann - 75001 PARIS

Directeur général

Une entreprise de ventes d'équipements industriels (300 personnes) recherche son Directeur Général.

La formation ECP, AM, HEC, minimum 45 ans, il aura déjà l'expérience de la direction générale d'une société, expérience qui lui aura donné des solides compétences dans les domaines financier, marketing et animation des hommes.

Poste à Paris.

Ecrire sous référence 8421 à RESSOURCES CONSEIL, 1, rue Falguière 75015 Paris.



Proche banlieue Sud...
l'instrumentation pour le contrôle
des propriétés mécaniques et physiques des matériaux

Division d'un Groupe renommée internationale, nous recherchons en France des ingénieurs expérimentés en matière de contrôle des matériaux pour le marché à l'exportation. Un renfort sera encadré techniquement et administrativement.

Ingénieur chef du B.E. mécanique

Ingénieur généraliste de formation AM, INSA ou équivalent, vous avez une bonne connaissance du contrôle des caractéristiques mécaniques et physiques des matériaux : traction, compression, flexion... Extensométrie et dilatométrie sont pour vous des outils maîtrisés.
Vous dépendrez du Directeur des Etudes et animerez l'activité d'une petite équipe de techniciens en relation harmonieuse avec les ingénieurs et les informaticiens du service études et développement.
Vous serez l'interlocuteur privilégié des clients exigeants, des chercheurs, des laboratoires universitaires ou industriels. Vous coordonnerez les travaux du communicateur adéquat.
Dans une optique délibérément européenne, la connaissance de l'anglais sera très appréciée.
Merci de nous adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo), sous réf. L/ETU/M, à notre Bureau Alain CHABANE.

Raymond Poucin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

DSM France Filiale française de l'un des premiers groupes européens de l'industrie chimique, cette société commerciale et distributrice de nombreux produits pétrochimiques, grands intermédiaires et de chimie fine. Elle recherche pour sa division Produits Chimiques :

INGENIEUR COMMERCIAL

Chimie fine et spécialités

Il est chargé de l'optimisation et du développement commercial de produits de spécialités et de chimie fine. Il travaille en interface avec les directions marketing-développement afin de répondre et de s'adapter aux besoins spécifiques d'une clientèle industrielle et de distributeurs.

Nous souhaitons confier ce poste à un candidat (28 ans minimum) possédant une formation adaptée (ingénieur ou technicien chimiste) ayant acquis une expérience commerciale significative dans le domaine concerné. Pour réussir dans cette fonction, la maîtrise de la langue anglaise est requise.
Le poste est basé à Paris avec, bien évidemment, des déplacements en France (et aux Pays Bas) qui seront dictés par les impératifs commerciaux et techniques (véhicule de fonction). Les conditions offertes ainsi que les perspectives au sein du groupe sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci de nous adresser votre CV complet, photo et rémunération souhaitée sous référence M/142 J :

EGOR S.A.

6, rue de Bercy - 75008 PARIS

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



Priorité aux ressources humaines !

Formation supérieure, vous avez aujourd'hui une expérience de 5 ans dans la gestion des Ressources Humaines, qui vous a notamment familiarisé(e) avec le milieu industriel.

Vous avez fait preuve de votre capacité à prendre des initiatives et à apporter une grande aisance relationnelle.

Devenez le responsable de la Gestion des Ressources Humaines pour une usine d'Evry (environ 450 personnes) !

Nous vous confierons les actions destinées à valoriser les Ressources Humaines et à renforcer la motivation du personnel sur le site.

Après du Directeur de l'établissement, vous serez particulièrement chargé :

- mettre en forme et de diffuser l'information propre au site, permettant à chacun de comprendre le sens des actions engagées et les objectifs visés.

site, permettant à chacun de comprendre le sens des actions engagées et les objectifs visés.

- promouvoir les actions de formation visant à maintenir et améliorer le professionnalisme dans nos ateliers compte tenu de l'évolution rapide de nos métiers.

Ce poste passionnant, au sein d'une société très attachée aux Ressources Humaines, vous permettra de donner la pleine mesure de vos compétences.

Nous vous remercions de faire part de vos motivations à notre Bureau CV + prétentions sous référence RH MO 87, NBF - BP 91003 EVRY CEDEX.



L'information, votre passion. Pour vous, un poste de manager.

Une recherche d'information financière. Au départ destinée aux professionnels de la gestion du patrimoine, progressivement elle s'ouvrira à un public plus large. Profonde évolution aussi côté supports : de l'édition de dossiers, guides, mémentos, à la télématique. Associés à un groupe vedette du marché, nous avons le vent en poupe des investisseurs et demandeurs, une avance conceptuelle et technologique. C'est le moment de passer à l'action !

Comme nous, vous êtes un goût «chromosomique» pour l'information limpide, complète, vivante. Vous partagez la conception innovatrice et organisée que nous avons de ce métier. Vous avez des compétences en matière juridique, fiscale, de dialogue abstrait, des informaticiens. Vous recherchez une situation en croissance rapide. Devenez le responsable de notre base de données, l'entité vitale qui se trouve au cœur de nos projets.

Notre mission ? Animer une équipe d'analyses documentaires, appréhender les besoins des clients, collecter les informations appropriées, les valider et les structurer pour aboutir à des produits rigoureux, impeccablement présentés et de fait séduisants. Une démarche plus marketing qu'encyclopédique, qui implique une intelligence des marchés et de questions étudiées. Vite, une lettre de référence 734 M aux consultants du Cabinet SIRCA en charge de cette recherche, 64, rue La Boétie - 75008 Paris.



Paris-Lyon-Madrid

UN PARCOURS D'AVANCE À LA BANQUE POPULAIRE

LE DEFI D'UN PATRON

NOTRE NUMÉRO 16 (1) 48 78 99 88

Fort d'une expérience bancaire d'environ 5 ans en tant que responsable d'agence, vous êtes prêt à prendre la tête d'une agence d'une dizaine de personnes située dans une région très agréable.
Plusieurs bureaux, un matériel automatique, une responsabilité

et ressources : voilà ce que nous vous offrons : une formation supérieure, l'esprit de développement, le sens de l'analyse et une bonne dose d'adrenaline : vous serez manager sur le terrain et gagner sur le terrain. POUR répondre, appelez "Notre Numéro" du lundi au vendredi de 9 h à 19 h écoutez sous réf. LMS, Eric Hauswirth, Chambre Syndicale des Banques Populaires - 131, avenue Wagram 75017 Paris.

BANQUE POPULAIRE
UNE BANQUE MODERNE EN FRANCE.

Organisme de Formation Professionnelle Recherche
**INTERVENANTS
et FORMATEURS
TOURISME - LOISIRS**

Contrats à durée déterminée ou indéterminée à pourvoir dans l'est, en région parisienne et littorale. Collège professionnel dans le secteur touristique hôtelier. Adr. c.v. à M. YASSO-CPTA, BP 166, 83330 Neully-sur-Mer tel. 04 90 87 66 66 fax 04 90 87 66 00.

**LIBRAIRIE SPÉCIALISÉE
SCIENCES HUMAINES**

chercheur

VENDEUR(SE)

pour magasin 10^e année

Formation : sciences humaines littéraires (français, philosophie...)

Enr. c.v. et prétentions à :
20070
E.M. 137, TRAILLES Fossé, Cochin.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

**CONSEILLER(ÈRE)
EN FORMATION**

- Elaboration d'actions pour PME-PMI.
- Fourniture de budgets de formation.
- Connaissance de l'art et de la législation sur la formation, contrats.
- Soutien commercial.
- Etudes formation sup. (diplôme, post. ou équivalent).

Ecrire sous le n° 8247 à :

**STE DE TOURISME
recherche
DIRECTEUR(TRICE)**

de villages de vacances en France, expérience confirmée : 3 ans minimum compétences en gestion, animation, direction d'équipe et en relations publiques. Envr. c.v. sous le n° 8251 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montebello, PARIS 7^e.

GROUPE SYSECA

ASSISTANTE

DU DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Notre Directeur Général Adjoint, responsable de nos activités "Systèmes de communication" et "Généraliste", recherche une Assistante de haut niveau.

En contact direct avec lui et en relation avec les directeurs des départements cités, vous développerez les contacts technico-commerciaux à haut niveau et préparerez des notes de synthèse sur des produits, des marchés, des contrats ou des appels d'offres. Vous apporterez, en outre, une aide efficace dans la préparation et le montage de dossiers complexes (ingénierie de systèmes, veille technologique, gestion de maîtrise d'œuvre). Votre culture informatique (formation ingénieur), votre sens du contact et de la présentation, votre goût du travail en équipe vous ont permis d'acquiescer à une expérience de 15 ans environ en SSII ou chez un constructeur. Vous pratiquez l'anglais.

Présentez-vous à : Confidentialité absolue.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 301 à :

SYSECA SELECTION, 315 Bureau de la Colline
92213 SAINT-CLOUD Cedex.

SYSECA SELECTION

SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE

Recherche aménagement du territoire

(budget 1998 : 100 MF d'investissement) crée le poste de

CHEF D'AGENCE

Missions : Intégré à l'équipe de direction, il devra assurer, sur son secteur géographique, la mise en œuvre complète des investissements réalisés avec les collectivités locales, établissements publics et privés, depuis la définition des programmes jusqu'à la réception.

Il sera assisté de deux "chargés de programmes".

Références : Environ 10 ans chez un aménageur, un promoteur ou un service technique public.

Compétences : Bien public appliqué à l'aménagement du territoire et techniques du BTP.

La pratique de l'informatique serait un plus.

Qualités : Rigueur, capacité à faire progresser les dossiers avec précision, aptitude à la conduite d'une équipe et habileté relationnelle sont indispensables.

Il s'agit bien sûr d'un poste de cadre, évaluable pour un candidat performant.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite + CV + photo, réf. 30047 à : Jacques JAMMET, BPS CONSULTANTS, 3, rue Gaston-Flamant 64000 ORTHEZ. Discretion garantie.

BORDEAUX - ORTHEZ - TOULOUSE

RESPONSABLE MARKETING CLASSIQUE

Très importante société de GESTION PATRIMONIALE, filiale d'un puissant Groupe immobilier, recherche pour l'une de ses directions opérationnelles, implantée à PARIS, un **THERMIEN CONFIRME**.

Diplômé d'une Ecole d'ingénieurs ou équivalent, il aura la responsabilité de la mise en place d'une gestion dynamique des contrats d'exploitation (chauffage, ascenseurs...) et de leur suivi sur un parc locatif d'environ 18.000 logements. Il apportera son assistance au personnel de terrain, chargé des contacts avec les locataires. Une expérience de plusieurs années dans un poste d'études thermiques est indispensable.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 493 à Organisation et Publi-2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

des grandes ambitions.

if général

COMMERCIAL

SYSECA

AGENCE

COGEMA

Notre groupe (15.000 personnes - 21 milliards de francs) compte parmi les premiers mondiaux pour la qualité de nos produits et de nos services industriels.

Notre information de gestion dispose de puissants moyens : 2 BULL. DPS 7 avec IDS 3 intégrés dans un réseau de 500 terminaux, à terme.

Pour faire face à son évolution, nous souhaitons recruter :

UN RESPONSABLE DES ETUDES (R.M. E.F./)

Dans une équipe jeune, innovatrice et motivée, vous prenez progressivement en charge, non seulement l'existant, mais aussi l'ensemble de nos nouveaux développements. Fortement impliqué dans l'élaboration des solutions et la définition des cahiers des charges, vous coordonnez le bon déroulement de nos relations.

Ce poste doit motiver un informaticien diplômé de l'enseignement supérieur, justifiant d'une expérience informatique dans un environnement transactionnel et de bases de données sur grands systèmes (BULL DP 57), programmés en langage COBOL. Des connaissances en micro-informatique seraient souhaitées.

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR (R.M. A.P./)

Directement rattaché au responsable des études, cette personne sera chargée de l'encadrement d'une équipe de programmeurs en vue de l'analyse des besoins des utilisateurs, du suivi des développements et de la maintenance des applications dont il aura la responsabilité.

Les candidats titulaires d'un DUT ou BTS INFORMATIQUE devront justifier d'un minimum de 2 à 3 années d'expérience en SSII de préférence. La connaissance d'un DPS 7 sera appréciée.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. (sans salaire actuel), photo d'identité à :

Patrick SANDEVOIR
Chef de Service du Personnel
COGEMA
B.P. 818
1148 CHERBOURG CEDEX.

Responsable recherche marketing

300.000 F +

Toulouse - Une société d'études et de recherche, filiale d'un grand groupe bancaire, spécialisée dans les domaines suivants : marketing bancaire, gestion des ressources humaines, monétique et informatique, recherche son futur responsable du département marketing. Homme (ou femme) de recherche et de réflexion, il privilégiera la conception et la réalisation d'outils ou méthodes d'approche du marché bancaire (segmentation...) par opposition aux études ponctuelles du marketing opérationnel.

PA

CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune commercial H/F

Publicité de recrutement

Développer une nouvelle activité de marketing direct pour un quotidien national de premier ordre - La notoriété de ce journal est incontestée et ses pages de publicité d'offres d'emploi remportent un vif succès. Afin de s'ouvrir à de nouveaux marchés, la direction de la publicité crée, au sein du service marketing direct, une cellule télévente et souhaite en confier la responsabilité à un jeune commercial motivé par le développement d'un chiffre d'affaires et l'animation d'une équipe. Mettre en place les moyens techniques (fichier informatique...) et humains (recrutement, formation des free lance...), conseiller, organiser, feront partie de sa mission qu'il mènera en relation étroite avec sa hiérarchie. Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un jeune diplômé d'école de commerce (minimum bac + 2) possédant de préférence une première expérience de la vente de services aux entreprises. Une formation complète est prévue. La rémunération, composée d'un fixe et d'un intéressement, sera fonction des compétences. Ecrire à Sylvie BUISSON en précisant la référence D2908M. (PA Miniel 36.14 code PA)

PA

CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CNRS traductions

à domicile
DIPLOMÉS
en anglais, allemand, espagnol, portugais, russe, italien, japonais, chinois, vietnamien, indonésien, hébreu, grec, turc, espéranto, etc.
INDISPENSABLE

Envoyer C.V. et réf. à :
CONTRESS Publicité, 35 av. de
Paris, 75008 PARIS

TRANSPORT
PARIS NORD
redistributeur

RECHERCHE

RESPONSABLE
TECHNICO-COMM.
CONFIRMÉ

ANS MINIMUM
TÉL. AU : 47-89-18-01.

Ingénieur "qualité" de qualité

300 +

1 millions de Francs de CA, 200 personnes, convaincus de la nécessité de la fonction qualité dans l'entreprise... un particulier dans les activités de nos clients ou le respect des exigences de nos clients, nos facteurs déterminants du succès. Pour être plus précis, nous recherchons des ingénieurs expérimentés et passionnés, spécialistes sur le marché français.

Notre mission nous la voulons large et concrète. C'est donc un homme d'initiative que nous attendons. Point de départ utile chez nous, vous réaliserez un bilan complet de nos outils industriels pour décider rapidement de la production. Ensuite, vous serez chargé de l'organisation et de la mise en œuvre de nos programmes de production. Ensuite, vous serez chargé de l'analyse des modifications qui optimiseront nos processus de production.

Pour ce poste basé dans la région bordelaise, nous vous voyons âgé de 35 ans environ, ingénieur diplômé. Vous devez déjà posséder de l'expérience de la "qualité", vous maîtrisez ce concept et savez l'appliquer dans l'entreprise. Vous êtes déjà capable de la transformation (papier, carton, plastique, métal...).

Merci de nous adresser lettre, CV et photo (sans référence) à : 2240 M. mentionner sur le courriel et l'enveloppe 79-83 rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Répondre par retour de courrier.

BERNARD JULHET RESSOURCES HUMAINES

Membre Syntec

UNE JEUNE SOCIÉTÉ INFORMATIQUE en pleine expansion, spécialisée dans la conception et la vente de logiciels pour micro-ordinateurs recherche son DIRECTEUR COMMERCIAL

Sa connaissance des milieux informatiques, notamment grands comptes et circuits de distribution, et une totale liberté d'action doivent lui permettre d'assurer le développement des ventes de produits leaders dans leur domaine, notamment :

SERVANT IV

un outil de développement d'applications de 4ème génération purement français. Challenge : prouver que sa maîtrise technique et sa souplesse d'utilisation surpassent ses prévisions concurrentielles essentielles

ETAFI

outil de réalisation des états financiers, bases fiscales, reporting, provisions... Challenge : poursuivre sa pénétration déjà incontestée dans les milieux comptables et financiers des grands comptes et dans les cabinets d'experts comptables.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à :
FIDINFOR SERVANT SOFT
5/7, rue André Courbet - 94100 SAINT-MANDÉ
à l'attention de Micheline TEYSSERE.

SERVANT SOFT

UN CHARGÉ DE RECRUTEMENT DE COMMERCIAUX AIMANT LES VOYAGES

150.000 F +

Une importante société de services recherche un chargé de recrutement. Il assurera le recrutement des commerciaux : définition de postes, rédaction d'annonces, tri de candidatures, entretiens, présentation des dossiers à la hiérarchie. Ce poste basé à PARIS nécessite une grande disponibilité (missions de province : 60 % de son temps). Diplôme de l'enseignement supérieur, il aura nécessairement 2 à 4 ans d'expérience dans un poste commercial si possible dans une entreprise de services.

Merci d'adresser votre dossier (lettre motivée, candidature, CV, photo, prétentions) s.réf. 7074 au MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy

POUR MEUX VIVRE ET CREEER L'EVENEMENT

ORGANISATEUR

Nous sommes un important groupe de presse et d'édition de l'Est de la France. Notre activité recouvre un large éventail de moyens médiatiques : presse écrite, radiophonique, audiovisuelle et télématique. Avec une diffusion régionale très dense et de nombreuses agences, notre journal est l'un des plus importants de l'Est. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons notre Responsable de l'Organisation.

Rattaché à la direction générale, il sera chargé de la réalisation de l'organisation commerciale, administrative et technique. Il aura pour mission d'analyser les procédures, les cas échéant de les réviser en collaboration avec les services concernés. Autonomie, ses travaux auront un caractère consultatif important ; il facilitera la coordination entre les différents services.

Nous souhaitons rencontrer des candidats âgés de 30 à 35 ans ayant une formation d'ingénieur ou d'informaticien complétée par une bonne approche de la gestion. Les capacités d'analyse et de synthèse ainsi que les aptitudes relationnelles seront déterminantes.

Nous proposons un emploi passionnant et motivant. La rémunération est attractive et la fonction évolutive. Le poste est basé dans l'Est de la France.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11111 A à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamy - 67000 STRASBOURG

egor

PARIS LYON BRUXELLES TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE ITALIA CANADA JAPAN

RESPONSABLE MARKETING CLASSIQUE

EMI

PIYRE MARCONI

EMI PIYRE MARCONI éditeur phonographique recherche pour son siège social situé à BOULOGNE (métro Pont de Sévres) un COLLABORATEUR

Débutant ou avec une première expérience, vous recherchez l'entreprise capable de vous former pour vous confier progressivement des responsabilités opérationnelles dans un secteur qui vous passionne.

Au sein de notre Département Classique, votre tâche sera de définir et de contrôler les opérations marketing ainsi que l'information et la dynamisation dans ce domaine du réseau commercial.

Pour mener à bien cette mission, vous êtes bilingue anglais et vous avez une connaissance de la musique classique. Rigoureux et méthodique, vous êtes imaginatif et vous possédez de réelles qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. photo et prétention à : EMI PIYRE MARCONI SA Direction des Ressources Humaines 2 rue Emile-Pinard 78400 CHATOU.

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATION.

Nous offrons, immédiatement, l'information utile à la prise de décision de nos 12000 clients : (Chefs d'Entreprises, Consultants...)

JURISTE EN DROIT SOCIAL

Maîtrise DES

Vous avez 35 ans et disposez d'une expérience professionnelle dans la branche bancaire ou assurancière. Adressez votre candidature détaillée à :

SOUBAIGNE

75004 Paris cedex 01



bip

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

PREMIERE BANQUE D'ARBITRAGE FRANÇAISE

MULTIUSE DES RISQUES

cadre de développement nous le

Responsable du service gestion des opérations

MISSION :

Avec l'appui d'une petite équipe, vous devrez centraliser et contrôler les éléments d'appréciation des risques de la banque, en relation avec les départements chargés du Contrôle de Gestion et de l'Audit.

Vous aurez à faire valoir les méthodes et le sens de la fiabilité et de l'exhaustivité.

VOTRE PROFIL :

Entre 30 et 40 ans environ, une formation supérieure et une première expérience professionnelle dans l'inspection bancaire, l'audit et le contrôle de gestion.

Une qualité de rigueur et de créativité qui doivent vous permettre de développer la fonction puis de bénéficier des opportunités d'évolution offertes par notre Groupe.

Merci d'adresser votre curriculum vitae ainsi que votre candidature manuscrite à : bip Direction des Ressources Humaines 11 boulevard Haussmann - 75001 PARIS (Réf. GM/GOI)

صكذامن الاجمل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GRUPE SAINT-LOUIS

Une des **SAINT-LOUIS** du **SAINT-LOUIS** vocation fortement exportatrice, engage un cadre commercial export dont la fonction conjugue le marketing international et la négociation.

CADRE COMMERCIAL EXPORT MARSEILLE

Rattaché **SAINT-LOUIS** Directeur export et basé à **MARSEILLE**, vous serez déplacé(e) à **SAINT-LOUIS** par avion en Afrique, Moyen-Orient, CEE pour prospecter les marchés potentiels ; vous analyserez les circuits commerciaux, étudierez l'environnement économique et la concurrence. Vous planifierez les actions de ventes, aurez un compte de la politique générale de l'entreprise et des spécificités de chaque marché.

Vous formez **SAINT-LOUIS** ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE, vous maîtrisez la technique du commerce international et avez impérativement **SAINT-LOUIS** 5 ans d'expérience terrain, en particulier en Afrique. Vous possédez les qualités **SAINT-LOUIS** contact, **SAINT-LOUIS** diplomatie, **SAINT-LOUIS** discernement qui vous permettent d'établir **SAINT-LOUIS** relations internationales à haut niveau. Vous parlez, bien entendu, anglais et si possible espagnol ; de courtes notions d'allemand seraient appréciées.

Les candidatures, s/réf. 2547/LM (lettre manuscrite et indication de la rémunération actuelle, C.V., photo) seront traitées avec toute discrétion par **SAINT-LOUIS** CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92100 ANTOY

Notre activité **TELECOMMUNICATIONS** propose des postes de premier ordre à des ingénieurs et managers techniques, dotés d'une forte motivation.

Ingénieur haut niveau

Vous êtes à prendre la responsabilité technique de PROJETS IMPORTANTS dans le domaine des **TELECOMMUNICATIONS**.

Votre expérience électronique et informatique de plusieurs années dans les domaines **TELECOMMUNICATIONS** téléphoniques et les transmissions de données vous permettront de définir, avec les commerciaux et le client, les spécifications, et de concevoir des conceptions d'architecture et de solutions techniques.

(réf. ING/TEL)

Chefs de projet

en informatique temps réel, pour mener à bien l'analyse et la conception complète des logiciels dans le domaine des **TELECOMMUNICATIONS**.

Votre expérience informatique de plusieurs années, vos connaissances en microprocesseurs - langages évolués (PASCAL) - moniteur temps réel, vous permettront d'intervenir sur des projets dans un environnement technique de haut niveau.

(réf. PROJ/TEL)

Ces postes offrent intérêt technique et possibilité de management : vous assurerez ou évoluerez rapidement vers la responsabilité d'une équipe de jeunes ingénieurs et techniciens.

Rejoignez nos équipes à VALENCE.

Envoyez votre dossier de candidature au Service du Recrutement - CROUZET SA 25, rue Jules Verne - 38000 VALLENCE, en précisant la référence de poste concerné.

Crouzet

AUDIOVISUEL

Chefs des ventes ou d'agence... une échappée pour les plus rapides

Enthousiasme communicatif, dynamique, esprit d'entreprise... vous êtes le type, universellement recherché... Puisque de surcroît nous sommes, nous aussi, leader sur notre marché, etc., etc. En fait, nous demandons un plus le petit quelque chose qui vous rend légèrement différent, et surtout largement meilleur.

Nous vous confions une région, un marché ouvert, bien que déjà concurrentiel, ainsi qu'un produit sur lequel vous pourrez avoir en partie votre propre impact. Reportant à la Direction des Opérations, vous encadrerez une équipe commerciale, technique et administrative, et prendrez en charge le développement de cette unité.

Les qualités de gestionnaire sont elles aussi indéniables. Notre créde d'appréciation est la marge brute sur opérations. Vous serez l'interlocuteur des leaders d'opinion locaux et aurez une structure en expansion où les opportunités sont encore largement ouvertes.

Mobilité géographique ou attaché à votre région (à préciser), nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la référence **SAINT-LOUIS** à notre Conseil Délégué LESLIEUR.

JEUNE DIRECTEUR REGIONAL 840 KF+

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes, route des Lucioles - 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS

POITIERS

directeur opérationnel

LE DEPARTEMENT DE LA VIENNE ET LE DISTRICT DE POITIERS. MISENT SUR LEUR AVENIR. ILS VEULENT AIDER DES HOMMES A CREER LEUR ENTREPRISE.

Dans ce but, le plupart des organismes officiels, régionaux et locaux, des industriels de la Vienne, créent une **PERIPHERIE** et recherchent son **DIRECTEUR**.

Pour vous 2 challenges:

1. Trouver des hommes porteurs de projets.
2. Les accueillir, les aider, les former et leur offrir leurs projets.

Avec tous les moyens nécessaires, notamment à travers le bureau de Poteries de Poitiers, à l'Institut International de l'Innovation et de la Prospective.

Bien sûr, vous êtes un homme fortement expérimenté. Vous avez eu des responsabilités importantes dans des PME. Elles vous ont permis d'aborder les domaines de la gestion, des finances, du marketing.

Vous avez su créer un réseau solide de relations et d'indicateurs. A mi-parcours de votre vie professionnelle, notre challenge vous motive. Ecrivez-nous.

Une notice détaillée sur le poste sera adressée aux candidats présélectionnés.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 71207-A au **CONSEIL** 38, allée Jean-Jourdain, 37000 TOULOUSE TEL. 01 62 73 99

Société de Gestion et de Gestion Technique d'immeubles recherche

Futur directeur général

- Ingénieur Grande Ecole, 35 ans environ.
- Expérience opérationnelle industrielle ou bâtiment exigée.
- Compétence indispensable en électricité et génie climatique.
- Sens commercial et animation des hommes pour participer au développement d'une entreprise à taille humaine et gamme d'activités large s'appuyant sur les techniques nouvelles et informatiques.

Merci d'adresser Curriculum-Vitae, photo et prétentions sous référence 2597 M à :

SOURCES 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

Organisme national d'études et de conseils dans le domaine de l'habitat recherche pour son AGENCE RHONE-ALPES

DIRECTEUR D'ETUDES

PROFIL :

- formation supérieure multi-disciplinaire ;
- 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'habitat ;
- capacités conseil et négociation ;
- pratique de l'encadrement.

Adresser votre lettre manuscrite + C.V. et photo, s/réf. 8254 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

OBEA Organisme de formation en fort développement

Notre forte expansion sur nos marchés nous amène à renforcer notre équipe par l'intégration de plusieurs professionnels et potentiels :

Cadre commercial
Nous lui offrons un développement de prestations et de décisions. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'Ecole de Commerce, formé par la haute école, et possédant une première expérience dans le domaine.

Formateurs de haut niveau
Ces professionnels devront justifier d'une expérience dans l'animation et la formation des équipes de formation et conseil en :
- management des ressources humaines
- informatique

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions précisant la référence choisie à OBEA - 3, rue du Javelot - 92100 ANTOY CEDEX 13.

Association de tourisme social recherche

SON RESPONSABLE COMMERCIAL pour son siège social à PARIS

Vous avez acquis une formation dans la promotion et la commercialisation de produits touristiques. Vous pouvez justifier d'une expérience professionnelle réussie dans l'animation des ventes, en particulier au sein d'un réseau. Nous vous proposons de prendre la responsabilité commerciale de nos activités. Vous devez être capable d'animer nos réseaux de vente et de suivre et développer notre clientèle actuelle.

Adresser s.v. et prétentions s/réf. 8240. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montesson, PARIS-7.

Juriste confirmé(e) LYON

Groupe International de Service, le Groupe ECCO réalisera en 1987 une progression de plus de 30% de son chiffre d'affaires (4,2 milliards de Francs en 1986) et confirme sa position de leader sur le marché français du Travail Temporaire.

Notre réussite : la passion du service aux entreprises.

Vos premières missions - conseiller, assister et prendre en charge les dossiers juridiques de nos établissements - vous permettront de vous familiariser avec les besoins de notre entreprise. Vous évoluerez ainsi vers une fonction polyvalente où vous participerez à la formation juridique de l'encadrement, à la mise au point des contrats et des accords collectifs, aux négociations d'acquisitions, etc.

De formation juridique supérieure et au travers d'une expérience significative en entreprise ou en cabinet juridique, vous justifiez d'une bonne aptitude à la communication et au travail en équipe, ainsi que d'une forte disponibilité.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prét. s/réf. 32952 à Marc DEPINOIS - ECCO 4, rue Louis Guérin - 69626 Villeurbanne Cedex.

ECCO TRAVAIL TEMPORAIRE

Média-System change d'adresse :
6-8 Impasse des deux cousins
75017 Paris*
(1)47.66.51.52

média-system

* à partir du 21 décembre

Notre cabinet d'Audit et de Conseil à vocation internationale a su en quelques années se constituer une clientèle d'entreprises très diversifiée. Sa volonté de développement l'amène à proposer aujourd'hui d'intéressantes opportunités de carrière à :

un assistant confirmé

Ce poste basé à Paris implique l'usage de méthodes « anglo-saxonnes ».

Il conviendrait à un candidat à fort potentiel diplômé d'une grande école de commerce, susceptible de prendre la responsabilité de chef de service.

Envoyer lettre + C.V. à **D.S.A. INTERNATIONAL** 22, place du Général Catroux 75017 PARIS.

Pierre Lichou

Juriste débutant H/F

Un important organisme professionnel recherche un Juriste débutant. Intégré à un département chargé des problèmes de personnel, il sera plus spécialement associé aux travaux d'études relatifs à la préparation et au suivi des décisions concernant l'évolution des salaires et de la classification du personnel.

Il exercera également un rôle de conseil auprès des organismes adhérents.

Le candidat devra posséder une maîtrise ou un doctorat en droit et avoir une aptitude aux travaux de rédaction et de calcul.

Ce poste évolutif permet l'accès à des fonctions de responsabilités.

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 471 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

Industrie Pharmaceutique

JURISTE

Notre société fabrique et commercialise des produits pharmaceutiques et se développe dans le domaine des biotechnologies. Pour faire face à notre expansion, nous renforçons nos structures et créons un poste de juriste.

Rattaché au responsable du service juridique, il prend en charge la documentation juridique. Il assure le suivi en matière d'analyse des textes et en rédigeant des notes de synthèse destinées aux dirigeants. Il répond aux demandes spécifiques les concernant.

Il gère les dossiers courants d'un service juridique classique (droit social, droit commercial, propriété industrielle).

Nous souhaitons recruter des candidats ayant une bonne formation en droit privé (bac + 4) et possédant si possible des connaissances complémentaires en droit social et propriété industrielle.

Une expérience de 2 ans dans la fonction juridique en entreprise est indispensable.

La maîtrise de l'anglais écrit est nécessaire.

Rigueur, adaptabilité et sens de la communication sont les atouts qui vous permettront de réussir.

Le poste est basé au Sud de Paris.

Merci d'adresser votre curriculum vitae, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 452461 A à :

EGOR S.A.
8, rue de Bari - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GRECE BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

GROUPE BERNARD JULHIET, GROUPE EUROCCOL

L'ANNONCE D'UN GRAND AVENIR

Le premier Groupe français de commercialisation et l'un des premiers Groupes français de conseil aux entreprises sont maintenant unis. C'est une force vive au service de l'économie, des grandes organisations et des entreprises. C'est une nouvelle piste pour votre carrière. La synergie déjà vivante des prestations et des clientèles des deux Groupes vous invite à rejoindre le Groupe Bernard Julhiet à rechercher des :

- **CONSULTANTS EN STRATEGIE ET DEVELOPPEMENT COMMERCIAL/MARKETING/MANAGEMENT**
Etudes, recommandations stratégiques, diagnostics commercial/marketing, mise au point et animation de politiques, de structures, de moyens, de systèmes liés au développement de l'entreprise représentent le quotidien de l'équipe de consultants seniors de Bernard Julhiet. Notre recherche s'oriente particulièrement vers des hommes en provenance des marchés des services (Banques/Assurances), des produits grand public, de l'industrie et du service public. (Réf. 121/87 M)
- **CONSULTANTS EN RECHERCHE DE CADRES ET DE COMMERCIAUX**
Approche directe de cadres supérieurs et dirigeants, recherche de cadres par annonces et par approches "mixtes", recrutement de forces de vente sont les points forts de Bernard Julhiet Ressources Humaines. Nous souhaitons développer nos équipes de spécialistes confirmés de ces trois cités prioritairement vers le marché des services et des produits grand public. Postes Paris et Strasbourg. (Réf. 122/87 M)
- **CONSULTANTS FORMATEURS**
Quarante années d'expérience dans le conseil en formation commerciale, marketing, management font de Bernard Julhiet Formation le spécialiste reconnu de cette activité. Nous recherchons des consultants formateurs tous marchés. (Réf. 123/87 M)
- **CONSULTANTS ET FORMATEURS MARKETING TELEPHONIQUE**
Parmi les leaders du marketing téléphonique en France, Bernard Julhiet intervient dans les domaines : formation, conseil/animation, réception d'appels, optimisation du mix de marketing. Bernard Julhiet recherche des consultants expérimentés en marketing produits grand public, banque, et télé-généralistes. (Réf. 124/87 M)
- **INGENIEURS ANALYSTES PROGRAMMEURS**
Bernard Julhiet Informatique conseille les entreprises dans l'utilisation et le développement de la micro-informatique au service du marketing et du commercial en concevant des produits et des systèmes, et en participant à leur mise en place en clientèle. (Réf. 125/87 M)
- **CONSULTANTS EN MERCHANDISING**
La vocation de Bernard Julhiet Optimag : Etudes, recommandations, créations d'outils informatiques et formation. Nos clients sont des entreprises industrielles et de distribution. Nous recherchons des hommes ayant une bonne pratique de la grande distribution avec une compétence informatique et merchandising. (Réf. 126/87 M)

Les consultants (hommes ou femmes) que nous recherchons démontreront une expérience à bon niveau en entreprise plutôt dans les domaines marketing/commercial, suivie ou non d'une expérience dans le commerce. Avec nous, nous travaillons au développement, au conseil, à la réalisation, vous pourrez aller à bout de vos idées. Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence choisie (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) à Groupe Bernard Julhiet - Monique Colin, 79-83 rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

GROUPE BERNARD JULHIET

Membre de Syntec

L'OFFICE HLM

DU

DÉPARTEMENT DU NORD

recrute

UN INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

Chargé de définir, mettre en place et gérer notre plan de patrimoine (37 000 logements).

Expérience de la maîtrise d'ouvrage et connaissances informatiques souhaitées.

Le poste, à pourvoir rapidement, est basé à Lille.

Adresser c.v. et présentations à Monsieur le Président de l'ODN, service ressources humaines, 27, boulevard Vauban, à Lille.

Société financière de réputation internationale recherche

un Analyste Financier Confirmé

Déjà impliqué aux études prospectives de sociétés françaises et européennes cotées en Bourse, précédées d'interviews à haut niveau, connaissant bien la Bourse de Paris et ayant une bonne intuition boursière.

POSSIBILITÉS DE PROMOTION ET DE DIVERSIFICATION

Envoyer C.V. avec références, plus lettre manuscrite, en précisant dernier salaire sous n° 8255, **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Ingénieurs BTP | Au-delà de votre technicité... un tempérament d'« entrepreneur »...

Nous sommes un Groupe de Sociétés (80 M de F, 200 p.) intervenant aussi bien dans le secteur du Bâtiment (gros-œuvre, isolation, rénovation...) et des Travaux (cf ouvrages d'art) que dans le négoce des matériaux ou le domaine « Pavillonnaire »... Après avoir acquis une image régionale à forte notoriété, nous souhaitons, à présent, pour notre activité BTP développer l'axe

Marchés - travaux

Rechercher un double ligne de force : INTÉRO-INFORMATISATION et AUGMENTATION de notre POTENTIEL TECHNIQUE. Nous souhaitons recruter un jeune Ingénieur Bâtiment ou TP qui aura pour mission de rechercher et traiter les marchés (le plus souvent gré à gré), nous permettant d'élargir notre zone d'influence et qui, ayant fait la preuve de ses qualités « développeur » et de « l'entrepreneur », deviendra, à moyen terme, notre DIRECTEUR TECHNIQUE. Un beau challenge, auprès de Dirigeants qui s'adaptent au Marché. Plus à nous rejoindre, en Auvergne ? Il y a bien sûr !

Rémi DAGIRAL, notre Conseil, attend votre retour de carrière, sous réf. V/MT/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES PARIS 7e

recherche pour faire face à l'expansion de nos activités

CHIEF DE MISSION AUDITEURS CONFIRMÉS

- Ces postes conviendraient à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis une expérience de l'audit en cabinet.
- Les candidats retenus interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variés et auront de réelles possibilités de promotion et d'exercice de responsabilités.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et présentations à réf. PROJETS 12, rue des Pyramides, 75001 Paris, qui transmettra.

LA VILLE DE MAISONS-ALFORT (Val-de-Marne)

recherche

UN RÉDACTEUR

concernant (P. ou H.) chargé dans le cadre des missions de service informations, Relations publiques : de la gestion documentaire et de la collecte des données pour le bulletin municipal officiel et de la rédaction de notes de synthèse. Qualités rédactionnelles exigées. Salaires en fonction de l'ancienneté pour 35 h + 13e mois. Adresser C.V. + photo à M. le Maire, 118, av. du Gal-de-Gaulle, 94701 Maisons-Alfort.

Société spécialisée dans le diagnostic et le conseil aux P.M.E.

recherche

AUDITEUR

Ayant acquis une solide expérience en entreprise ou en cabinet de conseil.

SES MISSIONS :

- Audit.
- Diagnostic et conseil en collaboration avec des professionnels de l'entreprise.

SON DOMAINE :

- Organisation de la production.
- Management.

Ecrire sous n° 8244 M - **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

● **DIPLOMÉS ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE**, expérimentés de préférence Secteur Services ou Biens de grande Consommation pour postes

chef de produit, chef des ventes

(PARIS et PROVINCE)

■ Diplômé ENSAE ou Ecole de commerce + formation micro-économique ou ingénieur ayant une expérience en modélisation pour poste

micro-économiste

(PARIS)

Pour ces deux postes, une expérience du secteur des transports aériens, de l'hôtellerie ou du tourisme serait appréciée - pour **SOCIÉTÉ DE SERVICES GRAND PUBLIC**. Adresser c.v. manuscrit et présentations sous n° 8224 M, **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue Montessuy, PARIS-7e.

ORGANISME MUTUALISTE LYON

recherche

MEDECIN ANATOMO-PATHOLOGISTE

Ancien assistant des Hôpitaux Universitaires. Expérience minimum 5 ans - expérimenté en Cytologie-Pathologie digestive - Gynécologie - Urologie.

Adresser dossier à **PIERRE LICHOU** s/réf. 5167 - 12, rue Président Carnot **MUTUALITE LYON** qui transmettra.

En renforcement de notre équipe (Neuilly-sur-Seine) nous souhaitons recruter un

jeune CONSULTANT

INGENIEUR GRANDE ECOLE (H/F - 200.000 €)

possédant 2 à 3 ans d'expérience industrielle.

Après avoir mené des missions d'organisation variées, notamment dans le domaine de la gestion de production, il devra être capable de l'emploi de l'outil informatique.

Si le métier de Consultant vous attire, par l'autonomie "intelligente" qu'il suppose et la diversité des problèmes abordés, adressez votre dossier à **ADAL** (référence 6328) 27 rue Talbot, 75009 Paris. Confidentialité assurée.

grandes ambitions.

proposer des postes et managers techniques.

aut niveau

le projet

ouzet

opérationnelle

conditionnée

ECCO

صحة من الاجل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

TELIC N° 1 européen de la communication d'entreprise... de 14300 personnes...

JEUNE RESPONSABLE DE PERSONNEL

Responsable du Personnel de STRASBOURG (1050 personnes)... d'une équipe de 10 personnes...

Le poste est à STRASBOURG... un environnement dynamique de technologies au point...

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence MC 30/1192 H à:

EGOR REGION EST 18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG



La SETB, taille humaine, 145 personnes, filiale du groupe TELESYSTEMES recherche son

INGENIEUR COMMERCIAL H/F

30 ans environ, de bon niveau culturel, une solide expérience de terrain, une ouverture à l'informatique...

Autonomie et dynamique, vos compétences vous garantissent une évolution dans notre société.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 87126 à notre conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU, 56 Avenue de Suffren 75116 PARIS.



Salomon : une équipe passionnée, une entreprise passionnante... 2,4 milliards de F. de C.A. dont 90 % à l'export... notre responsable communication en europe, H/F

R & D - production - marketing... 3 Directeurs attendent leur partenaire... JEUNE PATRON DES ACHATS

TELEVENDEURS H/F PARIS Temps complet - temps partiel - Un important support...

QUOTIDIEN DÉPARTEMENTAL CHERCHE Directeur Général Adjoint avec possibilité de devenir Directeur Général.

1988 LES CADRES FONT LEUR RETOUR CHEZ INTERIM-NATION

CADRES CCAUX, ADMINISTRATIFS, TECHNICIENS, MARKETING CONSEILS EN ORGANISATION

L'ESCAE recherche PROFESSEURS CONSULTANTS

Organisme professionnel Chercheur Etude RECHERCHE COLLABORATEUR

LABORATOIRE RÉGION BRETAGNE PHARMACIEN PRODUCTION

OFFICE PUBLIC D'I.L.M. DE LA VILLE DE CLICQY-LA GARENNE

Ecole second. privée (PARIS) PARIS DIRECTEUR

AGENCE DE PUBLICITE Le Monde Publicité

CABINET CONSEILS EN BREVETS D'INVENTION INGÉNIEUR

AGENCE DE PUBLICITE Le Monde Publicité

Le Centre chirurgical Marie-Lannelongue UN(E) SURVEILLANT(E)

Collaborateur de direction

UNIVERS DE LA GESTION Groupe Pharmaceutique Française de dimension internationale

Conseiller juridique et fiscal 90 km ouest de Paris

Vertical text on the right edge of the page, partially cut off.

سكننا من الاله

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE
C.A. 180 MF - 90 personnes - LIMOGES
recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF
rattaché à la direction

SA MISSION :

- Compétences générales et analytiques ;
- Établissement des budgets ;
- Développement des travaux de bord ;
- Contrôle budgétaire ;
- Contrôle interne.

SON PROFIL :

- E.S.C. ou équivalent (DECS apprécié) ;
- Expérience proche similaire 5 ans minimum ;
- Connaissances informatiques nécessaires ;
- Rigueur, dynamisme, sens des relations.

Envoyer lettre de motivation, c.v., photo et prétentions à FRCAL, 32, av. Général-Leclerc, 87100 LIMOGES.

Directeur succursale de Paris

Banque - 350.000 F

Crédits promoteurs, crédits acquéreurs - Une banque à taille humaine, spécialisée dans le crédit immobilier, recherche le directeur de sa succursale de Paris. Sous l'autorité immédiate du directeur de l'exploitation, il est responsable de l'ensemble des activités de la banque en région parisienne (3 agences dont la production représente près du tiers de celle de la banque). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire expérimenté, connaissant parfaitement le crédit promoteur, âgé de 35 ans minimum et de préférence diplômé de l'enseignement supérieur. Il possède le sens du risque, est un excellent animateur commercial et un bon organisateur. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9331M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Futur responsable back office devises

Banque - 170.000 F +

Paris - Une banque d'affaires à taille humaine, filiale d'un groupe bancaire international de premier plan, recherche dans le cadre de son développement son futur responsable du back office devises. Placé sous l'autorité immédiate du responsable des back office francs et devises, il sera chargé, dans un premier temps, en relation avec les départements concernés (table des changes, organisation et informatique), de la mise en place d'un logiciel de traitement des opérations de change. Il sera, par la suite, plus particulièrement chargé d'élaborer des outils de gestion permettant de suivre l'activité change de l'établissement notamment pour ce qui concerne les questions de risque de taux. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé de préférence de l'enseignement supérieur (E.S.C...) et ayant acquis une première expérience de type back office de 2 années minimum dans une banque ou un établissement assimilé. Les dossiers de candidatures, de niveau bac + 2 complétés par une expérience confirmée de la fonction seront également étudiés. Le candidat retenu devra afficher une grande rigueur intellectuelle à de réelles qualités pédagogiques et d'organisation. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9333M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PECHINEY
RECHERCHE DE NOUVEAUX COLLABORATEURS POUR SON

SERVICE D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION

- Contrôler l'organisation et la fiabilité des systèmes de gestion du Groupe et proposer les moyens d'améliorer leur compétitivité et leur sécurité.
- Evaluer les différentes fonctions et leur place dans l'entreprise avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit.

LE PROFIL

- Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion.
- Quelques années d'expérience sont nécessaires.
- Anglais de travail courant.

Les postes sont basés à Paris mais impliquent une bonne mobilité France et Etranger. La fonction propose une large ouverture promotionnelle. Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence à :

PECHINEY
Service Recrutement
23, rue Balzac - BP 787-08
75360 PARIS CEDEX 08

PECHINEY

GROUPE HERVET

Locaterme
Filiale de Crédit Immobilier du Groupe HERVET

EXPLOITANT CONFIRME

pour assurer le développement et la diversification de l'activité par la prospection de clientèle, la négociation et la mise au point d'opérations de Crédit Bail, de location, et de Crédit d'équipement professionnel. Il participe aux côtés du Président à la définition des orientations de la Société et à leur mise en application.

Une formation supérieure (Ecole de Commerce, Université), la candidate titulaire d'une EXPÉRIENCE COMMERCIALE d'environ 5 ans en financement des entreprises en tant que cadre d'exploitation d'un immeuble mobilier ou si possible d'un immeuble de Crédit Bail Mobilier.

Ce candidat a vocation à être nommé Directeur Général Adjoint dans de brèves délais.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque HERVET, Division de la Formation des Carrières, 127, rue de la Gaule, 92201 NEUILLY, sous réf. M21E.

ICI Membre du groupe ICI n° 1 mondial de la peinture recherche proche ROUEN

Directeur financier

Ce poste s'adresse à un jeune E.S.C. ou équivalent ayant une expérience d'environ 5 ans de contrôle de gestion et/ou d'animation d'un service comptable.

Vous prendrez en charge l'équipe comptable et financière, le reporting local et international, les budgets, bien et déclarations fiscales, tout en assurant la coordination avec l'informatique centrale.

Vos qualités d'homme de terrain, la pratique courante de l'anglais et bien sûr la réussite de votre mission vous permettront d'évoluer au sein du groupe.

Merci d'envoyer votre C.V. + lettre manuscrite + prétentions, sous la référence 6341, à notre Conseil ou transmettrez-le en composant sur votre Minitel le 3818 code CV PLUS.

Ressources & Développement
11, rue Camille-Delavigne - 75008 PARIS

La trésorerie d'un grand groupe... une affaire de « généraliste » !..

En raison de l'explosion des Marchés Financiers, il pourrait être intéressant de renforcer notre

Service trésorerie

en plaçant, aux côtés de notre Chef de Service, un spécialiste « pointu », issu (pourquoi pas ?) d'une école de Change... Cependant, en qualité d'industriel (7,8 Milliards de F. 8 personnes), nous préférons un jeune cadre à l'écoute des marchés monétaires et financiers, qui saura mettre en place et évoluer avec les outils de gestion, assurera une coordination avec les Départements financiers et comptables de la Société et des Filiales, issu d'une formation Bancaire ou d'Ingénieurs, vous exercez vos talents au sein du service Trésorerie d'un Groupe Industriel, mais pouvez bien sûr un Exploitant Bancaire assurant le lien entre « le Front-Office » et les Trésoriers d'entreprises. De nombreux façons nous attendons ! à tout moment !

René DAGRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la réf. V/ST/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Important Etablissement Financier
spécialisé dans le CREDIT AUX ENTREPRISES recherche

CHARGE DE MISSION

pour son SERVICE DU DEVELOPPEMENT.

Vous participerez à l'élaboration de la stratégie de l'établissement et au développement de ses produits.

Ce poste convient à un(e) candidat(e) de formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP DE CO PARIS, IEP, DESS, Banque et Finances) justifiant d'une première expérience dans le secteur bancaire.

Adresser dossier de candidature avec prétentions, sous réf. 3968, qui seront transmis par :

Pierre Lichau
PUBLICITE DE RECRUTEMENT
14, rue de Louvois - 75002 PARIS

NANTES

JEUNES DIPLOMÉS

BAC + 4/5

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Le cœur de la Beaujoire, à Nantes, sur un complexe de 6 ha, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE a son Centre Financier. Là, 1 100 professionnels des titres administrent 800 portefeuilles, participent aux opérations financières les plus grandes de France, gèrent les avoirs déposés sur les grandes places financières.

C'est dans le cadre de développement que la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE accueille ses cadres, issus de l'enseignement supérieur.

Jeunes diplômés de Commerce, titulaires de Baccalauréat, déçus par les obligations militaires,

DEBUTANTS OU AYANT UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE (comptabilité-finances...), Département des Titres SOCIÉTÉ GÉNÉRALE vous offre un moyen d'optimiser votre formation supérieure.

Vous bénéficiez d'une formation complémentaire aux métiers de la Société.

Vous bénéficiez au développement de votre carrière Financière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la référence D.E.S., à M. VINOT, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Département des Titres 32, rue du Champ-de-Tir B.P. 1135 - 44000 NANTES

صكنا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Holding Financier

FUTUR DIRECTEUR GENERAL

Cette Société de Transport Maritime regroupe 19 sociétés (France et Dom-Tom) représentant au total un effectif de 330 personnes. La gestion de l'ensemble est assurée par la Société Holding.

Pour répondre aux exigences qu'impose son développement, elle recherche aujourd'hui un **Directeur Administratif et Financier** de fort potentiel, futur Directeur Général.

Rattaché au Président, il devra assurer la gestion du Groupe aux plans Administratif (personnel, juridique et fiscal) et Financier (mise en place et suivi des systèmes informatiques de gestion, supervision de l'élaboration des états financiers consolidés, gestion de trésorerie centralisée, analyse des différents ratios financiers du Groupe...).

Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un excellent professionnel de 35 ans environ, de formation HEC, ESSEC ou DECS. Sa compétence en matière juridique et en gestion de trésorerie exercée idéalement à la Direction des Services Centraux d'une entreprise à succursales multiples, ou dans le cadre d'une fonction d'audit interne, est indispensable pour faire face aux responsabilités induites par la fonction.

Bon niveau d'anglais exigé et parfaite maîtrise de l'outil informatique.

Dynamique, précis et relationnel, il trouvera dans un contexte enrichissant une possibilité de valoriser encore l'ensemble de ses expériences. Déplacements fréquents en France et plus rarement dans les Dom-Tom.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 362440 à :

EGOR S.A.
8, rue de Bern - 75008 PARIS

egor

AGENCE LYON AGENCE NANTES AGENCE STRASBOURG
AGENCE BRUXELLES AGENCE ESPAGNE AGENCE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

Crédit manager

Supervision de la comptabilité clients, responsabilité de la relance clients, définition et contrôle des procédures de crédits, d'encours et de conditions de règlement, telle est la mission que nous vous proposons d'assurer sous la responsabilité du Directeur Financier de notre Société. Pour ce poste ouvert sur le milieu hospitalier, nous souhaitons une formation supérieure (juridique et/ou comptable), complétée par une expérience réussie de la relance dans un contexte international. Maîtrise de l'anglais et de l'informatique indispensables. Les de travail Créteil puis Chateaufort Malakoff Din 69.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. photo et présentations sous référence CH1512 à la Direction des Ressources Humaines, CRITIKON, 80, av. du Général de Gaulle, 94008 CRÉTIL LE CHÂTEAU.

CRITIKON
agence Johnson-Johnson

GESTIONNAIRES, REJOIGNEZ L'EXCELLENCE EN MOUVEMENT

Filiale française du premier producteur mondial de roulements, nous employons 2 500 personnes et réalisons 2 milliards de francs de C.A. Pour conforter notre position de leader, nous lançons une politique active de développement. Aussi créons-nous deux postes de haut niveau directement rattachés à notre Directeur Financier.

RESPONSABLE DES COMPTABILITES

De 10 à 15 ans d'expérience dans un poste similaire au sein d'une société industrielle de dimension internationale. Vous pratiquez l'anglais couramment et avez si possible des connaissances en allemand ou italien.

Votre mission : assister les opérationnels avec les contrôleurs de gestion des divisions et suivre les objectifs à court, moyen et long terme sur le plan commercial et industriel.

Vos atouts : créatif, homme de synthèse, vous avez une autorité naturelle et de grandes qualités relationnelles.

Vos moyens : une petite équipe centrale et la responsabilité fonctionnelle des contrôleurs de gestion de toutes les divisions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à M^{me} Claude TURPIN - Ressources Humaines - SKF France - 8, avenue Réaumur 92142 CLAMART.

RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

De 10 à 15 ans d'expérience, DECS ou équivalent, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans un poste similaire au sein d'une société industrielle de dimension internationale. Vous pratiquez l'anglais couramment et avez si possible des connaissances en allemand ou italien.

Votre mission : assister les opérationnels avec les contrôleurs de gestion des divisions et suivre les objectifs à court, moyen et long terme sur le plan commercial et industriel.

Vos atouts : créatif, homme de synthèse, vous avez une autorité naturelle et de grandes qualités relationnelles.

Vos moyens : une petite équipe centrale et la responsabilité fonctionnelle des contrôleurs de gestion de toutes les divisions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à M^{me} Claude TURPIN - Ressources Humaines - SKF France - 8, avenue Réaumur 92142 CLAMART.

SKF

LE PLUS QUI FAIT LA DIFFERENCE

Assistant contrôle de gestion à Heidelberg (RFA)

Schlumberger Industries

Groupe Électricité

■ Au sein du Groupe, la Division Électricité Distribution développe et fabrique des équipements de haute technologie destinés à la gestion de l'énergie électrique.

En tant qu'assistant du Contrôle de Gestion de la Division, à Poitiers, ce jeune diplômé d'études supérieures (débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience) prendra en charge la responsabilité du contrôle budgétaire et la gestion administrative et commerciale de notre Agence d'Heidelberg. Cette première fonction, très formative, prépare aux responsabilités de Contrôle de Gestion en unité opérationnelle. Elle implique la capacité de travailler indifféremment en Français et en Allemand. L'Anglais est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence AGH, à la Direction du Personnel.

SCHLUMBERGER Industries
Division Électricité Distribution
Z.I. de Chasseuil - B.P. 25
86300 CHASSEUIL

Contrôleur de gestion filiales

Vous prendrez en charge la mise en place du contrôle de gestion des filiales. Vous serez responsable de l'intégration progressive des données de gestion et de comptabilité des filiales FRANCE et ÉTRANGER.

Pour mener à bien votre mission dans un environnement international, vous avez acquis une expérience similaire dans un poste préquant un contrôle de gestion dynamique et performant, une bonne pratique de l'anglais et de bonnes qualités de contact et de rigueur. (Réf. 677/LM)

Adjoint chef comptable groupe

Après une période d'intégration pour vous former aux procédures internes, vous prendrez progressivement la responsabilité de la comptabilité générale de 7 personnes.

Pour réussir dans votre mission, vous avez déjà fait la preuve de votre professionnalisme, de votre dynamisme et de votre rigueur. (Réf. 677/LM)

Pour ces deux types de postes situés en Touraine, vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce complétée par un DECS.

Vous voulez en savoir plus ? Contactez nos collaborateurs d'ALLO-CARRIÈRES au préalable, réf. du service choisi : 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h.

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre candidature, sous le réf. du poste choisi, à ALLO-CARRIÈRES - 71, avenue Victor-Hugo - 75118 PARIS, qui transmettra.

045 02 15 74

Banque Rouen

Epargne et moyens de paiement : Optimiser le back office

Le développement et la création des produits d'épargne ou des moyens de paiement nécessitent d'améliorer et de mettre en place des systèmes de gestion rationnels et performants.

En collaboration avec les hommes produits, vous serez à l'élaborer et formaliser la logistique des produits de nouveaux produits. Dans ce contexte, vous aurez à manager efficacement une équipe jeune et à mettre votre savoir-faire au service du client.

C'est la mission que souhaite vous confier cette banque régionale de toute première importance. Vous vous attachez en permanence à la qualité et à la maîtrise des coûts. Vous aimez faire partager votre passion pour l'organisation. Ce poste vous permettra de manager un projet d'envergure en utilisant pleinement vos compétences techniques.

Martine HAUTEKIEF traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la réf. B955 en mentionnant les banques auxquelles vous ne souhaitez pas qu'on transmette votre dossier. Les entretiens auront lieu à Paris.

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
517, avenue de la République - BP 319 - 9701 MARCO-EN-BAREUIL Cedex - Tél. : 20.31.24.80
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Société de gestion patrimoniale, filiale d'un puissant groupe financier recherche pour une de ses directions un RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

Profil : le candidat devra être diplômé d'une Ecole de Commerce ou Sciences PO (ECOFI), ayant de préférence de 12 à 15 ans d'expérience ainsi que de très bonnes connaissances comptables (DECS serait apprécié), sensible à la micro-informatique, possédant des qualités rédactionnelles et souhaitant exercer une responsabilité opérationnelle au sein d'une unité moyenne.

Il sera responsable du contrôle de gestion, du suivi administratif et financier, notamment il assurera le contrôle budgétaire de la direction, monitorera les dossiers de financement dans le cadre d'opérations de rénovation.

Assisté d'une petite cellule comptable, il sera à la tête de la comptabilité de sociétés de gestion locative et de sociétés d'économie mixte avec présentation des bilans, et en relation avec les commissaires aux comptes et les collectivités locales.

Poste à pourvoir très rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 475 à : Organisation et Publicité, 2 rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

CABINET LEADER EN AUDIT ET CONSEIL

membre d'un réseau international

recherche pour ses bureaux de LYON, MARSEILLE, MONACO, NANTES et STRASBOURG.

Auditeurs 3 à 5 années d'expérience

Les candidats seront de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP ou autres ESC) et auront acquis leur expérience dans un grand cabinet d'audit.

Ils devront être fortement motivés, désireux de s'impliquer totalement dans les missions qui leur seront confiées et d'utiliser les techniques les plus modernes dans l'exercice de leur profession.

L'anglais courant, lu et écrit, est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à HSD Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 PARIS-LA-DEFENSE 2, à l'attention de Mme LIPPNER.



Nous sommes une des toutes premières S.S.L.L. européennes (2.300 personnes, C.A. 1,5 milliard F).

Pour faire face à notre fort développement, nous créons un nouveau poste de

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché à notre Directeur de Centre de Profit, vous prenez en charge l'élaboration des budgets, le suivi du reporting ainsi que l'analyse des résultats. Vous avez aussi la responsabilité de la comptabilité générale et analytique.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) vous possédez une première expérience réussie de la fonction, acquise en Société de Conseil et/ou de Services.

Votre sens de la communication et votre esprit de créativité sont les meilleurs atouts pour réussir dans notre Groupe.

Notre équipe jeune et performante vous offre la possibilité d'évoluer à terme vers de nouvelles fonctions.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à notre Conseil, qui la traite en toute confidentialité, s/réf. 871 LM.

III Denis GABILLON
International Management
75, Rue de Miramont,
75008 PARIS, Tél. 42.94.07.34.

Audit Trésorerie

Audit permanent des procédures comptables des produits de trésorerie francs et devises, vous serez en place les outils de contrôle destinés à évaluer la performance des produits créés.

Ces responsabilités vous amèneront à conceptualiser et à mettre en place les outils de contrôle destinés à évaluer la performance des produits créés. Vous devez acquérir rapidement une vision d'ensemble sur les opérations de la salle des marchés en front-office qu'en back-office. A 27 ans minimum, diplômé d'une grande école de gestion

et du DECS, vous juretez à votre expérience acquise dans un cabinet d'audit en établissement financier, une très bonne pratique de la micro-informatique.

Entrer à la Banque de l'Union Européenne, c'est évoluer avec une grande autonomie et placer vos compétences au service du développement de produits sophistiqués.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), s/réf. BU 12 à la B.U.E. - B. Parizet - Recrutement Cadres - 4, rue Gaillon - 75107 Paris Cedex 02.



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

Assistant de Direction en Contrôle de Gestion

L'Etablissement de BOURGES (2 800 personnes) appartenant à la DIVISION des ENGINES TACTIQUES recherche (H/F) un Assistant de Direction en Contrôle de Gestion. Cadre Position III-B (Convention de la Métallurgie) 300 000 F annuel au plus, issu d'une Ecole de Commerce ou de Gestion (HEC, ESSEC, ISG + DECS). Votre rôle : conseiller et assister le Directeur en gérant toutes les données économiques de l'Etablissement, effectuer des audits opérationnels au sein des différents Départements de l'Etablissement. Vos qualités : analyse et synthèse, autorité naturelle et diplomatie, hauteur de vue et sens de la communication. Votre devenir : évolution à terme vers des fonctions opérationnelles de haut niveau, soit dans l'Etablissement, soit dans le Groupe. Merci d'adresser votre dossier de candidature à l'AEROSPATIALE - Service du Personnel - 8 rue Le Breton - B.P. 36 - 18001 BOURGES Cedex.



aerospatiale
DIVISION ENGINES TACTIQUES

ORGANISATEURS CONSEIL NANTES

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recrute pour son DÉPARTEMENT DES TITRES (11 000 personnes) à NANTES des ORGANISATEURS CONSEIL. Ce SERVICE ORGANISATION (17 cadres) constitue le noyau privilégié de toutes les évolutions techniques et structurelles du centre (tant dans son fonctionnement interne que dans ses relations avec les clients ou avec la PSE).

Durant 3 à 4 ans : - vous assurerez des missions ponctuelles auprès des services

et appui des missions de gestion, - vous participerez d'un part à des études liées à la mise au point de produits nouveaux, d'autre part à des projets innovants du Centre en tant que Représentant du Maître d'ouvrage.

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur, d'école de commerce ou de gestion, vous possédez une première expérience acquise dans un cabinet ou en entreprise.

Au terme de ces missions, vous évoluerez au sein de l'ensemble de la structure SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (à Paris ou en Province).

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae et photo, sous la référence DCN, à M. VINOT - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Département des Titres - 32, avenue du Champ-de-Tir - B.P. 1135 - 44024 NANTES Cedex.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

HAUTE-SAVOIE

ETABLISSEMENT FINANCIER

Implanté sur Rhône-Alpes recherche, pour son activité Financement des Entreprises

RESPONSABLE D'ANTENNE

Dans le cadre d'une délégation de signature et en collaboration avec le réseau commercial,

- il suit et développe un portefeuille d'entreprises,
- il développe le financement de la promotion immobilière,
- il anime une petite équipe.

Diplômé de l'enseignement supérieur, il a une expérience significative de l'action commerciale et de la fonction «CREDITS».

Apte à analyser les risques financiers et économiques, il a le goût des contacts tous niveaux.

ANALYSTE FINANCIER

Sous la responsabilité du responsable d'antenne, - il développe un portefeuille d'entreprises et en gère le risque, - il construit des dossiers de crédits à court et moyen termes.

De formation commerciale ou économique supérieure, il possède une expérience financière et est doté d'un sens commercial développé, de qualités d'analyse et de synthèse.

CES DEUX POSTES SONT BASES SUR ANNECY.

Adresser dossier de candidature (en précisant le poste choisi) à Confesse Publicité s/réf. 3, rue de la République, 69001 LYON Cedex 07.

Organiser la comptabilité

Après des études supérieures (Gestion, DEC, diplôme d'ingénieur...), vous tenez avec succès pendant 5 ans un poste d'organisateur, dans lequel l'informatique est un de vos champs d'action. Aujourd'hui, vous cherchez des responsabilités plus étendues avec une large autonomie. Nous vous offrons l'opportunité de devenir notre

Responsable méthodes et procédures comptables

Pour : - participer à la conception, à la mise en place et à la maintenance des systèmes de gestion et d'information, - assurer l'interface entre les différentes directions de la Société aux aspects comptables fonctionnels, - établir toute étude ou analyse nécessaires à la maîtrise des comptes et des systèmes de gestion.

Pour réussir, vous metrez en jeu vos qualités personnelles de méthode, de rigueur et de sens critique, ainsi que de réelles capacités d'analyse.

Vous serez recruté par un établissement financier, filiale d'un grand groupe industriel français, basé sur son marché. Votre siège, votre environnement, est en proche banlieue parisienne.

Merci Conseil, Denis GABILLON, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations), s/réf. C/DR/LM, vous garantit la confidentialité.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MANAGER OPERATIONNEL COMPTABLE

réputé et en expansion (collaborateurs) basé en Haute Savoie à proximité de stations de sports d'hiver prestigieuses, recherche

CHEF DE GROUPE

Votre mission sera : - Animer sous la direction du Chef d'Agence une équipe de 4 collaborateurs, veiller à la qualité et à la ponctualité de leur travail.

- Assurer le contact avec les clients qui vous seront confiés.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30/40 ans, DECS et pouvant justifier d'une expérience similaire réussie en cabinet. De réelles évolutions de carrière sont offertes à un candidat travailleur, persévérant, ambitieux et ayant le sens des contacts.

Merci nous rejoindre, adressez votre candidature manuscrite, CV et photo sous référence CG à

f.p.conseil, 130, montée de Chaulons 69005 LYON. (Confidentialité assurée).

AGENCE DE PUBLICITE PARIS-17e

COMPTABLE âge moyen 25/30 ans

Le poste s'adresserait à un(e) candidat(e) possédant 3 à 5 années d'expérience de la comptabilité générale acquise impérativement en P.M.E.

Adresser C.V. + photo à l'attention de M. GUYEFER, CLM/BBDO, 92, av. des Ternes, 75017 PARIS.



L'Agence Spatiale Européenne recherche

DEUX AGENTS ADMINISTRATIFS niveau DUT

L'un d'eux, basé à Paris, sera responsable du suivi, de la liquidation et du paiement de contrats.

L'autre, basé à Toulouse, sera responsable de la trésorerie, des paiements et de la comptabilité du programme Hermès.

Diplôme de cycle universitaire court assorti d'une expérience de la comptabilité et des méthodes modernes d'information financière. Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée ; une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues est souhaitable.

Les conditions d'emploi sont celles offertes par les organisations internationales et comprennent : prestations familiales, systèmes de sécurité sociale et de pension.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées au Chef de la Gestion du Personnel, ESA, 8-10, rue Mario-Nikis - 75738 PARIS CEDEX 15 [France] en faisant référence à cette annonce.

Un tempérament de Gestionnaire !

Société de services, filiale d'un Groupe leader dans le monde de la communication recherche un

CHEF COMPTABLE H/F

Rattaché au P.D.G., le candidat aura l'entière responsabilité de la comptabilité et des services administratifs. Il aura également pour mission d'effectuer le reporting, le suivi de la trésorerie et de la comptabilité analytique. Il encadrera une équipe de 3 personnes. Le candidat, âgé d'au moins 28 ans, aura une compétence comptable solide, un tempérament de gestionnaire, une expérience acquise en cabinet ou en P.M.E.

Merci d'envoyer C.V. et photo sous référence 472 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

سكزا من الاموال

UNIVERS DE LA GESTION

PECHINEY
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES
RECHERCHE
POUR SON SIÈGE SOCIAL A PARIS
CADRE FINANCIER CONFIRMÉ
HEC - ESSEC - ESCP - IEP (ECO-FI)
Au d'une équipe dynamique le candidat
Le candidat idéal a travaillé 20-30 ans.

SECRETAIRES

recherche
pour Pontoise
SECRETARE STENOGRAPHE
EXPERIMENTEE
TEL : 30-31-25-89.

DEMANDES D'EMPLOIS

Propose à son employeur potentiel qui serait le courage
à l'audace la promesse suivante
ASSISTANT MARKETING
- Une formation UNIVERSITAIRE (BAC + 4)
- NON Ecole de commerce.

L'IMMOBILIER

immobilière
information
POUR VENDRE
de particulier à particulier
sur la France et l'étranger
Maison - Apt - Propriété
AGENCE LAGRANGE
fondée en 1876
5, rue Geoffroy, 75005 PARIS
APPEL GRATUIT.
05-07-09-11.

Banque Populaire du Midi
recherche un
Directeur d'Agence
Classe VI-VII
(R + E + 280 MF)
Diplômé de l'enseignement supérieur ou possédant une spécialisation
type I.T.B., il pourra justifier d'une solide expérience en
exploitation.

PAIN JACQUET
recherche
ASSISTANT
CONTROLEUR
DE GESTION
Intégré dans le service contrôle
de gestion, il prendra en charge
l'analyse des prix de revient et
le suivi budgétaire.

DOCTEUR EN MÉDECINE
43 ans, Français, bilingue anglais, profil international.
Grande expérience de
pharmaceutiques en France et en
Suisse : création, développement, de l'enregistrement
et de la vente des produits pharmaceutiques
et de diagnostic dans la plupart des pays.

PROVINCE
VAL-D'AISE
Monte-Carlo
SAINT-RAPHAEL (83)
appartements
achats
Recherche 1 à 3 pièces-PARIS
préférence RIVE GAUCHE avec un
certain confort.

CHEF
COMPTABLE
Ce poste convient à un candidat
dynamique à fort potentiel justifiant
d'une expérience minimum
ans dans un cabinet ou
entreprise.

Cadre
Comptable
DEBUTANT
Titulaire du DECS,
un important groupe de travaux publics
routiers vous propose de rejoindre sa
Direction Comptable.

CHEF DE PUBLICITÉ PRESSE
HOMME D'EXPERIENCE
Contact : agences, clients, services fabrication, rédaction,
direction imprimérie et services techniques.

IMMO MARCADET
GROUPE DORESSAY
locations
Paris
Rue Emile-Gilbert, 12-
supérieur 5^e étage, 140 m²,
salle de 300 m², 4000 F.

Contrôleur de Gestion
spécialiste confirmé, issu d'une
supérieure, comptabilité, équivalent, aura
excellente connaissance son
(comptabilité analytique, générale, systèmes
gestion informatisés) et expérience
minimum 3 ans.

Économiste
débutant ou ayant une expérience
Missions d'études et d'animations économiques
sur moitié Sud de la France.
- Poste à caractère technique nécessitant le
goût des contacts et des déplacements.
- Formation : économie d'entreprise ou sectorielle
(Maîtrise Sciences Eco minimum).

VENDEUR
CONVAINCRE
ORGANISER
ANIMER
FORMER
12 ans d'expérience
dans ces domaines,
l'alternance entre
ces compétences au profit
de votre société.

SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE
quartier bourgeois, côté belle
boulevard, 2^e étage, 750 000 F.
750 000 F. loyer annuel 35 000 F.
SOCCOF Nord 42-72-78-81.

CHARGES D'ETUDES
CONSULTANTS
LEUR MISSION : commercialisation et
tion d'études de marché sectorielles (hôtellerie,
loisirs, tourisme) allant
montage financier.
LEUR PROFIL : une formation supérieure
(Maîtrise de Sciences Economiques ou équivalent),
une du de l'hôtellerie
du Tourisme, dispositions pour l'activité
commerciale.

RESPONSABLE
FINANCEMENT
200 KF
Reportant à une direction
jeune et ambitieuse, il
franchit les étapes de
financement des nouveaux
points de vente et supervise
la pluri-activité des magasins
avant leur ouverture.
De look 20-40 ans, actif et
rigoureux, sa maîtrise
de la finance se double
de celle de droit.

automobiles
ventes
de 5 à 7 CV.
EX 19 TR D. Juin 87 mod. 88
Grise métal verni, int. tweed
GL. électr. Divers autres.
Essuie-g. aut. 6 500 km.
98 000 F MARIÉ.
30-52-08-29 sp. 12 h.

RESIDENCE CITY
recherche pour POC sociétés
multinationales APPRIS DE
TRES GRAND STANDING.
Villes ou mandats
en MAJORIS QUEST PAYS.
TEL : 45-27-12-13.

Vertical text on the right edge of the page, likely a continuation of an advertisement or a sidebar.

Le Monde ECONOMIE

LES TRANSPORTS URBAINS AUX ETATS-UNIS

En panne d'autobus

Outre-Atlantique, les transports collectifs assurent moins de 3 % des déplacements.

ENCORE quelques années d'embouteillages automobiles et les Américains redécouvriront les vertus de l'autobus ou du métro. Pour le moment, hormis chez les spécialistes de l'Association américaine des transports urbains (AFTA), on n'entend guère de plaidoyers vigoureux en faveur des transports collectifs.

Le transport collectif n'a pas, il est vrai, su s'adapter à une modification spectaculaire de la ville américaine. De 1950 à 1980, la population des dix plus grandes zones urbaines des Etats-Unis a diminué de 11 %, alors que leurs zones périphériques se gonflaient de 50 %.

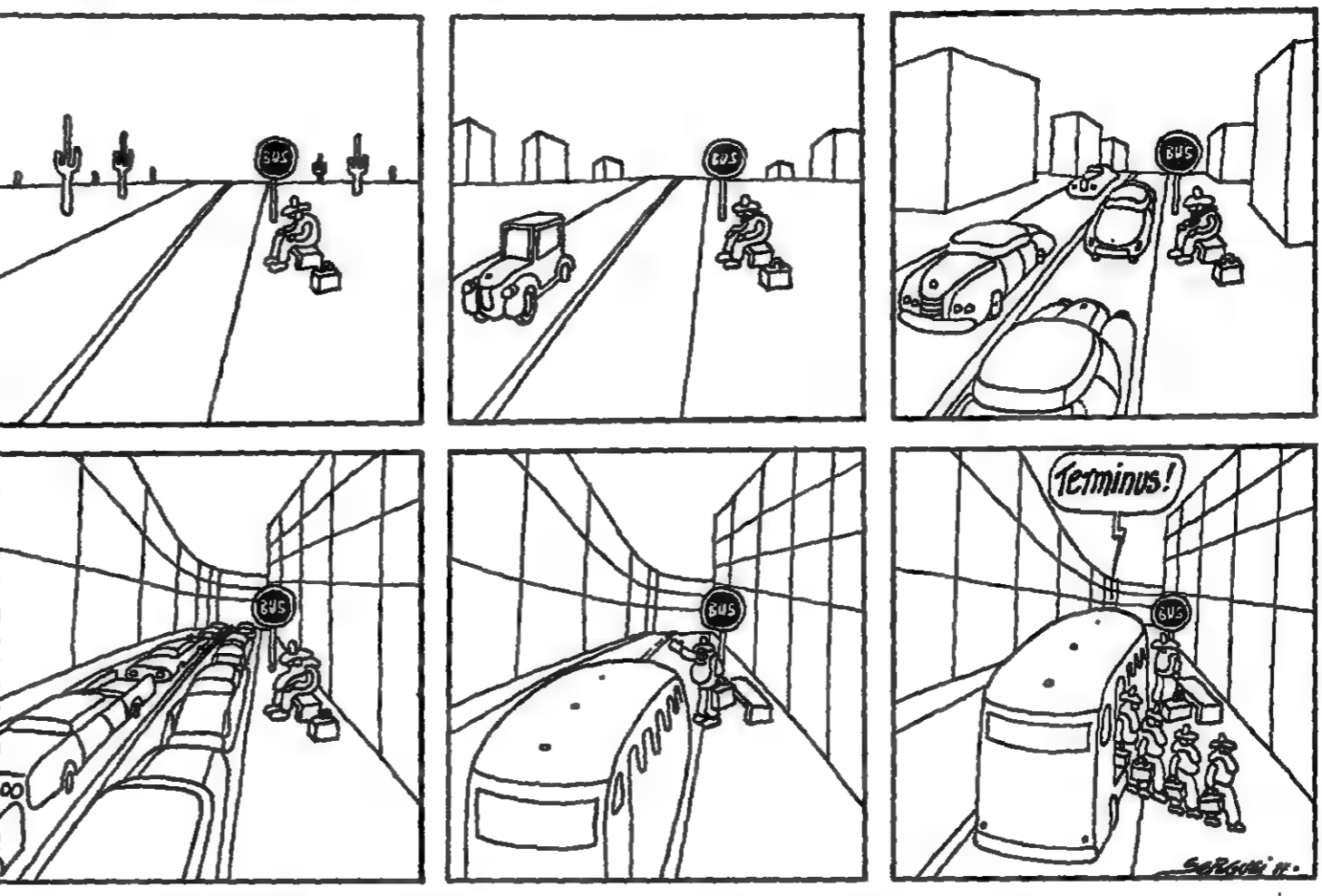
Les autorités publiques n'ont pas été capables non plus d'imaginer des solutions pour schématiser à bon compte ces populations éparses sur des distances importantes. Il en est résulté une chute de la fréquentation des transports collectifs, qui n'est déjà pas très importante, 3,6 % des déplacements, aux Etats-Unis, et, en 1985, 11 milliards de transports collectifs ; cette proportion

est tombée à 2,6 % en 1977 et à 2,6 % en 1983. Certains incrimineraient le « paradis américain » que les Américains ont créé : ils ont possédé au début des années 1960, on en comptait 10 %, quinze ans plus tard. Selon un sondage national de 1980, cette poussée automobile serait un résultat d'une décadence qu'une crise de la décadence des transports en commun : 75 % des personnes se déplaçant chaque jour pour se rendre à leur lieu de travail indiquent qu'elles n'utilisent leur voiture uniquement parce qu'il n'existe pas de bus, de tramway ou de métro dans leur zone d'emploi.

Un milliard de subventions

Il n'y a pas eu de miracle. La diminution du nombre des personnes transportées, conjuguée à des coûts plus élevés qu'auparavant, a gonflé les déficits d'exploitation des entreprises de transport public. En 1984, le transport urbain américain avait coûté - hormis les remboursements des investissements - 9,4 milliards de dollars (environ 12 milliards de francs) supportés pour 42 % par les contributions des usagers, pour 48 % par les Etats et les collectivités locales et pour 10 % par le budget fédéral. Les subventions fédérales à la personne au réseau de services dépassent le milliard de dollars.

D'après un rapport au Congrès publié en juin 1987, l'industrie du



transport urbain n'a pas su résister à la facilité engendrée par ces aides. Les réseaux possèdent 10 millions de véhicules plus qu'il n'en faudrait pour faire face au trafic de pointe. Ils souffrent d'une productivité déclinante et d'un taux d'investissement trois fois supérieur à celui enregistré dans le reste de l'économie.

Tous les sondages effectués montrent que les Américains continueront à préférer habiter des maisons individuelles dans des zones peu denses, quitte à devoir se déplacer pour leurs achats, leur scolarité, leur travail et leurs loisirs. Dans ces conditions, il est difficile d'organiser des transports, alors que les budgets fédéraux ne sont plus à la hauteur de la demande et que les autorités classiques sont à la fois inadaptées et trop onéreuses.

Le refus du président Reagan de subventionner, son mépris pour les entreprises publiques, n'ont fait qu'accroître le mouvement amorcé vers 1975. Le déclin du transport urbain n'ayant pu être enrayer par 29 milliards de dollars d'investissements injectés par le budget fédéral entre 1964 et 1985, on s'est efforcé à Washington de réduire ces dépenses en

transférant les autorités locales. Le budget global de l'Urban Mass Transit Administration (UMTA), qui a la tutelle du transport urbain, varie ainsi : 3 590 millions de dollars en 1986, 4 522 millions en 1987 et 3 448 millions l'an prochain. De San-Francisco, ALAIN FAUJAS. (Lire la suite page 33.)

L'ÉTAT DE LA FRANCE

Un pays entravé

par MICHEL AGLIETTA (*)



LES Français ont l'impression de se retrouver dans le camp de ceux, nombreux en France, qui sont persuadés d'un déclin économique. Les références manquent pas. Il y a les partisans de la longue nuit que le capitalisme alterne inéluctablement avec de puissantes phases de croissance et les phases implacablement régressives.

Il y a ceux qui vont au-delà des interprétations économiques. Ils voient dans l'inflation hier, les turbulences boursières aujourd'hui, comme dans le terrorisme ou la liberté des mœurs, les signes d'un désordre profond qui se serait emparé de notre civilisation et qui serait particulièrement évident en France. L'évocation du déclin prend alors une couleur sombre, une résonance inquiétante.

On pourrait se tranquilliser en se rappelant que d'autres idéologies définitives ont échoué l'intelligence dans le passé. Le retard de la France a longtemps attiré l'attention. On dépeignait un pays

frileux, incapable de rejoindre le peloton des pays industrialisés, empêtré qu'il était dans ses mentalités et ses nostalgies imperiales.

Puis il a fallu se rendre à l'évidence : rattrapage ou nouvelle donne, la grande croissance a entraîné un engouement pour le progrès. Au début des années 70, nous étions rattrapés par les futurologues américains, qui prédisaient un arrêt de la France, vouée à reculer au premier rang des puissances européennes. Cependant, mai 1981 avait mis l'accent sur les limites de l'expansion.

Trois idées forces

Ces embardées idéologiques nous invitent à nous interroger sur nos jugements globaux. Elles soulignent une vraie difficulté. Dans une société ouverte et parcourue de transformations hétérogènes, voire contradictoires, on se garde mal de croire à un sens de l'histoire en progressant vers des traits de plus en plus précis. Il convient d'abord d'écarter les jérémiades catastrophistes sur la dégradation des mœurs et sur la France paresseuse, qui se prêtent à des exploitations politiques partisans sans que l'on ait rien à voir avec un débat scientifique.

En filtrant les vociférations, on peut écouter les arguments sérieux des auteurs du débat. Ils concernent des préoccupations relatives aux réalités démographiques, économiques et stratégiques nouvelles.

Trois idées-forces sont retenues : la maîtrise de la reproduction de la population ; la croissance

anémique fait oublier le plein emploi et la dignité du travail ; la construction européenne rencontre des obstacles infranchissables. Ces évolutions sont mal vues par l'Europe occidentale. Elles se renforcent mutuellement. Le vieillissement de la population et le ralentissement de la dynamique économique entraînent des problèmes inextricables.

Il faudra conduire des politiques prudentes qui évitent indéfiniment un couvercle sur la croissance. Il s'ensuivra un ralentissement des progrès de la productivité et un essoufflement dans la course technologique. Cela ne fera qu'accentuer les sources de querelles entre les pays européens. La réalisation du grand marché intérieur sera renvoyée aux calendes grecques. L'existence de l'Europe ravalera la France au rang d'une puissance négligeable dans les affaires du monde.

Certes, les phénomènes soulignés doivent être pris au sérieux. Mais peut-on en faire une analyse aussi pessimiste ? La description de leur enchaînement est-elle irréversible ?

Pretons les inquiétudes démographiques. S'agit-il d'une implacable fatalité, ou voudrait-on nous faire croire certains horreurs, ou, plutôt, des perturbations inhérentes à une transition vers un régime multiscalaire, où la reproduction humaine est soumise, et un régime nouveau, où elle est assumée ? Car la reproduction maîtrisée est une formidable avancée de la liberté, de la responsabilité et de la promotion sociale des femmes. C'est tout l'honneur de l'Europe d'être en pointe dans ce mouvement,

d'autant que la transition se fait à l'échelle planétaire.

Il ne faut pas oublier, en effet, que la principale menace du siècle qui vient est la surpopulation mondiale. Elle se peut être conjurée que par le développement économique, seul capable d'entraîner la maîtrise de la procréation qui s'est produite chez nous. Le fait que l'Europe et le Japon soient en avance dans cette évolution place la coopération économique vis-à-vis du tiers-monde dans une perspective à longue portée où des solidarités financières durables seraient ancrées sur des transferts intergénérationnels au-delà des frontières nationales.

Le conservatisme social

Ce nouveau jeu économique donnerait des gains mutuels. Mais pour le jouer il faut renouer le contact dans notre capacité à réaliser une croissance conjuguée. Marqués de faibles liens conjoncturels, le médiocrité de la France à cet égard est alignée sur celle de la CEE. Il n'est certes pas question de retrouver les rythmes d'expansion des années 60. Mais un rythme de croissance annuel supérieur à 3 % nous redonnerait les degrés de liberté indispensables pour contribuer à alléger les tensions internationales. Si on ne l'obtient pas, ce n'est pas le fait d'une fatalité ou d'un épuisement des énergies sociales, mais d'un blocage des politiques en Europe occidentale.

En ce domaine, l'économie et le social sont intimement liés. (*) Conférence scientifique au CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

mêlés. Il y a une grande réticence à accepter des relations internationales qui soient plus réglées par le leadership d'une puissance hégémonique. Les Etats-Unis ne plus, ni financièrement ni militairement, dans la position d'influenceur efficace du monde ni à proposer des règles pour réduire les conflits.

Il faut envisager des relations internationales moins hiérarchisées et durablement plus instables. L'unification européenne prend sens dans ce contexte. Notre avenir en serait rehaussé. Nous ne réussissons pas, il ne faudra pas incriminer un déclin inéluctable mais l'indécision

nos choix politiques et le manque d'efficacité économique pour faire prendre en considération nos propositions par nos partenaires.

Nous sommes pas condamnés par le destin. Au contraire, le nouveau jeu international offre des perspectives intéressantes. Elles sont handicapées par le conservatisme et nos relations sociales et politiques économiques trop contraignantes. Notre mauvaise compétitivité en porte témoignage.

(Lire la suite page 32.)

세계로 날자

Sup de Co Marseille a renforcé son maillage international par la signature de nouveaux accords de coopération avec des établissements européens, asiatiques et américains : Université de Lund (Suède), Ecole des Hautes Etudes Industrielles de Séoul (Corée), Korea University (Séoul), Corée du Sud, Université de Medicine-Wisconsin (Etats-Unis), Tsing-Tsin University (Chine). Ces accords se traduisent par des échanges d'enseignants et d'étudiants, des recherches menées en commun, des séminaires et voyages d'études pour chefs d'entreprises.

La culture internationale de Sup de Co Marseille se manifeste aussi dans la vie associative de l'école. Depuis 1982, les cinq continents ont été visités par plus de 200 missions menées par les étudiants de Mission Export et par l'AIEREC.

Enfin, Marketing Méditerranée, première Université-Entreprise des ESCAE, possède depuis deux ans un département "Mission Export aux Etats-Unis". Pour 1987 Sup de Co Marseille prépare aujourd'hui les eurocongres.

Faculté internationale

Sup de Co Marseille

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE MARSEILLE
Doyenné de Luminy - Case 911 - 13288 Marseille Cedex 9 - Tél. 401 44 41 - Fax 401 41 01 50
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

La « Monde économie », poursuit la série d'articles de réflexion sur « l'état de la France », après ceux publiés les 28 juillet (« Une presse périsseuse ») de Bernard Lassus-Duchêne, 4 août (« Le poids des traverses stives ») de Jean-Marie Chevillon, 11 août (« Les deux passées ») de Jean-Marie Chevillon, 22 septembre (« En attendant le déclin ») de Xavier Grotte, 20 octobre (« La France contre l'industrie ») de Jean Bourguinat, 10 novembre (« Face à la complexité ») de Jean Saint-Geours et 17 novembre (« Une économie sans indulgence ») de Michel Jobert.

سكا من الاجل

OFFREZ-VOUS LE CADEAU QUI FERA CARRIERE

HP-18C BUSINESS CONSULTANT VOTRE GESTIONNAIRE FINANCIER

- LIQUIDE: Rentabilité/Amortissement/Taux d'intérêts... • GESTION D'AGENDA: Horloge/Calendrier... • Version française/SAH menus.



1290F TTC

Offre valable du 15 nov. 87 au 15 janv. 88

OFFRE EXCEPTIONNELLE

livre d'applications n°3 "ENTREPRISE"

LA RÉGLE À CALCUL 65 bd Saint-Germain BP 390 75228 Paris cedex 05

Tél. : (1) 43.25.22.76 - Télécopie : (1) 43.25.22.76 - Télex : RAC 201 324 F

Le Monde L'ÉDUCATION DE L'ÉDUCATION. FÊTES: CE QUI BRANCHE LES JEUNES... POUR LES PETITS... PARENTS... ENSEIGNEMENT... ENFANTS...

THE FRENCH MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION. Restons Français. L'ICN est la seule grande école de commerce de France de statut universitaire...

ÉCONOMIE

Un pays entravé

(Suite de la page 31.) Il est maintenant reconnu que la production diversifiée, à haute valeur ajoutée, du fait d'une main-d'œuvre très qualifiée, est l'atout des pays industrialisés... Pour réaliser les capacités productives d'une main-d'œuvre qualifiée, c'est l'organisation des entreprises qui est en jeu...

La spécialisation internationale n'est pas précise. L'offre d'exportations est insuffisante, comme en témoigne le peu d'avantages que nous avons tirés de l'appréciation du dollar... La compétitivité dépend aussi de spécialisations industrielles fortement différenciées...

Un véritable piège

Ces déficiences industrielles sont graves, mais elles ne sont pas nouvelles. C'est l'environnement macroéconomique détestable qui les rend plus aiguës... Ces déficiences industrielles sont graves, mais elles ne sont pas nouvelles...

BIBLIOGRAPHIE

Dans quel état sortirons-nous du XXe siècle ?

TREMBLONS pour les économistes qui écrivent de gros livres. Ils se précipitent à l'ouvrage dans un climat tempéré ou au contraire tempêteux... Christian Stoffer, son travail était bien achevé avant les « jours noirs » d'octobre 1987...

Première interrogation : pourquoi brûle-t-on ce que l'on adorait hier, pourquoi a-t-on fait le grand écart entre Keynes et Friedman... Christian Stoffer, qui nous l'avons dit, a pris du champ pour regarder ce qui se passe...

qui sera sans doute regardé de plus près par le grand public, avide de voir au-delà de cette frontière magique du millénaire... Les catégories familières des activités de production - primaire, secondaire, tertiaire - seront brouillées...

La cinquième génération. Christian Stoffer, qui nous l'avons dit, a pris du champ pour regarder ce qui se passe, est séduit par la théorie des cycles, et celui de Kondratiev... Ce programme ambitieux, Christian Stoffer va le réaliser dans une grande fresque...

Il s'agit d'un véritable piège parce que le marasme global, entretenu par les politiques d'austérité, nourrit tous les handicaps structurels de la compétitivité industrielle... Un regret tout de même après ce bel itinéraire : nulle part il n'est question de l'aide que l'Europe occidentale pourrait apporter...

DÉCEMBRE le mois des cadeaux chez NEUBAUER. 130 CV. +5000 F sur la valeur de votre reprise selon les conditions générales de l'Argus. NEUBAUER PEUGEOT

NOUS RECHERCHONS DES ÉTUDIANTS QUI VEULENT DEVENIR PILOTES PROFESSIONNELS ! Les cours de formation pour le brevet de pilote professionnel débutant en juin 1988 en Caroline du Sud à la NAA...

En panne d'autobus

(Suite de la page 31.)

Sur ces sommes, ce n'est guère plus de 400 à 500 millions de dollars qui sont affectés aux projets nouveaux. Cette enveloppe est hors d'échelle et ne permet pas de payer, par exemple, plus de 1 mile de futur métro de Los Angeles, confronté à des problèmes techniques graves.

Place à l'imagination donc pour trouver des sources nouvelles de financement! Certaines villes fonctionnent des obligations qui sont garanties par des taxes sur la consommation ou sur le carburant. Ainsi les autorités de Jacksonville (Floride) appellent leurs administrés à voter par référendum sur l'affectation de telle taxe à la construction du prochain kilomètre d'un métro de 26 millions de dollars, conçu par Metra et Alstom, en échange de la suppression du péage sur les ponts qui commandent l'entrée de la ville.

On ne compte plus les villes et les comités qui ont choisi de mettre à contribution les promoteurs immobiliers, en leur imposant une taxe additionnelle affectée aux transports qu'ils suscitent. Les propriétaires de résidences commencent à se regrouper pour cofinancer les bus qui les amènent aux centres-villes ou à une station de métro, ainsi, à Des Moines (Iowa), 80 % des résidents d'un quartier ont accepté de payer leur quote-part d'un réseau local de bus.

Certains endroits, on se soucie plutôt d'accroître les ressources : les responsables des métros et des bus de Washington ont décidé d'imposer un tarif plus élevé aux heures de pointe, ce qui leur a permis de ne

pas augmenter le tarif de base pendant trois ans. Dans d'autres, on préfère réduire les dépenses : à Phoenix (Arizona), la ville a passé un contrat avec une société de taxis qui remplace le dimanche le service des bus. Deux cent vingt clients, payant le tarif bus, sont transportés chaque dimanche, et la ville verse la différence par rapport au coût de la course en taxi. Phoenix estime économiser par ce moyen 700 000 dollars par an.

Comme en Europe, les édiles recherchent des sources de financement le plus insolentes possible, afin de ne pas trop augmenter les tarifs des transports en commun. Sur les deux continents, on pousse les organismes publics gestionnaires de réseaux à accroître la productivité de leur personnel et de leurs machines.

La seule différence est qu'en Europe les déplacements domicile-travail sont massivement assurés par les bus et les métros (par exemple, en Ho-do-France, à 42,6 %). Mais les transports en commun progressent, comme à Lyon, où ils sont passés de 20,7 % à 25,7 % des déplacements en dix ans.

Il reste aux États-Unis à résoudre une question structurelle : comment répartir les dépenses de transport entre les pouvoirs publics et les particuliers? La multiplication des embarras de la circulation et le rattrapage du carburant aide-transport ont longtemps été l'alternative.

de San-Francisco
ALAIN FAUJAS

La fin des illusions françaises

C'EST le désenchantement chez les constructeurs français qui fondent beaucoup d'espoir sur le marché américain des transports urbains. Celui-ci ne représente-t-il pas 40 % du marché mondial des matériels ferroviaires? A la fin des années 70, Alstom livrait 11 000 véhicules de métro au réseau d'Atlanta. Depuis 1986, ANF et Alstom ont commencé à fournir les 425 voitures commandées par le réseau de New-York. A Chicago, c'est l'aéroport O'Hare qui a opté, en 1986, pour le métro automatique conçu par Metra, le VAL, et construit en coopération avec Alstom pour équiper les 2,7 miles de voies qui desserviront les aéroports et les parkings.

Même succès à Jacksonville (Floride), où la VAL de Metra et d'Alstom est promise à un réseau de 5 ou 6 miles et de 14 stations. A la fin de cette année, Alstom mettra en service la première des 150 voitures modernes commandées pour le BART de San-Francisco.

Ces contrats ont contribué à la remontée de la part de la France dans les importations ferroviaires américaines, passées de 4 % en 1985 à 19 % en 1986. Sans nier la réalité de ces succès, il convient d'en relativiser l'importance et la durée.

Métro de New-York : ANF et Alstom ont connu au début les pires difficultés pour fabriquer des voitures en raison de problèmes d'usinage des éléments retenus. Plus d'une centaine de millions de francs ont été ainsi perdus sur la première tranche de 225 voitures. La deuxième tranche de renouvellement du métro de New-York vient d'être rap- portée par le Japonais Tokyo

CAR, dont les prix étaient inférieurs de 7 % à ceux des Français.

Métro de San-Francisco : du fait de certains retards, Alstom pourrait se voir infliger des pénalités de 50 millions de dollars sur un contrat d'un montant global de 133 millions. Tramway de Los Angeles : Alstom n'a pas été retenu car il était le plus cher des quatre candidats. Métro de Jacksonville : Metra a dû affronter un procès fait par son concurrent Westinghouse (américain).

Ces mésaventures font que le marché américain est l'un des plus difficiles qui soient. L'industrie américaine ferroviaire est-elle en est morte? Boeing s'en est retiré; Rohr, constructeur du BART de San-Francisco, a fait faillite. Ouvert à l'ensemble des constructeurs étrangers, le marché américain est, de plus, extrêmement compétitif. Après avoir profité de leur avance technique, les Français souffrent aujourd'hui des coûts de fabrication excessifs par rapport à ceux des candidats Bombardier et UTDG, de l'allemand Siemens et surtout des japonais Sumitomo et Kawasaki.

Les Industriels français n'ont pas le choix. Il leur faut appliquer les recettes qui font le force de leurs concurrents japonais; présence systématique auprès des édiles et des responsables de réseaux; et surtout, pas être FORTS de leurs usines de montage de New-York (ANF) et de Union-City en Californie (Alstom), ils pourront se proposer pour réhabiliter des véhicules en service qui seront bientôt à bout de souffle. Ainsi, le seul métro de New-York aurait besoin sous peu de 4000 moteurs neufs. — A.F.

Le chemin de fer en surmultiplié

par ÉMILE QUINET (*)

PENDANT plus de cinquante ans, le réseau ferré français n'avait pas bougé. En quinze ans, à partir de 1980, furent créées trois lignes nouvelles et le tunnel sous la Manche, qui traverse la majeure partie du territoire vers le Sud-Est, le Sud-Ouest, et le Nord. A des échéances à peine plus éloignées, des projets existent pour l'interconnexion des lignes à grande vitesse, pour un TGV Paris-Est, pour le prolongement jusqu'à la mer de la ligne nouvelle Paris-Lyon.

Pour s'en tenir aux échéances annoncées, en 1993 les rames à grande vitesse draineront, si les prévisions de trafic ne sont pas trop erronées, entre les deux tiers et les trois quarts de la circulation ferroviaire nationale de voyageurs. Les gains de temps permis par ces nouvelles lignes, et l'impact sur les autres lignes, — compris mais non limité à la grande vitesse — sur le plus grand des longs parcours.

L'espace modifié

Une telle transformation modifie l'espace économique français. C'est toujours, ceux qui sont ou sont laissés de côté se lamentent. D'autre part, les effets sont très mal connus, complexes et longs à apparaître. Le TGV Sud-Est a-t-il enrichi la région lyonnaise, la zone de Mâcon, la région parisienne? Bien malin qui pourrait le dire : les choses ont bougé, des habitudes se sont transformées; mais ces effets bénéfiques au développement économique? On en a des préconceptions, mais pas de preuve.

En tout cas, les régions au nord, au sud et à l'ouest ont été profondément modifiées. On ne réduit pas impunément le temps de transport d'un tiers et de moitié. Le réseau à grande vitesse aura une structure ambiguë; les lignes aboutissent à Paris, mais peuvent aussi l'éviter grâce à l'interconnexion. Laquelle des deux tendances, centrifuge ou centripète, l'emportera? Paris sera probablement toujours Paris. Mais le désert français sera plus vite traversé, et peut-être moins désert.

Un autre enjeu est peut-être celui du Pouvoir industriel. Au dix-neuvième siècle, la révolution des chemins de fer faisait vivre les usines de forge fabricants de rails; maintenant ce sont les usines de matériel électrique. Il est certain que l'impact du matériel en activité les chaînes de montage et d'agrandir la vitrine française pour l'exportation a été un des arguments en faveur des TGV.

Les perspectives actuelles de trafic à l'étranger sont limitées. Le marché japonais n'est pas prometteur; le marché américain est bien lointain, et c'est finalement en Europe que les espoirs sont les plus solides. La France étant bien placée, par son savoir technologique, pour les lignes à grande vitesse qui vont se développer dans toute la CEE. Ni la Grande-Bretagne ni l'Italie n'ont de système aussi performant

que le TGV. Les plus proches concurrents, les Allemands, se sont initialement livrés à un système très classique : la saturation magnétique; mais leur exploitation pose des problèmes, ne serait-ce que la pénétration en ville, qui ne peut pas valider les lignes existantes. Ils ont donc recherché un autre système plus classique sur rails, l'ICE, et leurs réalisations sont moins avancées que les nôtres.

A côté de ces enjeux économiques et industriels généraux, on perçoit peut-être moins bien les implications internes au secteur des transports, notamment dans les esprits à la recherche nationale. L'expression a déjà été employée du risque d'un ICEI — à deux vitesses —. Elle est exacte et de multiples points de vue, et d'abord vis-à-vis de la clientèle.

L'image du train classique paraît bien vieillotte pour ne pas dire vieillotte, si on la compare à celle du moderne avion. Et la SNCF a du mal à renverser ce paradigme. Le TGV lui permet de procéder au rattrapage : et le moyen de transport le plus lent, celui que l'étranger nous envie et que les Japonais ne cessent de viser.

Mais, à l'intérieur de l'entreprise, le TGV concentre la pointe du progrès, tant dans la conception du matériel que dans l'exploitation de la circulation ou le service à l'usager. Le TGV peut contribuer à insuffler un esprit nouveau dans une entreprise aux structures lourdes, plus tournée vers la tradition de perfection technique que vers le dynamisme commercial. Mais ne risque-t-on pas d'assister à un civage au sein des chemins de fer l'aristocratie de ceux du TGV et de la tierce-état des autres?

Sur le plan financier, aussi, l'extension du réseau TGV peut créer une dichotomie : la décision des ministres des transports, le 26 octobre dernier, a laissé aux sociétés de chemins de fer le soin de mettre sur pied le financement de l'opération. Elle a en particulier rejeté l'idée émise par certains de recourir au financement privé, comme cela avait été fait, vingt ans plus tôt, pour les autoroutes, et, il y a peu de temps, pour le tunnel sous la Manche.

On se prive ainsi des efforts de productivité d'un entrepreneur privé qui n'aurait peut-être effectué les travaux à moindre coût, et surtout les possibilités accrues qu'offre le recours à l'imagination et aux capacités financières accrues des investisseurs privés, celles qui ont permis au réseau autoroutier français de se développer à la vitesse que l'on sait.

Certes, en droit, on n'empêche la SNCF de mettre en œuvre des moyens similaires et d'aboutir au même résultat. Mais, dans les faits, on voit mal comment l'Etat — plus spécialement le ministère des finances — résisterait à la tentation d'agir, dans le sens restrictif, sur les crédits financiers et les intérêts d'emprunt qui bénéficient à la SNCF. Celle-ci a déjà endetté à hauteur d'environ 80 milliards de francs, et le TGV Nord augmentera cette somme de 20 milliards.

Il est probable que les autres investissements de la SNCF seront réduits. Ceux-ci concernent les infrastructures traditionnelles de la traction marchandise; et ce doit être en position difficile, spécialement le trafic marchandises, en lutte à la concurrence efficace du transport routier.

La part du matériel de rail va constamment en diminuant : de 80 % en 1974, elle est descendue à 37 % en 1980 et à 34 % en 1986. L'entreprise doit donc adapter ses efforts pour modifier la situation, en modifiant et en aménageant les régimes d'acheminement, en développant ses installations nouvelles.

A la conquête de l'Europe

Ces efforts de modernisation risquent d'être ralentis à un moment où, précisément, le rail de transport des marchandises devrait logiquement être accru, puisque les dépenses de voie, qui varient peu avec le trafic, se répartissent sur un total plus réduit, le trafic voyageurs se reportant largement sur les lignes traditionnelles. En France, avec les TGV le rail conquiert une certaine suprématie sur l'avion, mais par cette dernière voie se développent les liaisons par rapport à la route.

Face à cette situation, on peut envisager deux orientations, et, comme toujours, le résultat sera probablement un dosage entre elles.

D'abord accroître les crédits budgétaires et surtout d'emprunt, mais à la disposition de l'entreprise. Cette dernière trouvera toujours des clients pour

(*) Professeur à l'École nationale des ponts et chaussées.

ses emprunts, en dépit du temps de retour très long des investissements et du niveau de l'endettement;

Ensuite améliorer les services et la concurrence est trop vive. Cela fait longtemps qu'on parle de suppressions de lignes non rentables. Ne faudrait-il pas reprendre l'idée, envisager une remise en cause plus fondamentale des infrastructures avec un plus large appel au transport routier?

Enfin améliorer la coopération internationale. Le train n'est pas la coupe de frontières beaucoup plus que les concurrents l'avion et la route. A chaque changement de pays, c'est une autre technique, une autre modalité de gestion, et surtout une autre entité commerciale que le client est en contact, qu'il est chargé de marchandises ou voyageurs. La coopération entre compagnies s'exerce déjà mais se limite au plan technique; il faut aussi développer sur le plan la gestion.

Le TGV Nord peut en être un exemple d'autant plus précieuse que, l'année de sa mise en service, en 1993, ne produiront, si les conditions sont respectées, une série d'effets symboliques : l'ouverture du tunnel sous la Manche, et ainsi celle du marché unique européen.

Les transporteurs de chaque pays pourront en tirer largement leur activité dans une zone libérée de la concurrence des chemins de fer.

Mais les chemins de fer sont limités à leur territoire, et les routiers pourront utiliser tout le territoire. Il en résulte une concurrence accrue pour les transporteurs français et surtout pour la SNCF. Est-ce que, ces vingt dernières années, le chemin de fer n'a été qu'un instrument de la conquête de l'Europe?

RENTREE 26 JANVIER 88
NIVEAU DEUG, DUT, BTS...
Préparez-vous immédiatement à
UN NOUVEAU METIER
ASSISTANTE EUROPEENNE
DE MANAGEMENT DIPLOME ESA
Formation intensive: 9 mois en France, 5 en Californie ou en Allemagne, il en est un des plus professionnels sur 3 diplômes reconnus par les professionnels.
ESAM l'école française habilitée à préparer le diplôme européen ESA obtenu dans 70 pays de 28 ans.
ESAM membre du groupe IEG et de l'Association Européenne de Secrétaires de Management.
Bon à retourner à ESAM 63, av. de Villiers 75017 Paris. — Tél. : 47-86-84-22
M^{me} Adresse Tél. :
 un rendez-vous d'orientation une documentation

Je veux tout tout de suite!
Des cadeaux, des glaces, des cigares, du parfum, des magazines, de l'or, des romans, jusqu'à 2 h du matin, des disques, du Champagne, des bagages, des peluches, une télévision, ... les jours et quand je veux!
DRUGSTORES PUBLICIS
1, rue Méditerranée Paris 8^e 47.93.38.70

LE CHAPME INDISCRET.
BALMAIN
PARIS
MODÈLE QUARTZ PLAQUÉ OR.
CADRAN AVEC ARABESQUES EN RELIEF. LUNETTE MÉTALLISÉE. ÉTANCHE. FABRICATION SUISSE.
BALMAIN Montres, un département de LONGINES FRANCE, 78, rue Turbigo, 75003 Paris. 1/42786227.

سكنا من الاجل

La chronique de Paul Fabra

Supprimer les statistiques du commerce extérieur

L fut un temps, pas très éloigné, où... L'analyse de l'économie mondiale...

croire qu'à la « loi » du marché... Les statistiques en question...

Il est vrai que le prince des sophistes... d'une profession qui en compte un...

Des fois dans ce pays, cet endettement... qui n'est pas un phénomène...

La publication des statistiques du... commerce extérieur une fois par mois...

moutonniers de la Bourse, aux statisti-... ques délaissées de la masse monétaire...

Si la balance commerciale des Etats-... Unis demeure dans le rouge, c'est parce...

POUR comble d'ironie, la nouvelle... d'un déficit commercial encore...

Etats-Unis (dont la balance commerciale... est la principale composante) aussi...

Comme on l'a vu plusieurs fois... dans des colonnes, les statistiques...

On dira qu'il est à la fois plus simple... et plus logique de présenter les choses...

La solde de la balance commerciale... américaine, comme le solde de la...

autres pays, s'établir au niveau com-... mandé par l'ensemble des entrées et...

Le mal qu'il leur font actuellement est... aussi considérable que par le...

Précisons, si ce n'est à titre de bou-... zade, l'abolition des statistiques du...

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

Le gris et le noir

QUELLE appréciation porter... sur la « révolution... »...

Cependant, il est bien difficile... de résultats, de faire la part...

De l'État au Canada... au Québec vise à dégrader les...

Dit autrement par Paul Thibaud... d'Esprit, il s'agit...

Et, là, tout un ensemble de... sont parfaitement au...

Policy, octobre 1987 (Cambridge Uni-... versity Press, The Edinburgh Building...

S.O.S. Pense-t-on à l'essentiel ?... Plus de huit milliards en 2025...

La distribution du pouvoir... D'après ses études, Robert...

Plus précisément, Jean Winiacki... professeur à l'Institut de recherche...

Des autocraties ordinaires... Plus précisément, Jean Winiacki...

Kaléidoscope - Regards d'économistes... sur la propriété : numéro spécial...

Le calendrier... CYCLISME... Le premier...

Le Monde sur minitel Mercredi 16 décembre Jean-Louis GULLAUD P-DG de l'AFP vous répond en direct sur minitel 3615 TAPEZ LEMONDE

BASKET-BALL : championnat de France

Cholet, l'étoffe d'un champion

Battu à domicile au match aller, le CSP-Limoges a pris sa revanche samedi 12 décembre à Cholet, en l'emportant par 80 à 75, face à l'équipe locale. A l'issue de ce premier tour des matches retour du championnat de France de basket-ball, Limoges le favori, et Cholet, l'inattendu, se partagent la première place du classement.

CHOLET
de notre envoyé spécial

« Faites en sorte de regrouper le public dans la tribune, face aux améens », avaient suggéré les techniciens d'Antenne 2 à Michel Léger, le président du Cholet-Basket (CB), en préparant la retransmission du match contre Limoges. Le conseil avait fait sourire. Telé ou pas télé, les 4 500 places assises et les 1 500 debout de la salle de la Meilleraie étaient toutes prises longtemps.

Cholet vit sa passion pour le basket à guichets fermés. C'était le cas lors de la venue de Villeurbanne, il y a quinze jours. Contre Orthez, la semaine dernière, 2 000 personnes avaient dit se contenter de la vidéo pour suivre le match à partir d'une salle voisine. L'une des raisons de cet engouement, c'est la nouveauté. Le CB évolue pour la première fois parmi l'élite, après avoir gravi patiemment les échelons depuis sa création en 1975. De plus, l'équipe choletaise a terrassé tous les favoris pour finir les matches aller en tête du championnat. Désormais, dans cette ville de 60 000 habitants, où l'on reprendra par voie d'air le titre de « roi de basket », on vit sur un nuage. Et ce n'est pas la défaite face à Limoges après une palpitante course poursuite, qui découragera les supporters accourus de 40 kilomètres à la pays.

Dans le pays des Mauges, les panaches de basket-ball peuvent durer. « Le Maître-et-Lebre est le premier

département de France par le nombre des licenciés », explique Michel Léger. Une tradition sportive qui a pris racine dans les nombreux patronages de cette terre très catholique. Aujourd'hui, le Cholet-Basket est le troisième club français par ses effectifs (350 joueurs répartis dans 35 équipes) et le premier selon le classement officiel de la Fédération, pour les résultats de ses jeunes : champions de France en cadets, finalistes en minimes, et cette saison l'équipe espoirs est leader du championnat national. Le CB n'est donc pas en nationale 1 A par hasard !

« La surprise, ce sont les bons résultats actuels », confie Michel Léger. Ce géomètre expert de quarante-huit ans, adjoint aux finances de la ville, est partagé entre sa fierté de président fondateur, et l'angoisse d'homme d'affaires. Plus tôt que prévu aux exigences d'une coupe d'Europe. L'artisan du succès, Jean Gallo, est étonné. L'ancien entraîneur de Caen, Vichy et de Cholet, qui a permis de passer au premier tour de la Coupe de France par le nombre de licenciés, c'est l'atmosphère qui règne au sein de l'équipe. Jean Gallo prend un soin tout particulier à « créer un climat, structurer l'environnement jusque dans les détails, afin que chaque travaille dans des conditions agréables ». Pour le reste, il s'appuie sur ses qualités de meneur d'œuvre depuis quinze ans sur les parquets de basket. « J'essaie de faire passer ma philosophie en matière de défense, de jeu collectif. Des choses que j'aime bien, et qui ont fait leurs preuves ». La réussite est totale car les joueurs se sont révélés très complémentaires. « Il y a dans le groupe une forme d'intelligence, une complémentarité, une roulerie qui permet de gagner des matches tout en s'amusant », dit l'entraîneur.

Les clés de la réussite
Le succès est d'autant plus grand que l'équipe a été complétement modifiée à l'inter-saison. « Fortement américanisée, elle s'appuie sur trois naturalisés. Nous nous sommes séparés des trois. C'était une politique à court terme », explique Michel Léger. Jean Gallo préfère puiser dans le réservoir du centre de formation. Il peut ainsi compter sur des hommes à lui : Dob-

bel, un ancien de l'épopée héroïque, et Demory, l'un des meneurs de jeu de l'équipe de France. Tous deux d'origine nordiste, ils se sont joints à Cholet où, selon Jean Gallo, « les gens sont simples et directs. On retrouve les qualités des gens du Nord ».

L'une des clés de la réussite choletaise, c'est l'atmosphère qui règne au sein de l'équipe. Jean Gallo prend un soin tout particulier à « créer un climat, structurer l'environnement jusque dans les détails, afin que chaque travaille dans des conditions agréables ». Pour le reste, il s'appuie sur ses qualités de meneur d'œuvre depuis quinze ans sur les parquets de basket. « J'essaie de faire passer ma philosophie en matière de défense, de jeu collectif. Des choses que j'aime bien, et qui ont fait leurs preuves ». La réussite est totale car les joueurs se sont révélés très complémentaires. « Il y a dans le groupe une forme d'intelligence, une complémentarité, une roulerie qui permet de gagner des matches tout en s'amusant », dit l'entraîneur.

Le rôle de la municipalité ne se résume pas à celui de dynamisme financier. « Les bonnes performances doivent nous servir de miroir pour l'avenir », a dit Jean Gallo à ses joueurs. Il redoute plutôt la réaction d'un public exigeant, qui n'a manqué pour l'instant que du désir.

Dans l'immédiat, Cholet-Basket reste dans la course au titre. La perspective effraie un peu l'entraîneur. « Personne au club n'est prêt pour ça », et le président. « Ce ne sont pas des joueurs qui se préparent à l'inter-saison. Ils ne préparent à l'éventualité d'une participation européenne. Afin d'étaffer le budget (7 millions de francs), Michel Léger a trois atouts. D'une part, le public : il espère doubler le nombre des abonnés grâce à un système à crédit, prélevement direct. D'autre part, la municipalité qui a toujours joué le jeu : le député-maire Maurice Léger (UDF) ne rate pas un match, et la ville n'a pas hésité à construire une salle de 10 millions de francs sur les bords de la Moine. « Le projet a été voté le 3 juillet, se souvient Michel Léger. Et le 18 septembre, nous y faisons notre premier match ».

Enfin, les ambitions du Cholet-Basket peuvent s'appuyer sur un environnement économique favorable. La région connaît un des plus faibles taux de chômage. Elle est discrètement mais fortement industrialisée. « Ici, c'est le monde des usines à la campagne », dit Michel Léger. Sur soixante-cinq communes autour de Cholet, soixante-douze ont une industrie. Les groupes comme Erant, New Man, Gaston Januet et bien d'autres y ont leur siège, et leurs unités de fabrication. Un contrat entre le club et l'économie régionale commence à passer. C'est un sponsor local qui propose ses brochures sur les maillots de l'équipe, et le groupe Pasquier, quatrième fabricant français de chaussures, vient de proposer aux basketteurs locaux de collaborer à l'étude d'une chaussure de compétition.

Les exploits de Cholet-Basket ont un effet de rétroscopie sur Michel Léger. « Quel événement pourrait attirer quatre chaînes de télévision à Cholet, un samedi après-midi ? »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

SKI ARTISTIQUE : Coupe du monde

Les acrobates font la manche

La première épreuve de la Coupe du monde de ski alpin artistique a eu lieu du vendredi 9 au dimanche 13 décembre à Tignes (Savoie). Dans les trois épreuves qui composent cette discipline — bosses, ballets, sauts — les skieurs américains ont débuté la saison en pleine forme. Les modestes résultats des Français n'ont pas empêché

elle possède une forme. « Et puis, il faut noter la quatrième place de Bruno Bernhart. Lui aussi a été opéré du genou droit en avril dernier, à la suite d'une chute en compétition. A mon avis, la préparation sérieuse, il ne s'agit qu'à 80 % de ses possibilités. Mais il sera prêt pour les étapes américaines de la Coupe du monde. Il faut aussi citer Edgard Grosjean, qui a dix-huit ans, me semble être un des meilleurs mondiaux dans les cabrioles au-dessus des sauts. Edgard a bien appris à skier et il ne se rater des virages pour arriver dans les filets de matériel. C'est le 14 et le 15 vendredi à Tignes ».

« Les Américains avaient-ils mieux préparé leur première épreuve ? »

« Nous avons eu l'entraînement en juin à Evian par des temps physiques. A partir de 1^{er} juillet, nous les compétiteurs ont pu travailler dans les conditions réelles. Pour des gamins qui n'ont pas eu un vrai entraînement, cela me paraît excellent. L'année 1988 est plus chargée que les autres puisqu'un mois de la Coupe du monde figurent les Jeux olympiques. Il ne faut pas de privilégier l'une ou l'autre des épreuves, mais de prévoir un programme qui permette aux skieurs d'être à leur meilleur niveau à la fin du mois de janvier. Tous hommes, Eric Berthon, Eric Lacroix et

l'optimisme de Nano Fourtier, le directeur des équipes. L'ancien champion du monde de bosses, devenu entraîneur en 1984, assure que garçons et filles sont prêts pour les prochaines étapes et surtout pour les Jeux olympiques de Calgary, bien que le ski acrobatique manque encore de moyens financiers.

Didier Modé, en danse, Catherine Lombard, Raphaëlle Monod et Christian Rossi, sont les favoris du classement de la Coupe de monde 1987. D'ici le mois de février, les Français peuvent encore décrocher deux places au classement. Aux jeunes de leurs preuves.

Parents pauvres
La présence de ski artistique à Calgary est-elle le début d'une consécration ?

« Pour l'instant, il ne s'agit que d'une entrée discrète dans le monde olympique. Après l'étape de sport de démonstration à Calgary, le ski artistique sera une discipline à part entière en 1992 à Albertville. La prestation est physique. On peut être que un haut niveau pour les télé-spectateurs et surtout les officiels. Cela dit, l'entrée aux Jeux olympiques ne va pas transformer magiquement un sport mineur. Coureurs et organisateurs doivent encore lutter pour s'imposer auprès des médias et des sponsors. « Tous mes efforts, depuis quelques années, portent essentiellement sur l'élite. Assurer l'entraînement en bosses, l'encadrement d'une équipe où les fortes têtes sont nombreuses, me laisse peu de temps pour occuper les plus jeunes ou pour inciter les clubs à créer des sections. Lorsque les skieurs qui j'ai vus à Tignes ont abandonné la compétition, il risque d'y avoir un trou. Je crains qu'en 1989 ou 1990 on ne fasse beaucoup de podiums. Mais je m'efforce de préparer une relève pour Albertville. »

« La présence du nouveau directeur technique national de la Fédération lors des épreuves est-elle un signe ? »

« Jean-Pierre Puthod, le nouveau DTN, a notre âge. On s'est connu et apprécié au ski alpin et je sais qu'il pense souvent comme nous sur de nombreux sujets. Moi, je souhaite qu'il réunisse dans sa mission de redressement, car le ski alpin n'est pas un concurrent pour nous. Au contraire, moins les skieurs français affichent de résultats, moins on parle de nous. Je suis pour le développement de tous les plaisirs de la glisse. Le surf en Coupe du monde, pourquoi pas ? La concurrence n'est jamais mauvaise. »

Propos recueillis par BERGE BOLLOCH.



Le Finlandais Timo Kariminen en plein vol

FOOTBALL : Coupe du monde 1990

Le bon tirage

La France a connu un sort favorable, samedi 12 décembre, à Zurich, pour le tirage au sort des groupes éliminatoires de la Coupe du monde 1990. Les Français devront rencontrer l'Écosse, la Yougoslavie, la Norvège et le Chili. Malheureusement, l'équipe d'Henri Michel a échoué à des adversaires coriaces comme les Pays-Bas et les nations d'Europe de l'Est. De plus, elle participe à un groupe de cinq équipes dont les deux premières seront qualifiées.

La Yougoslavie est une vieille connaissance du football français : cinq rencontres depuis 1983. Un match amical était d'ailleurs prévu en avril prochain. Il sera annulé. Actuellement au creux de la vague, les Yougoslaves ne seront pas les opposants les plus dangereux. Henri Michel devra se méfier de l'Écosse, une équipe qui s'est qualifiée pour les quatre dernières coupes du monde. Instructés par leurs déboires des éliminatoires du championnat d'Europe, les Français prendront aussi la Norvège au sérieux. « Pas question d'aller jouer à huis-clos un 16 juin alors que nos clubs sont en vacances », a déclaré M. Jean Fourrier-Fayard, le président de la FFF, avant de se pencher sur l'élaboration du calendrier.

Violence à Montpellier. — A l'issue du match Montpellier-Cannes, samedi 12 décembre, des incidents ont opposé à l'extérieur du stade des supporters des deux équipes. Un Montpellierain a été gravement blessé de deux coups de crosse. Le lendemain, c'est à Milan que des débordements ont fait huit blessés après le match contre Rome. Pendant la rencontre le gardien de but romain avait dû être évacué sur une civière après avoir été touché par des pétards lancés des tribunes.

La mort de Julien Da Rui Le premier goal volant

Considéré comme l'un des plus grands gardiens de but de l'histoire du football français, Julien Da Rui est décédé samedi 12 décembre à Dijon, à l'âge de soixante et onze ans. Né le 16 février 1918 au Luxembourg, il a commencé à se faire connaître du grand public en 1938 lors d'une finale de Coupe de France perdue par son club, Charleville, face au prestigieux Racing. Interrompue par la guerre, sa carrière comme l'apothéose de la l'Éducation, où il devint l'immortel gardien de l'équipe de France. Son jour de gloire restera le 10 mai 1947 : à plus de trente ans, il a été choisi pour garder les buts de l'équipe d'Europe contre le Royaume-Uni.

De petite taille pour un gardien (1,69 mètre), Da Rui a révolutionné le rôle du gardien, s'évadant volontiers de sa ligne de but pour anticiper et participer au jeu. Vif et agile, il fut le premier goal volant. A ses qualités physiques, il ajoutait une technique exceptionnelle du déplacement au pied et une personnalité très forte qui lui permettait de diriger depuis sa cage le jeu de toute l'équipe.

CYCLISME : courses par étapes

Le calendrier sur la sellette

L'incohérence du calendrier international, à la fois pléthorique et déséquilibré, constitue depuis longtemps l'une des plaies du cyclisme professionnel. Pour tenter d'y remédier, M. Verbruggen, président de la Fédération internationale, a décidé de réduire le durée des principales épreuves par étapes. Mais la solution qu'il propose risque d'être pire que le mal, car à l'incohérence elle ajoute l'arbitraire.

En effet, les contraintes imposées ne sont pas identiques pour tous les organisateurs. Alors que les grands Tours nationaux sont amputés de 12 % à 15 % de leur longueur, ce sont des coupes très sévères — moins 30 % et plus — qui affectent Paris-Nice, le Critérium du Dauphiné libéré et le Grand Prix du Midi libre, après que celui-ci ait absorbé le Tour de l'Aude. Or, dans le même temps, le Tour de Suisse, le Tour de Romandie et le Tour de Luxembourg bénéficient du statu quo, quand ce n'est pas... d'une étape supplémentaire.

Cette réorganisation a provoqué une vive réaction de Joost Leulliet, Marcel Patouillard et Roger Bâne, organisateurs respectifs de Paris-Nice, du Critérium du Dauphiné libéré et du Grand Prix du Midi libre. Tour de l'Aude, qui se sont réunis récemment pour définir un plan d'action commun.

ATHLÉTISME

CROSS DES MURKELUX
1. Argus (ASA), les 223 km en 26 min 39 s ; 2. Cauro (For.), à 3 s ; 3. Regain (For.), à 17 s.

BASKET-BALL
CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Sixième journée)
*Montpellier b. St-Etienne, 92-75
*Caen b. Antibes, 78-68
Nantes b. Vichy, 92-79
*Reims b. RCF Paris, 102-101
*Orthez b. Lorient, 107-80
Limoges b. Cholet, 80-73
*Monaco b. Vizcaya, 83-83
*Villeurbanne b. Tours, 86-80
Classement. — 1. Limoges, Cholet, 44 pts ; 2. Nantes, 40 pts.

FOOTBALL
CHAMPIONNAT DE FRANCE
Prochaines éliminatoires
(Vingt-troisième journée)
*Toulouse et Monaco, 1-1
Bordeaux b. Le Havre, 1-0
Mats Racing b. Nice, 2-1
*Metz b. St-Etienne, 2-1
Lille b. Marseille, 1-0
*Marseille b. Cannes, 2-1
Laval b. Nancy, 2-1
*Auxerre b. Brest, 4-0
*Lens b. Toulouse, 3-1
Nîmes b. Paris-SG, 3-1
Classement. — 1. Monaco, 83 pts ; 2. Bordeaux, Mats-Racing, 30 pts ;

LES RÉSULTATS

4. Auxerre, St-Etienne, 26 pts ; 6. Montpellier, Marseille, Cannes, 25 pts ; 7. Nantes, Metz, 24 pts ; 11. Laval, Niort, 22 pts ; 13. Toulouse, Toulouse, 21 pts ; 15. Lille, Lens, 20 pts ; 17. Nice, 19 pts ; 18. Paris-SG, 18 pts ; 19. Brest, 15 pts ; 20. Le Havre, 14 pts.

Rugby
CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Troisième journée)
Poule 1
*Grenoble b. Pau, 29-6
Agen b. Tarbes, 12-6
Béziers b. Saint-Jean-de-Luz, 18-4
*Lourdes et Toulouse, 9-9
Classement. — 1. Grenoble, Toulouse, 8 pts ; 3. Agen, Saint-Jean-de-Luz, 6.

Poule 2
*Dax b. Perpignan-R, 17-7
*Valence b. Aurillac, 19-9
*Béglon-Bord b. Auch, 10-0
*Granalès b. Tulle, 45-3
Classement. — 1. Granalès, Dax, Béglon-Bord, 7 pts.

Poule 3
*Montfermeil b. Biarritz, 26-4
Paris et Montchanin (reporté)
Toulouse b. Bayonne, 15-6
*Bourgoin-J. b. Romans, 25-9
Classement. — 1. Toulouse, Montfermeil, 9 pts ; 3. Bayonne, Bourgoin-J., 7.

Ski alpin
COUPE DU MONDE MASCULINE
(Descente de Val-Gardena (Italie), samedi 12 décembre)
1. Rob Boyd (Canada) ; 2. Pirmin Zurbriggen (Suisse) ; 3. Brian Stannell (Canada).
(Slalom géant d'Alta Badia, dimanche 13 décembre)
1. Alberto Tomba (Italie) ; 2. Rudolf Gruber (Autriche) ; 3. ... et ... (Suisse).

Tennis
MASTERS DE DOUBLE
LONDRES
Demi-finales : Flach-Seguso (E-U) b. Casal-Sanchez (Esp.), 6-1, 6-2, 3-6, 7-5 ; Meir-Soud (Tch.) b. Edberg-Barré (Suède), 3-6, 6-3, 2-6, 6-3, 6-4.
Finale : Flach-Seguso (E-U) b. Flach-Seguso (E-U), 6-4, 7-5, 6-7, 5-7, 6-3.

Volley-ball
COUPES D'EUROPE
Champions : Fréjus b. Espinho (Portugal), 3-0.
Vainqueurs de coupes : *Grenoble b. Pınarçiftlik (Turquie), 3-0.
Coupe confédérale : ... (RFA) b. ... (P-B) 3-2 ; Montpellier, 3-1.
Les quatre équipes françaises qualifiées pour les demi-finales : Fréjus sera opposé au ... Grenoble à Bolzano. En revanche, Racing Club de France et le ... Français ont été éliminés dans les épreuves féminines.

Kaleidoscope
Le Monde
P-Louis GUILLAIN
P-DG de l'AFP
LE MONDE

سكزا من الاصل

Paris, le 11 décembre 1987.

Chère Madame,
Cher Monsieur,

En souscrivant à nos certificats d'investissement, ou en les achetant en bourse, vous avez investi dans le Crédit Lyonnais.

Dans cette période de crise boursière – qui, bien entendu, n'a pas épargné les cours de notre titre –, j'ai, plus que jamais, le devoir de vous informer de la marche de notre entreprise.

Pour 1987, le Crédit Lyonnais aura été au premier rang des banques françaises par la croissance de ses activités, en France et à l'étranger.

Son bénéfice d'exploitation consolidé (avant provisions et impôts) devrait atteindre un montant proche de celui de 1986, et son bénéfice net consolidé (après provisions et impôts) progresser de plus de 20 %.

Je proposerai au Conseil d'Administration une augmentation parallèle du dividende, qui, sur la base du cours du jour où je vous écris, portera le revenu de vos titres à près de 5 %.

Notre privatisation, qui devait avoir lieu au cours du premier trimestre 1988, sera retardée en raison de la crise boursière.

Les perspectives du Crédit Lyonnais pour 1988 demeurent favorables. Nous poursuivons la politique de développement, à la fois déterminée et pragmatique, que nous avons menée à bien en 1987 et qui porte ses fruits. Je suis convaincu que vous aurez, une fois passés les remous actuels, toutes raisons d'être satisfaits de votre investissement.

Je vous remercie de votre confiance et je puis vous affirmer qu'elle est bien placée.

Jean-Maxime LÉVÊQUE
Président du Crédit Lyonnais.

 **CREDIT LYONNAIS.**
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

Les ride

Economie

SOMMAIRE

■ Le conflit social qui se poursuit depuis quatorze jours à la Banque de France apparaît comme le symptôme d'une crise d'identité plus profonde qui saisi l'institut d'émission. Cadres et salariés s'interrogent sur le rôle que peut jouer encore aujourd'hui celui-ci (lire ci-dessous). ■ Les marchés ne connaissent pas l'accalmie. A Tokyo, le dollar est plus bas contre le yen (lire page 38). ■ Désaccord à l'OEPE. L'Iran refuse le compromis, proposé par les autres pays membres, qui maintiendrait le prix officiel du baril de pétrole à 18 dollars (lire page 38). ■ L'assemblée générale du CNPF, qui tiendra le 15 décembre, rendra hommage à son président pour sa politique de conciliation qu'il a su mener depuis un an. Elle ne parviendra pas à motiver davantage un patronat qui délaisse ses organisations représentatives (lire ci-contre). ■ Première mondiale : les Etats-Unis et le Canada vont créer le grand marché commun nord-américain (lire page 39).

Les rides de la Banque de France

(Suite de la première page.)

Pour mieux intervenir sur des marchés désormais unifiés, la plupart des banques commerciales françaises ont créé des directions centrales qui regroupent tous les compartiments des marchés de l'épargne (France et étranger, financiers et des changes). Même la Caisse des dépôts et consignations, une autre « vieille dame », s'est dotée d'un plan stratégique. Il n'en a pas été de même à la Banque de France.

Certes, le « gouvernement » de la Banque a cherché à adapter l'entreprise, à la moderniser. « Sans arrêt, nous procédons à des déplacements de postes de travail en fonction de la nouvelle organisation des activités financières », indique M. Philippe Lagayette, l'un des sous-gouverneurs de la Banque. La suppression du contrôle des changes a libéré une soixantaine d'emplois. Une partie des effectifs ainsi délogés a été affectée à l'établissement de la balance des paiements, qui demande plus de personnel en raison même de la libération des changes. De même, la fin de l'accroissement de crédit a provoqué quelques mutations internes, les cadres libérés se consacrant désormais au suivi (complexes) des réserves obligatoires des banques. L'élargissement du champ des établissements de crédit contrôlés par la commission bancaire (passé de 800 à plus de 2 000) à la suite de la loi de 1984 a conduit, par ailleurs, à un doublement des effectifs de cette commission.

Des moyens et des hommes

Il y a donc bel et bien des redéploiements permanents au sein de la banque. Pourtant, pour beaucoup de cadres, une répartition inadéquate des moyens tant matériels que humains subsiste. Nombre d'entre eux ont l'impression d'une politique « au coup par coup ». Il en serait de même en matière d'information. Certes, la Banque s'est dotée depuis plusieurs années d'un « schéma directeur ». Beaucoup s'est fait tant pour la fabrication et le tir automatisés des billets que pour la gestion de certains gros fichiers (sur les entreprises, les intermédiaires de crédit, les impayés...). Mais « les conséquences sociales de ces plans informatiques ne sont pas

Les missions de l'établissement

La Banque de France assure plusieurs missions de service public : elle est chargée de « veiller sur la monnaie et le crédit ». Elle fabrique et met en circulation les billets de banque. Elle surveille les différents systèmes de paiement ainsi que le bon fonctionnement du système bancaire. L'institut d'émission assure également le bon fonctionnement du marché monétaire. Il est chargé de la gestion des réserves de change de la France et de la conservation du stock d'or de l'Etat. Il surveille le marché des changes.

La Banque centrale est ensuite la banque unique du Trésor. Elle réalise un certain nombre d'activités pour son compte (comme l'établissement de la balance des paiements). Certains de ses agents occupent des postes relevant du Trésor. Elle est aussi la banque des banques.

La Banque de France assure ensuite des services d'intérêt collectif pour les banques et les entreprises (gestion de fichiers d'entreprises, des intermédiaires de crédit...). Elle réalise des analyses mensuelles de conjoncture dans l'industrie, et tient à jour les services. L'information constitue l'une de ses sources de développement.

La Banque, enfin, a une activité commerciale de banque classique, mais qui tend à se réduire.

traitées », se plaint un syndiqué « autonome » qui invoque l'exemple de la gestion des titres. « Actuellement, explique-t-il, un ordre de Bourse passé à l'un des guichets de la banque est vu par sept personnes différentes avant d'être transmis à un agent de change. L'information, nécessaire, de la gestion des titres va être introduite l'un après l'autre. Elle se traduira par la suppression d'une centaine de postes (sur 500). On ne sait toujours pas précisément ce que vont devenir les personnes concernées. »

Arrivé à la tête de l'entreprise en janvier dernier, M. Jacques de Larosière, le gouverneur, a amorcé une réflexion sur l'avenir de la Banque. En septembre, il recevait les syndicats à ce sujet. Parmi les objectifs qu'il a retenus, deux axes

opposent catégoriquement (huit mille personnes y sont employées). Ils ne manquent pas d'arguments. La densité du réseau assure une sécurité dans les opérations d'échanges de billets de banque. Les comptoirs sont des antennes précieuses pour la collecte des informations économiques et financières locales. Ne souhaitant pas affronter de face cette question sensible, le gouvernement de la banque répond en permanence aux soupçons des syndicats : « Il n'y a jamais eu et il n'y a pas de plan de réduction des emplois. »

Le statut de la Banque de France est sans doute avec celui de ses personnels l'une des causes qui sont à l'origine des multiples blocages actuels de ce type. La banque con-

La Banque de France dispose, en fait, d'une faible autonomie en matière de politique monétaire. Mais c'est également le cas pour la gestion de l'entreprise. Celle-ci est contrainte au respect des orientations du secteur public. L'an dernier, le directeur du Trésor, censeur de la banque, avait refusé le premier budget proposé par le conseil général, qui avait dû refaire sa copie.

Autonomie réduite

Certains cadres croient que le Trésor ne profite du conflit pour « casser la banque ». Les hommes aujourd'hui au gouvernement avaient pourtant promis « la mise en vigueur d'un nouveau statut de la Banque de France » pour affirmer « son autonomie vis-à-vis du ministère des finances ». M. Charles Pasqua, alors dans l'opposition, avait déposé au Sénat, en avril 1985, une proposition de loi allant dans ce sens. M. Alain Juppé avait retenu cet objectif dans la plateforme commune RPR-UDF pour les élections de mars 1986. A plusieurs reprises, M. Edouard Balladur a indiqué, depuis, qu'il n'y avait pas urgence en la matière. L'autonomie tant revendiquée permettrait pourtant, selon des cadres, d'accroître la crédibilité de la Banque de France sur les marchés et de faciliter sa modernisation en accordant davantage de responsabilité à la hiérarchie. Dans l'immédiat, pourtant, et même si l'on peut penser que les barrières reprendront ce thème lors de la campagne présidentielle, le sujet n'est pas d'actualité. « Professions-en pour engager un cabinet extérieur », suggère un cadre de la banque. La vieille dame a bien besoin d'un lifting. Un diagnostic impartial ne serait pas inutile.

ENK IZRALEWICZ

(1) Finances publiques et politiques publiques. J.-B. Toulon, Y. Rolland, J.-F. de Lenne et X. Pilot, Economica, 1987, 650 pages, 185 F.

D'un institut d'émission à l'autre

Les banques centrales sont plus ou moins indépendantes en matière de politique monétaire de leur ministre des finances, selon les pays : en Allemagne, le président de la Bundesbank est très indépendant, le gouverneur de la Banque de France l'est beaucoup moins. Mais les différences entre banques centrales portant également sur leur organisation et leurs activités.

La Banque de France fabrique les billets dans ses usines de Châteaufort et de Viole-Combe (Puy-de-Dôme). La Bundesbank les fait fabriquer par des sous-traitants privés. Aux Etats-Unis, c'est un service du secrétariat au Trésor, le Department of Printing, qui s'en charge.

Comme la Banque de France, la Bundesbank dispose d'un réseau très dense de succursales dans tout le pays (respectivement 233 et 203 comptoirs). La même situation se retrouve dans pratiquement tous les pays du continent européen. La Banque centrale espagnole a commencé à réduire le nombre de ses succursales. La Banque d'Angleterre

ne possède, en revanche, que six dépendances dans le pays.

Si l'on met à part les personnels qui fabriquent des billets (2 100 salariés), les effectifs de la Banque de France et ceux de la Bundesbank sont pratiquement équivalents (respectivement 15 265 et 14 939 à la fin de 1984). Mais ceux de la Banque ouest-allemande (qui représentent 2,8 % des personnels bancaires de RFA) sont, en baisse depuis 1982, alors que ceux de la Banque française (3,8 % des effectifs totaux du secteur) ne sont stabilisés que depuis 1984.

Les dépenses administratives de la Bundesbank (représentant en 1984, selon une étude du secteur bancaire, 0,70 pour mille du PIB ouest-allemand, ceux de la Banque de France, 1,40 pour mille du PIB français. Les transferts à l'Etat de la « Buba » (sous la forme d'impôt sur les sociétés et de dividendes) passent en 1984 respectivement 5,10 pour mille du PIB, ceux de l'institut français 1,70 pour mille.

se dégage. Première orientation : la banque continuera à assumer ses missions de service public tout en cherchant à en améliorer la productivité. Seconde piste : la banque va développer les services d'intérêt collectif (centrale des risques, centraux des bilans, enquête de conjoncture mensuelle dans l'industrie étendue aux services...) qu'elle assure pour les entreprises et les banques. Des groupes de travail ont été mis en place. Mais la concertation semble bloquée.

Multiples blocages

La question des comptoirs est symptomatique des blocages internes à la banque. Pour des raisons historiques, l'institut d'émission possède actuellement un réseau de deux cent trente-trois comptoirs disséminés dans toute la France - plusieurs par département, donc. « On pourrait en supprimer la moitié sans dommage », estime un jeune cadre du siège. Du fait de l'informatisation, en effet, de nombreuses activités assurées par les comptoirs locaux de la banque ont tendance à disparaître. La « compensation » des chèques entre les banques commerciales se fait désormais, en grande partie, entre ordinateurs au niveau régional. Il y a encore quelques mois, les succursales de la Banque de France étaient chargées des « accords de classement » : elles devaient vérifier la qualité des crédits accordés par les banques commerciales à leurs clients, afin de les rendre éligibles à l'escompte. Cette procédure a été supprimée.

Dans ces conditions, une réduction du nombre des comptoirs, même très progressive et par regroupement, paraît à beaucoup indispensable. Les syndicats s'y

opposent. Elle n'est ni une administration, ni un établissement public, ni une société anonyme de droit commun. C'est une « institution », selon le terme de la loi de 1973 ! Les auteurs de l'ouvrage *Finances publiques et politiques publiques* qui vient de paraître (1) soulignent à juste titre « l'absence de définition législative de son statut juridique ». Vivant sur des ressources publiques (les recettes tirées de la gestion des réserves de change, notamment), elle assure des missions de service public, mais également des activités qui n'en relèvent pas directement.

L'organisation de sa direction est une autre particularité de la vieille dame. Le véritable patron de la Banque, le gouverneur, a beaucoup plus de pouvoirs vis-à-vis de son conseil général qu'un dirigeant de société vis-à-vis de son conseil d'administration. Mais, dans le même temps, il est, selon l'expression d'un cadre du siège, « le chef d'entreprise le plus instable de France ». Nommé par décret en conseil des ministres, il est, en effet, révocable *ad nutum* (à tout moment) par son ministre de tutelle, celui de l'économie.

Les relations entre la banque et sa tutelle, la direction du Trésor du ministère de l'économie, sont une troisième particularité. Les auteurs de l'ouvrage précité parlent d'une « situation de dépendance réciproque ». Ces relations sont, en tout cas, complexes. En matière de politique monétaire et des changes, la banque est le bras séculier du Trésor. Le gouverneur, les deux sous-gouverneurs (deux des trois en fonction sont des anciens du Trésor) et neuf des dix membres du conseil général sont nommés en conseil des ministres.

Un an après l'élection de M. François Perigot

Le CNPF : unité retrouvée représentativité contestée

En président du Conseil national du patronat français à la fin de l'année dernière, après une bataille homérique contre M. Yvon Chotard, M. François Perigot va souffler sa première bougie. Le 15 décembre, devant l'assemblée générale de la confédération patronale, il devait dresser le bilan d'un an d'action. Une action qu'il a voulu placer sous le signe de l'unité, de l'ouverture sur le monde et de la compétitivité des entreprises.

Un monde patronal déchiré par des querelles intestines et étalées sur la place publique fut le premier objectif du nouveau président. En un an, il faut convenir qu'il a bien réussi. Au cours de multiples voyages, dans vingt-cinq départements, il a cherché à regrouper le moral des unions patronales et des fédérations professionnelles un peu perplexes.

Concertation et dialogue allant de pair, M. Perigot s'est attaché à tendre la main aux autres organisations patronales comme la CGPME ou les chambres de commerce, dont les missions et les clientèles en font parfois des rivaux du CNPF.

Et pour bien montrer que la guerre interne avenue Pierr-Louis-Serbie était finie, M. Perigot a confié à MM. Jacques Derragne et Jean-Louis Girard, jadis fervents supporters de M. Chotard, des missions importantes : l'une sur la concertation entre les entreprises, l'autre sur la protection sociale.

Légitimiste, le président du CNPF s'est rendu à l'Élysée, et plusieurs fois à Matignon ou au ministère de Rivoli. A chaque fois, il a plaidé comme porte-parole d'entreprises ouvertes sur le monde, décidées à affronter dans les meilleures conditions les concurrents européens.

M. Gattas fustigeait les charges toujours trop lourdes des sociétés. M. Perigot finiste, lui, sur la « mise en état de compétitivité des entreprises » et sur leur rejet de toute forme de protectionnisme.

Les mesures prises par les pouvoirs publics cette année et celles qui contiennent le budget de 1988 ne peuvent que combler d'aise les chefs d'entreprises. Le CNPF a joué plutôt bien son rôle de lobby dans beaucoup de domaines : libération des prix, allègement des impôts, incitation à la recherche et à la formation, facilités pour les implantations à l'étranger, souplesse dans la gestion des entreprises, successions d'entreprises, relance des grands travaux... Une déception cependant : la timidité des dispositions en faveur

des investissements et le niveau toujours trop élevé des taux d'intérêt. Contrairement à son prédécesseur, qui pratiquait une politique d'occupation constante des médias, M. Perigot, mises à part quelques interviews marquantes, a adopté un profil bas. Le CNPF avait besoin de calme et de sérénité. Mais cette discrétion a pu laisser croire que le président (qui a recours de temps en temps aux conseils du sage François Ceyrac) ne maîtrisait pas parfaitement toutes les subtilités de l'organisation du CNPF.

Une crise de confiance

Un CNPF inquiet d'une crise de confiance de ses adhérents, qui versent leurs cotisations avec une régularité de moins en moins indéfectible. Un CNPF pour quoi faire ? Des unions patronales locales, ou des fédérations professionnelles multiples, pour quoi faire ? Conscient des risques de voir le CNPF perdre progressivement chez les chefs d'entreprise de la nouvelle génération, cette fonction de point de passage obligé, M. Perigot veut réorganiser l'organisation autour de quelques missions essentielles, plus économiques et stratégiques que sociales. Le taux catastrophique d'abstentions dans le collège employeurs (66 %) lors des élections primaires du mercredi 9 décembre illustre bien ce désintérêt rampant de la base pour le syndicalisme patronal traditionnel (1). Du coup, il faut alléger les structures de l'organisation et débarrasser.

Le budget sera réduit de 20 % l'an prochain, et une trentaine de départements en FNE (Fonds national de l'emploi) sont programmés. Bref, si les entreprises françaises ont plutôt tendance à aller mieux aujourd'hui qu'hier (à supposer que la crise actuelle des marchés financiers ne les fasse pas à nouveau trébucher), en revanche leurs représentants traversent une crise de confiance. C'est peut-être ce qui a conduit Claude-Alain Sarre, cinquante-cinq ans, directeur général des affaires économiques du CNPF depuis 1983, figure marquante de l'organisation, à annoncer son départ pour le début de l'année prochaine.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Selon un sondage par RES-Gestion sociale, 54,6 % des chefs d'entreprise considèrent que le CNPF n'est pas représentatif du patron de leur entreprise.

SAVOUR CLUB ET INTEREPARGNE : SELECTION ET PARTICIPATION

LA PARTICIPATION EN ACTION

LE SAVOUR CLUB a bâti sa réputation sur la qualité des vins qu'il sélectionne, ainsi que sur la compétence des hommes qui composent l'entreprise.

Afin de faire participer les 120 collaborateurs aux succès de l'entreprise, LE SAVOUR CLUB a mis en œuvre un Plan d'Épargne d'Entreprise.

LE SAVOUR CLUB a choisi INTEREPARGNE comme partenaire pour gérer son Plan d'Épargne d'Entreprise.

Etre bien informé, c'est mieux choisir.

INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations : Guy CABESSA, Directeur du Département de l'Épargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Argenson, 75008 PARIS 42 65 59 10



سكزا من الوجل

Économie

MONNAIES

Le dollar continue son irrésistible glissement

Les polémiques sur la politique monétaire américaine ou la lenteur du Congrès à concrétiser l'accord de principe sur le réajustement du budget fédéral américain n'ont pas empêché le dollar de continuer son irrésistible glissement.

Il aura fallu, en fait, de plus, que la Banque du Japon intervienne pour que le dollar vert, qui avait plongé à 127,90 yens, reprenne marginalement à 131,10 yens en clôture, son plus haut niveau historique. Les marchés européens prenaient à leur tour la relève. A Francfort, la devise américaine s'échangeait à 1,6280 DM, du jamais vu, et à Paris, le dollar s'inscrivait à 5,5275 FF. Même situation à Zurich, où le dollar cotait 1,31225 FS contre 1,3338 FS vendredi, alors que l'on restait ferme à 496-499 l'once.

Sur les marchés peu actifs en veille de fêtes, les opérateurs ne cachent pas leur lassitude. Les propos de l'ancien président de la

Monnaie fédérale, M. Paul Volcker, ont été lesquels l'attention des investisseurs américains et européens, notamment par le biais de la conférence de presse de M. Volcker intervenant à Tokyo le 14 décembre, ont souligné la situation délicate et souligné les risques de la chute du dollar, les propos les plus contradictoires se multipliaient à Washington. Certains estiment qu'il est temps pour le Fed de resserrer sa politique de crédit et d'augmenter légèrement les taux pour accompagner la remise en marche laborieuse de l'économie. D'autres, cependant, dans l'attente de la proposition de l'ancien président Reagan, reprochent à cette même Fed une attitude trop restrictive qui, dans un tel contexte, pourrait conduire à un ralentissement rapide de l'activité. Conscients de la situation particulière, certains estiment que le maintien de l'open market - qui décide de la politique de la Fed - sera à affronter, le mardi 15 décembre, la majorité des analystes tablent sur une attitude inchangée, impliquant le maintien de l'intérêt sur les fonds fédéraux aux alentours de 6,75 %.

FISCALITÉ

Pour la deuxième année consécutive Pas de hausse des impôts à Paris en 1988

Pas d'augmentation d'impôts pour la deuxième année consécutive ; pas d'augmentation de la vignette-auto pour la quatrième année consécutive... Le projet de budget 1988 pour Paris, que M. Jacques Chirac a présenté le jeudi 10 décembre, a été qualifié de séduisant.

Les dépenses de fonctionnement (16837 millions de francs) augmentent de 2,4 %. C'est un chiffre qui ne le prévoit le gouvernement pour les prix à la consommation (2,5 %). Le maire de Paris voit dans cette nuance le signe d'« une gestion maîtrisée ».

Les dépenses d'investissement, elles, s'élevaient à 3150 millions sous la forme des autorisations de programmes, soit un accroissement de 16,7 %. Un bond sérieux : il s'agit de « construire l'avenir ». Le recours à l'emprunt restant limité, le marché immobilier ayant repris, la dotation globale de fonctionnement de l'Etat - « enfin stabilisée depuis 1986 » - et l'informatique ayant permis de réduire les coûts de gestion, au bout du compte, les moyens mis à la disposition des services municipaux ont progressé de 5,6 %.

Dans le même temps, la pression fiscale se fera moins douloureuse. Paris se paiera même le luxe d'afficher une baisse des taux d'imposition de 12 % sur quatre ans, alors que la moyenne nationale sur la même période s'accroît de 4,22 % (pour la taxe d'habitation) à 6,68 % (taux foncier).

Avec ses 20 milliards de francs à dépenser, la capitale a de gros moyens. Pour rassurer la population et la convaincre que la sécurité sera renforcée, la contribution à la préfecture de police augmentera de 7,6 %. Les quatorze mille six cents places de crèches prévues pour l'automne 1990 seront réalisées avant la fin de 1988, c'est-à-dire avec deux ans d'avance. L'éclairage public sera à neuf, le pont de Bercy doublé, le parc Citroën-Cévennes aménagé. Trois gymnases seront construits dans le quinzième,

dix-huitième et dix-neuvième arrondissements. Chaque année, un nouveau collège sortira de terre. L'Est parisien recevra 62 % des investissements au lieu de 57 % cette année, et 650 millions de francs serviront à acheter des terrains et des immeubles.

Le maire de Paris ne manquera pas d'ajouter, lundi 14 décembre, pour défendre son projet devant le Conseil de Paris. Il s'attirera néanmoins de vives critiques de la part des communistes qui dénoncent l'augmentation du chômage dans la capitale, « la dérive des loyers et du coût de l'accès à la priorité, l'élevation des tarifs des services publics entraînée par leur privatisation ».

Quant aux socialistes, ils prédisent que les difficultés rencontrées par les Parisiens dans le domaine du logement, de la circulation et des transports « vont en grandissant ». L'insuffisance des équipements, les écoles, les crèches, les collèges, les piscines, les espaces verts, leur apparaissent « insuffisants ». « Heureusement », affirme M. Georges Sarre, président du groupe communiste au Conseil de Paris, que l'Etat, avec les grands projets, supplée aux carences de la municipalité.

ÉNERGIE

Bloquant un accord des autres membres de l'OPEP L'Iran refuse de maintenir le prix officiel du pétrole à 18 dollars

VIENNE
de notre envoyé spécial

Une grande confusion régnait, lundi 14 décembre, au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole réunie depuis six jours à Vienne sous l'œil inquiet des marchés pétroliers. Les pays membres semblaient sur le point d'approuver un accord reconduisant le dispositif de production et le prix officiel actuel de 18 dollars le baril et libérant l'Irak de toute contrainte de production. Mais les travaux restaient suspendus depuis le début du week-end à la réponse de l'Iran pour qui cet accord représenterait une défaite tant politique qu'économique.

Etranglé par le manque de devises, Téhéran avait assuré qu'il n'approuverait aucun accord qui ne permettrait pas d'augmenter en 1988 le prix officiel du dollar afin de compenser notamment la chute des cours du dollar, mensuelle de compte pétrolier.

Or la proposition retenue, après moult tractations par les douze autres pays producteurs n'est guère susceptible d'assurer le marché et devrait même, de l'avis de la plupart des experts, entraîner une baisse des cours dès la fin de l'hiver.

Après avoir multiplié les manœuvres dilatoires, en disparaissant notamment pendant plusieurs heures, le ministre iranien du pétrole avait finalement fait savoir dimanche soir qu'il devait, avant de donner sa réponse, regagner Téhéran pour consulter son gouvernement. Bien qu'il ait assuré vouloir recommander aux autorités iraniennes une approbation de l'accord, des doutes planaient encore sur la réponse définitive de Téhéran.

En fait, l'accord planifierait la production des douze pays de l'Irak à 15,06 millions de barils/jour, ce qui, avec ce dernier, donnerait un rythme d'extraction réel total d'au moins 18 millions de barils/jour, voire plus si les dépassements observés depuis l'été se poursuivaient.

Or la demande prévue ne devrait pas dépasser au mieux 17,5 millions de barils/jour et le détachement relatif reste mesuré à 11 sur 16 millions si les stocks sont finalement réduits au cours du premier trimestre.

L'Iran n'a eu de cesse pendant cette conférence de s'opposer à toute disposition permettant à son ennemi l'Irak de continuer à produire autant de pétrole qu'il le souhaite. Or l'accord proposé libérerait non seulement Bagdad de toute contrainte, mais exhorterait également au dispositif les quelque 300 000 barils par jour produits pour son compte par l'Arabie saoudite et le Koweït, ce qui porterait au total la production irakienne tolérée à près de 3 millions de barils-jour, soit le niveau de production le plus élevé de l'OPEP après l'Arabie saoudite.

En outre, cet accord, s'il est finalement adopté, laisserait inchangés les prix officiels et la production de l'Organisation, ce à quoi l'Iran s'est également constamment opposé.

Sauf miracle, il y a donc peu de chances que l'accord permette de stabiliser les prix, ce d'autant que l'Arabie saoudite a répété solennellement qu'elle produirait tout son quota et refuserait désormais de jouer le rôle de producteur d'appoint en modulant son rythme d'extraction afin d'assurer le marché. Les douze pays ont certes prévu de renforcer le contrôle de la discipline, mais nul parmi les observateurs présents ne se faisait d'illusions sur les chances de voir l'OPEP réduire suffisamment sa production pour soutenir le marché.

(Publicité)

SÉJOURS LINGUISTIQUES

ANGLETERRE - IRLANDE - USA - ALLEMAGNE - ESPAGNE

- Séjours en famille. Cours quotidiens. Sports et loisirs. Encadrement sérieux.
- Options sportives : équitation, tennis, voile, planche à voile.
- Elèves des collèges et lycées (11-18 ans).
- Etudiants (19-21 ans).
- Titulaires de bourses scolaires : Baccalauréat, P.N.C., Toussaint, Noël.

DOCUMENTS ENVOYÉS SUR DEMANDE

ENIS

21, avenue du Bel-Air, 75012 PARIS
TÉL. : 43-44-11-44
Bureau de Lyon : 2, avenue du Général-De Gaulle, 69008 LYON
TÉL. : 78-82-82-82

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialise dans la formation de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Nous suivons une méthode de correspondance individuelle. Informations gratuites à : MSI, 1, M. DE LA PÉRIÈRE, 13350 PÉZENAS (Gard) - Tél. 04 67 21 12 12

CHARLES VIAL

Le budget du Haut-Rhin voté en monnaie communautaire. - Le budget départemental du Haut-Rhin, pour 1988, a été présenté libellé en ECU (le monnaie de compte européenne) par le président du conseil général, le sénateur Henri Gotschuy (UDF-CDS). Il s'agit, pour lui, de rappeler « l'attachement de ce département à l'Europe » et de manifester « son amertume après l'échec du sommet de Copenhague ». Pour bien témoigner de sa « volonté d'être européen », le Haut-Rhin dépensera donc l'an prochain d'ECU, 1,43 milliard de francs, contre 1,31 milliard de francs en 1987.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

The Republic of Gabon
US\$ 50,000,000
Club Loan

by BNP Capital Markets Limited

Banque Nationale de Paris
Banque Française Intercontinentale
Citibank, N.A.
Crédit Lyonnais
B.I.A.C. - Afriland
Standard Chartered Bank
Banque Française du Commerce Extérieur
Banque Paribas
Banque de l'Union Européenne
The First National Bank of Chicago
Banque Indosuez
Barclays Bank plc
Crédit Industriel et Commercial de Paris
The Chase Manhattan Bank N.A.
Générale

Banque Nationale de Paris

Kuhn Loeb Lehman Brothers International, Inc.
Maison Lazard et Compagnie
S.G. Warburg & Co. Ltd.

BNP BNP Capital Markets Limited

Nouvel Emprunt Ecureuil.

Souscrivez dès maintenant.

EMPRUNT DE 750 000 000 DE FRANCS	
AU TAUX FIXE DE 10%	
NOMINAL:	5000 F
PRIX D'ÉMISSION:	4916 F
JOURSSANCE:	28 DÉCEMBRE 1987
DURÉE:	12 ANS
INTÉRÊT ANNUEL:	10% SOIT 600 F PAR OBLIGATION
TAUX DE RENDEMENT AU RÈGLEMENT:	10,25%
TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT:	10,25%
AMORTISSEMENT EN TOTALITÉ LE 28 DÉC. 1999 SAUF RACHAT EN BOURSE	

Une note d'information CDE n° 87-489 du 10/12/87 peut être consultée au guichet de la Caisse d'Épargne Ecureuil, GALD du 14/12/87.

L'AMI FINANCIER
Caisse d'Épargne Ecureuil

Économie

Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis Un véritable marché commun nord-américain

Attendue pour le 1^{er} octobre, reportée à fin novembre et finalement publiée vendredi 11 décembre, la « traduction en termes juridiques » de l'accord de principe sur le libre-échange entre les Etats-Unis et le Canada conclu le 3 octobre dernier aura été beaucoup plus qu'un simple exercice technique. Avant de sceller leur entente, les deux plus importants partenaires commerciaux de la planète ont bel et bien repris les négociations et chacun s'efforcé d'obtenir d'ultimes concessions, pour satisfaire les groupes de pression qui avaient crié le plus fort leur désarroi et leurs frustrations.

MONTRÉAL
notre correspondant

Ces changements de dernière heure réduisent quelque peu la portée de cet accord, qui sera officiellement signé le 2 janvier prochain, mais n'en modifient pas les grandes lignes. Si ce texte - laborieusement mis au point après dix-huit mois de négociations - est adopté par le Congrès américain et le Parlement canadien, toutes les barrières tarifaires entravant le commerce bilatéral seront progressivement éliminées avant janvier 1998 sur les produits ayant au moins 50 % de contenu canadien ou américain. Les premiers droits de douane seront abolis dès

l'entrée en vigueur de l'accord, le 1^{er} janvier 1988.

Tous les secteurs de l'économie concernés par cette libéralisation, qui touchera aussi bien les marchandises que les services, les investissements et les marchés publics. Les deux partenaires ont toutefois prévues quelques exceptions et un certain nombre de garde-fous.

Un ensemble de garde-fous

Ainsi, le secteur des transports a grand complet à été exclu en dernier ressort « parce que les Etats-Unis n'ont pas été en mesure d'assujettir l'industrie du transport maritime au code sur les services », précise le texte canadien. Les responsables de négociations américaines ne voulaient pas entendre parler de l'abolition du « Jones Act », qui interdit à tout navire étranger de transporter des marchandises entre des ports américains.

En retour, le Canada a gagné quelques points dans le domaine des industries culturelles, qu'il tenait ardemment à préserver (contrôle des acquisitions d'entreprises, maintien des tarifs postaux discriminatoires sur les publications), de la pêche (le poisson capturé au large des côtes atlantiques devra être transformé au Canada avant d'être exporté) et de l'agriculture.

Dans ce dernier secteur, chacun pourra continuer à imposer au cours des vingt prochaines années des taxes maisonnières sur les importations de

fruits et légumes en cas d'affaiblissement des prix. A la demande des agriculteurs canadiens, les exportations vers les Etats-Unis s'élevaient à 11 milliards de dollars canadiens, l'accord explicitement réserve à l'article 11 du traité de référence le droit de fixer le GATT (1), qui permet de fixer des contingents pour les importations de produits agricoles dans certaines circonstances. Conséquence : les offices de commercialisation, qui jouent un rôle crucial dans la gestion des approvisionnements, seront protégés.

L'élément le plus audacieux à ce même chapitre est sans doute la suppression dès janvier 1988 des subventions agricoles à l'exportation telles qu'elles sont définies par le GATT. Cette décision constitue un précédent, qui a valeur de « signal » pour les autres pays engagés dans les négociations multilatérales, ont souligné les signataires.

Toutefois, les deux pays, qui ont gardé le principe d'un préavis de six mois pour dénoncer l'accord, ont pas réussi à négocier un code plus général sur la question des subventions ou de l'aide accordées aux entreprises (toujours permise) et sur les problèmes de dumping. Ils se donnent sept ans pour le faire, tout en reconnaissant d'emblée que cette « tâche complexe » nécessitera plus de temps.

Une politique énergétique continentale

En attendant, ils ont ajouté une garantie supplémentaire dans le système d'arbitrage des conflits commerciaux potentiels. Le tribunal binational composé de cinq membres ad hoc (des avocats en majorité) avait été présenté dans l'intention de principe comme une « cour d'appel », qui officiera lorsque tous les recours légaux auront été épuisés dans chaque pays. Ce tribunal, dont les décisions seront exécutoires, sera chapeauté par une sorte de cour de cassation formée de trois juges ou membres magistrats. Cette instance sera chargée d'examiner les cas de conflits d'intérêts ou de déni de justice. L'affaire pourra être alors renvoyée devant de nouveaux arbitres.

Le long texte juridique publié vendredi (près de 2 500 pages avec les annexes) apporte par ailleurs plu-

sieurs types de précisions. Il prévoit ainsi, au chapitre des marchés publics, que le libre accès s'exercera dans chacun des pays pour les achats gouvernementaux supérieurs à 25 000 dollars américains, sauf si ces contrats réservés aux petites entreprises ou exclus pour des raisons de sécurité nationale.

En ce qui concerne les investissements, le Canada accepte de relever graduellement le seuil d'examen des acquisitions directes. A partir de 1992, celles qui excéderont 150 millions de dollars canadiens (2) seront contrôlées par le gouvernement. Les investissements indirects (transfert du contrôle d'une entreprise appartenant à des intérêts étrangers à une autre) se feront librement à compter de la même année. Ces règles vaudront pour tous les secteurs, sauf ceux du pétrole, du gaz, de l'uranium, des communications et des transports.

Enfin, l'accord démontre que les deux pays sont allés très loin dans le secteur de l'énergie, convenant pratiquement d'une politique à l'échelle continentale. En empêchant les recours aux licences, droits ou autres mesures visant à imposer un prix plus élevé pour les exportations de produits énergétiques, lorsque de telles restrictions sont utilisées pour cause de pénurie, de conservation ou de stabilisation des prix intérieurs, les Etats-Unis se prémunissent pour dix ans au moins contre les mesures nationalistes que le Canada serait tenté d'adopter dans ce domaine.

Les Etats-Unis obtiennent de plus des garanties d'approvisionnement en matière énergétique, même en cas de pénurie. En retour, ils ouvrent leurs marchés, lèvent l'embargo sur les exportations de pétrole brut de l'Alaska (jusqu'à 80 000 barils par jour) et suppriment toutes les restric-

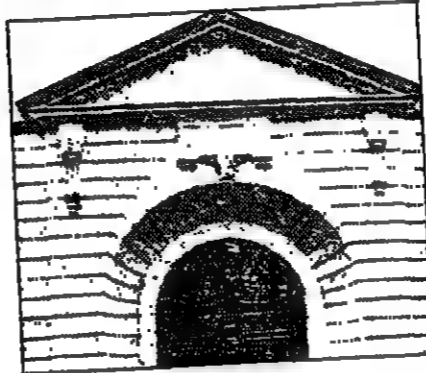
tions sur les importations d'uranium canadien enrichi.

Disposant du pouvoir de signer des traités, le premier ministre canadien, M. Mulroney, peut se passer de l'appui unanime de ses collègues provinciaux. Le texte est toutefois impérativement adopté par le Sénat canadien, à majorité libérale. Côté américain, le Congrès a déjà fait savoir au département d'Etat que son agenda ne lui permettra pas d'examiner le texte avant fin 1988. D'ici là, représentants et sénateurs américains auront aussi à examiner une nouvelle loi sur le commerce, qui pourrait renforcer les mesures protectionnistes contre les impor-

MARTINE JACOT.

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.
(2) Un dollar canadien vaut environ 4,2 francs et 0,75 dollar américain.

VOTRE SIEGE SOCIAL DANS UN CADRE HISTORIQUE



Al cœur du Marais, proche de la place des Vosges, l'HOTEL DU GRAND VENEUR offre un cadre prestigieux à un ensemble de 1000 m² aménagés en espace tertiaire. La restauration entreprise sous le contrôle des Monuments Historiques respecte l'identité « Grand Siècle ». L'hôtel particulier : l'escalier d'apparat et le salon de réception ont été remis en valeur, les ornements de la façade rétablis, le pavage de la cour d'honneur refait à l'ancienne. L'HOTEL DU GRAND VENEUR, aujourd'hui réintégré dans toute sa splendeur, est prêt à accueillir une société ou un siège social de grande classe.

L'Hotel du Grand Veneur
60, RUE DE TURENNE 75003 PARIS
Pour un rendez-vous ou une information complémentaire, veuillez adresser votre carte de visite à Monsieur d'Ecquevilly 7/9 rue des Arquebusiers 75003 Paris.

Photos : J. Clignet - R. Prospekt

LE HAUT-PARLÉUR

20 MAGNETOPHONES AU BANC D'ESSAIS DONT 6 D.A.T.

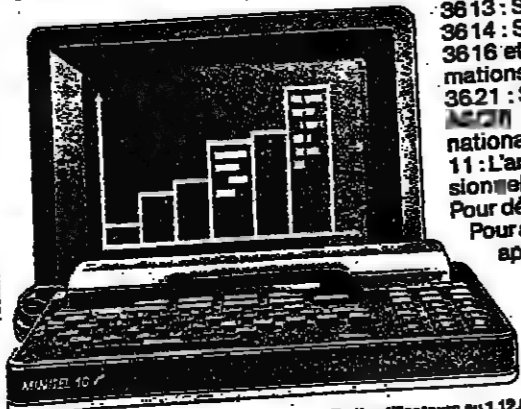
A PARTIR DU 15 DECEMBRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

VOTRE GUIDE D'ACHAT

TELETEL PLUS QUE JAMAIS A L'HEURE PROFESSIONNELLE

7 ACCÈS PROFESSIONNELS DE 0 A 130,40 F DE L'HEURE TTC*

En un an, les applications professionnelles ont plus que doublé. Pour accompagner cette croissance, les TELECOM offrent 7 accès télématiques pour l'entreprise. Chaque accès correspond à une tarification différente adaptée aux besoins des professionnels.



- 3605 : Numéro Vert Télérel (appel gratuit pour l'utilisateur).
 - 3613 : Services internes aux entreprises.
 - 3614 : Services professionnels et pratiques.
 - 3616 et 3617 : Services à forte valeur ajoutée et d'informations spécialisées.
 - 3621 : Services téléinformatique classique (norme GDS II) permettant l'accès à des banques de données nationales et internationales.
 - 11 : L'annuaire électronique des catalogues professionnels.
- Pour découvrir la liste des services, tapez 3616 code MGS. Pour avoir plus d'informations sur la création des accès, appelez gratuitement notre Numéro Vert : 05.19.40.56.



*TVA 18,60 % en France métropolitaine. Tarifs ultérieurs au 1.12.87.

TAPER TELETEL C'EST TAPER FORT EN AFFAIRES

ADP ET INTEREPARGNE : ICI COMMENCE LA PARTICIPATION

LA PARTICIPATION EN ACTION

ADP/Aéroports de Paris, partenaire actif de l'industrie du transport aérien, dont la mission principale est le développement du trafic aérien à Paris, mise sur le management participatif.

ADP, Entreprise publique novatrice et dynamique, a élaboré sa CHARTRE et son PROJET D'ENTREPRISE.

ADP a créé ADPARGNE, une formule qui valorise l'épargne individuelle en fonction des résultats de l'entreprise.

ADP a choisi INTEREPARGNE comme

partenaire pour gérer ADPARGNE. INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations : Guy CABESSA, Directeur du Département de l'Epargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Argenson, 75008 PARIS 42 65 59 10.

Etre bien informé, c'est mieux choisir.



سكزا من الاجل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EUROCOM

EUROCOM RÉVISE EN HAUT SES PRÉVISIONS DE RÉSULTATS 1987

D'après les dernières estimations, le résultat consolidé d'Euromcom pour l'exercice 1987 devrait être de l'ordre de 90 MF (part du groupe, hors plus et moins-values), ce qui représenterait une progression de 25 % par rapport à 1986, supérieure à celle qui avait été annoncée lors de l'Assemblée générale ordinaire du 12 juin 1987.

Euromcom rappelle aux porteurs de bons de souscription d'actions émis en décembre 1984 qu'ils peuvent exécuter leurs bons et donc acquérir des actions nouvelles jusqu'au 31 décembre 1987 au plus tard. Après cette date, les bons non exécutés perdent toute valeur.

Euromcom permet de souscrire des actions nouvelles Euromcom, jouissance 1^{er} janvier 1987, au prix nominal de 100 F, à raison de 1,01 action pour 1 bon. Les nouvelles actions donneront droit au prochain dividende, qui sera mis en paiement en juillet 1988. Le prix de souscription par action est de 650 F, montant sensiblement inférieur au cours de Bourse actuel de l'action Euromcom.

Vos placements et le Crédit Agricole

Les éleveurs de SICAV

MONE J

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV MONE J sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 5 janvier 1988, à 10 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole 91/93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987
- 2- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes
- 3- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987
- 4- Affectation et fixation du dividende
- 5- Ratification de la cooptation de deux Administrateurs
- 6- Nomination de cinq nouveaux Administrateurs

Si l'Assemblée Générale décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 30 septembre 1987 s'élèvera à F. 3.188,35 composé d'un dividende net de F. 3.088,10 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 100,25.

Ce dividende sera mis en paiement le 23 janvier 1988.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV MONE J à prendre contact avec leurs agences du Crédit Agricole afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 30 décembre 1987.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 14 janvier 1988 à 11 heures 30 à la même adresse.



Le bon sens en action

Vos placements et le Crédit Agricole

Les éleveurs de SICAV

UNI-GARANTIE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV UNI-GARANTIE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 11 janvier 1988, à 10 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole 91/93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987
- 2- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes
- 3- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987
- 4- Affectation et fixation du dividende
- 5- Fixation du montant des dividendes et présence de l'exercice 1986/1987
- 6- Ratification de la cooptation d'un Administrateur
- 7- Renouvellement du mandat d'administrateurs

Si l'Assemblée Générale décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 30 septembre 1987 s'élèvera à F. 97,23 composé d'un dividende net de F. 96,83 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 0,40.

Ce dividende sera mis en paiement le 23 janvier 1988.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV UNI-GARANTIE à prendre contact avec leurs agences du Crédit Agricole afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 30 décembre 1987.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 19 janvier 1988 à 10 heures à la même adresse.



Le bon sens en action

CDME

Compagnie de Distribution de Matériel Électrique

CDME vient d'arrêter ses comptes annuels clos au 30.09.1987, qui font ressortir un résultat net de 45,8 millions de francs, en progression de 15,8 % sur celui de l'exercice précédent.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale qui se réunit le 23 décembre 1987 la distribution, au titre de l'exercice 1986/1987, d'une somme de 36.108.176 F, en progression de 18,4 % sur celle distribuée en 1986. Cela permettra de verser aux 1.388.776 actions de plein exercice un dividende unitaire de 26 F, assorti d'un avoir fiscal de 13 F, soit un revenu global de 39 F par action.

As cours des 9 premiers mois de l'année civile 1987, l'activité du groupe CDME a continué d'être globalement satisfaisante en matériel électrique (85 % des ventes), en fournitures industrielles (7 % des ventes), en micro-informatique professionnelle (3 % des ventes), et décevante en composants électroniques (5 % des ventes), secteur où les objectifs budgétaires ne seront pas atteints.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe au 30.09.1987 s'élève à 5,05 milliards de francs, en progression de 20,4 % sur l'exercice précédent ; à structure constante, la progression est de 4,1 %.

Vos placements et le Crédit Agricole

Les éleveurs de SICAV

UNI-REGIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV UNI-REGIONS sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 11 janvier 1988, à 10 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole - 91/93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987
- 2- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes
- 3- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987
- 4- Affectation des résultats et fixation du dividende

Si l'Assemblée Générale décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 30 septembre 1987 s'élèvera à F. 70,17 composé d'un dividende net de F. 57,91 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 12,26.

Ce dividende sera mis en paiement le 23 janvier 1988.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV UNI-REGIONS à prendre contact avec leurs agences du Crédit Agricole afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 6 janvier 1988.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 21 janvier 1988 à 10 heures à la même adresse.



Le bon sens en action

Vos placements et le Crédit Agricole

Les éleveurs de SICAV

UNIVAR

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV UNIVAR sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 5 janvier 1988, à 9 heures 30, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole 91/93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987
- 2- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes
- 3- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987
- 4- Affectation des résultats et fixation du dividende
- 5- Renouvellement du mandat de quatre Administrateurs

Si l'Assemblée Générale décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 30 septembre 1987 s'élèvera à F. 6,99 composé d'un dividende net de F. 6,93 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 0,06.

Ce dividende sera mis en paiement le 23 janvier 1988.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV UNIVAR à prendre contact avec leurs agences du Crédit Agricole afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 30 décembre 1987.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 14 janvier 1988 à 10 heures à la même adresse.



Le bon sens en action

Économie

AGRICULTURE

Pour continuer leur restructuration

Les SAFER recevront 63 millions de francs de crédits publics en 1988

LA ROCHELLE de notre envoyé spécial

63 millions de francs de crédits pour 1988, dont 10 millions destinés aux actions en zones défavorisées ; la perspective d'un élargissement (qui reste à préciser) de leurs compétences aux domaines extra-agricoles comme la chasse ou le tourisme. Telles sont les deux grandes assurances que le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, le 11 décembre.

Depuis leur création par la loi d'orientation agricole d'août 1960, les SAFER ont eu à gérer la mobilité de la terre, bien immobilière par définition, afin d'améliorer peu à peu la structure des exploitations. Ce travail de fermeté exercé par le jeu des acquisitions (achats amiables et préemptifs) puis des rétrocessions, rencontre aujourd'hui un obstacle majeur lié à la dépréciation continue du prix des terres (-43 % en francs constants au cours des neuf dernières années). Le temps n'est plus où les SAFER devaient répartir la pénurie de surfaces agricoles entre une pléthore de candidats. « Il faut redéfinir notre identité », observe M. Étienne Lamy, président de la Fédération nationale des SAFER.

Deux contraintes très fortes s'exercent : en premier lieu de nombreuses sociétés ont dû constituer de grosses provisions pour déprécier le stock foncier (121 millions de francs en 1986). La charge s'est avérée d'autant plus lourde que les trente SAFER métropolitaines disposaient en 1981 d'un stock de 171.500 hectares. Un assainissement radical s'impose : à 105.000 hectares l'an dernier (moins de 100.000 hectares prévus pour fin 1987). La faillite

des SAFER Marche-Limousin et Dordogne-Gironde et la chute de 8 % des capitaux propres en 1986 des SAFER ont sanctionné cet effort. Si elles ont enregistré l'an dernier un résultat consolidé de 95 millions de francs, elles restent cependant fragiles pour plusieurs années encore.

Leur deuxième contrainte est de s'adapter à la nouvelle donne agricole : la limitation des productions et le vieillissement de la population vont entraîner en 1990/1995 la libération de 12 millions d'hectares, dont la moitié seulement pourra être récupérée par les installations existantes. Va-t-on voir s'y établir des agriculteurs d'Europe du Nord, où les terres sont beaucoup plus chères ? Comment pourra-t-on installer de nouveaux exploitants et les surfaces libérées perdent en même temps leur droit à produire ? C'est le cas des surfaces laitières de moins de 20 hectares. Conscients de l'urgence de ces terres « en fin de droits », les SAFER rovesitquent la possibilité de les préparer à un nouvel usage, dans le cadre global de l'aménagement rural et de l'agriculture de services, sans qu'elles perdent systématiquement leur rôle productif.

An préalable, M. Guillaume l'a répété, les SAFER doivent « être gérées comme des entreprises » et continuer leur restructuration. Le gouvernement reconnaît leur mission de service public et semble disposé à maintenir les prêts à moyen terme et les bonifications, pour achever notamment le désocage. Il restera aux SAFER le plus difficile à accomplir : composer dans la mesure de leurs moyens le savant équilibre entre les exploitations concurrentes et les zones de polyvalence qui feront le paysage français de demain : associer le mariage de l'agriculture et du rural.

ERIC FOTTORINO.

LOGEMENT

Mise en œuvre de nouvelles mesures d'aide aux familles

Plusieurs mesures vont être mises en œuvre pour améliorer le logement des familles pauvres (disposant de moins de 50 F par jour et par personne, adulte ou enfant).

Les caisses d'allocation familiales vont d'abord rechercher parmi les bénéficiaires de prestations familiales ceux qui sont susceptibles de recevoir l'allocation de logement familial et les inviter à demander celle-ci s'ils ne l'ont pas fait. D'une part, un accord va être conclu entre la CNAF et l'Union des HLM pour les familles qui ne peuvent actuellement toucher l'allocation logement parce qu'elles habitent un logement insalubre ou surpeuplé ou ne peuvent payer un loyer suffisant. Celles-ci pourraient être reléguées en HLM : les caisses verseraient pendant deux ans l'allocation sous forme d'un « chèque-logement » assurant aux organismes HLM le paiement régulier du loyer et aideraient les locataires.

D'autre part, M. Méhaignerie, ministre de l'Équipement et du Logement, M. Barzach, ministre délégué à la famille, et M. Ceilley, président de l'Union des HLM, ont signé, jeudi 10 décembre, une convention pour aider la construction et l'aménagement de logements mieux adaptés aux besoins des familles.

En outre, dans le cadre des « contrats-familiaux » avec les collectivités locales, l'État soutiendra, par des subventions couvrant 35 % des études, les programmes comportant des logements pour familles nombreuses, ainsi que les politiques d'attribution d'appartements évitant aux familles de quitter le centre-ville lorsqu'elles s'agrandissent. De son côté, l'Union des HLM va sensibiliser les collectivités locales et les organismes HLM, et aider ceux-ci à étendre la part des logements convenant aux familles nombreuses.

De plus, le ministre de l'Équipement favorisera par des financements « aidés » la construction de logements « évolutifs » permettant de suivre les besoins familiaux. Le ministre des affaires sociales aidera la construction d'équipements de quartier, et l'Union des HLM interviendra les organismes à prévoir des équipements « de voisinage » (crèches par exemple).

Enfin, on encouragera les expériences permettant aux familles d'intervenir sur l'aménagement de leurs logements : information, sensibilisation des travailleurs sociaux, création de « groupes d'expérimentateurs » au sein du mouvement HLM.

G. H.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le départ de M. Pierre Denizet

Un socialiste partisan de la sévérité

Le départ de M. Pierre Denizet, directeur de la sécurité et de la circulation routières et délégué interministériel à la sécurité routière, intervient au moment où les résultats de son action, menée depuis 1985, valent à la France son moins mauvais résultat depuis vingt-cinq ans : on est enfin passé, au mois d'octobre, sous la barre symbolique des dix mille tués en douze mois, soit environ 10 % de moins que pendant l'année 1986.

M. Pierre Denizet, à très vite compris, à son arrivée à la tête de sa direction, qu'en matière de sécurité routière le rouage n'est pas le plus important, mais le plus décisif : son mauvais caractère - le signe de son ministre de tutelle, M. Pierre Méhaignerie, du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, pour obtenir que soient relevées et sanctionnées les infractions au code de la route les plus mortelles.

Dans sa lutte contre la conduite en état d'ivresse, il a obtenu que

soient doublées les sanctions grâce à la sensibilité de l'opinion publique à cette question. Il espérait pouvoir instaurer, comme en Allemagne fédérale, une amende forfaitaire d'une centaine de francs payable séance tenante par le conducteur ne portant pas sa conduite de sécurité, tant il est convaincu que, sur les mille tués de moins de ces douze derniers mois, six cent cinquante ont été sauvés par le port de la ceinture.

Le gouvernement ne l'a pas suivi très loin dans son désir de renforcer les contrôles des excès de vitesse.

M. Pierre Denizet, socialiste partisan d'une sévérité accrue à l'égard des automobilistes, devient combattant dans une période où les pouvoirs publics se font tout, mais à l'égard des différents catégories d'électeurs. Il part avec la satisfaction d'avoir contribué à réduire le massacre routier, transmettant à son successeur, M. Pierre-Griff, le projet de permis de conduire à points qui lui tient tant à cœur. — A. F.

GROUPES SAGA
1987
CRÉATEURS ENTREPRISES
10117 PARIS 13^{ème}
01.42.96.41.12

Le trentième anniversaire du CNJA

Les fils sont devenus grands

Une politique de longue haleine

Le statut de l'agriculteur

de paysans dans l'exode rural, faillit tant l'accès plus équitable à la terre des 2 millions restants.

Le statut de l'agriculteur

Avec la crise liée au premier choc pétrolier, le CNJA a tiré une nouvelle sonnette d'alarme : l'analyse démographique montrait un vieillissement des actifs agricoles...

at 63 millions de francs en 1988

Le Centre national des jeunes agriculteurs fête son trentième anniversaire, le 14 décembre, par une grande manifestation au Cirque d'hiver à Paris.

« Quand ton fils devient grand, fais-en ton frère. » En agitant cet adage comme un mot d'ordre, le CNJA s'est donné en trente ans d'existence une place à part dans le syndicalisme agricole et dans le syndicalisme tout court.

Sa reconnaissance fut une révolution dans les campagnes tant on y vivait dans l'esprit du serment de l'unité paysanne prêté à la Libération par Emile Forget, le président de la FNSEA.

Après dix études Pharmacie actuellement disponibles : BEECHAM, DELALANDE, GLAXO, L'OREAL, RHONE-POULENC SANTE, ROCHE, ROUSSEL UCLAF, SANDOZ, SANOFI, SYNTHELABO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Exercice 1987 Le Conseil d'Administration, réuni le 9 décembre 1987 sous la présidence de M. Jean-Luc Filippi, a pris connaissance des estimations de résultats sociaux et consolidés pour l'exercice 1987.

Un résultat net social, en sensible progression sur celui de l'exercice précédent en raison notamment de la plus-value sur la cession d'UNIROUTE (18 MF), et également en raison d'une amélioration du résultat d'exploitation (+ 10 %).

Un résultat net consolidé du même ordre de grandeur que celui de l'an passé en dépit de la prise en compte sur l'exercice des frais de restructuration de W J SERVICES issue du rapprochement de JOKELSON et HANDT-SAEM et WORMS SERVICES MARITIMES (12 MF) de la filiale Comptable (4 MF), ainsi que de l'incidence de la cession de MEDIA (3 MF).

Les prises de participation dans la société de services maritimes du groupe WORMS à l'étranger principalement en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

Les liquidités dont dispose la société, renforcées par la récente augmentation de capital (100 MF), devraient permettre, en dépit d'un contexte difficile, la poursuite et la consolidation de cette expansion.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS Réception et réexpédition du courrier Permanence téléphonique Permanence téléx Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière vous présente dans sa collection ANALYSES DE GROUPES

Après dix études Pharmacie actuellement disponibles : BEECHAM, DELALANDE, GLAXO, L'OREAL, RHONE-POULENC SANTE, ROCHE, ROUSSEL UCLAF, SANDOZ, SANOFI, SYNTHELABO.

Après dix années de très forte croissance, l'industrie pharmaceutique connaît en 1986 et en 1987 un net ralentissement de son activité.

En outre, cette industrie est soumise dans certains pays à des législations étatiques contraignantes (délivrance des autorisations, contrôle des prix, tentative de réduction des dépenses de santé publique, ...).

La collection Analyse de Groupes comprend au total plus de 100 monographies stratégiques et financières (examen détaillé de l'activité, des marchés, des financements, des résultats et de l'évolution boursière) sur des sociétés françaises et étrangères intervenant dans les secteurs suivants :

- Distribution (Carrefour, Casino, Euromarché, ...)
- Construction électrique (C.G.E., Alsthom, Legrand, ...)
- Informatique - Télécommunications (Bull, Ericsson, Mats., ...)
- Chimie (Norsk-Hydro, Solvay, Hoechst, ...)
- Alimentation-boissons (BSN, Ferris, LVMH, ...)
- E.T.P. (S.A.E., Dumas, Bouygues, ...)
- Construction et équipement automobiles (Peugeot, Michelin, ...)
- et divers (Havas, Prouvost, DMC, ...).

Pour recevoir gratuitement une présentation détaillée de ces groupes, téléphoner à EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière) : 42 61 51 24 - Bureau de vente : 16, rue de la Banque, 75002 Paris.



L'entraînement à la DIRECTION GÉNÉRALE par des dirigeants choisis parmi les meilleurs

CPA-Jouy

- Session 88/1 : 28 mars - 17 juin 1988 12 semaines résidentielles
- Pour directeurs 33-43 ans sélectionnés pour leur potentiel
- Dossiers d'inscription : CPA - 1, rue de la Libération 78350 JOUY-EN-JOSAS
Tél. : (1) 60-19-25-19 ou (1) 69-41-80-90



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

REPÈRES

Production industrielle

Progression de 3,8 % en URSS

La production industrielle soviétique a augmenté de 7,2 % en novembre par rapport au mois correspondant de 1986, indique l'hebdomadaire la Gazette économique.

Aviation

Un tiers de la flotte africaine menacée d'interdiction de trafic

Un tiers de la flotte aérienne africaine, soit 112 appareils sur 300, pourrait être interdit de navigation en direction de l'Europe et des pays de l'hémisphère Nord, pour non respect des normes acoustiques adoptées en 1980 par l'Organisation internationale de l'aviation civile (OACI).

ERIC FOTTORINO.

- (1) Cercle des jeunes agriculteurs, qui deviendra avant 1987 le Centre des jeunes agriculteurs.
(2) La crise de la CGA a essaié d'être produite la « révolution silencieuse » annoncée par M. Michel Debetisse, alors secrétaire général du CNJA (1960-1964).
(3) Adopté en conseil des ministres, ce texte élaboré par M. Guillaume devrait être discuté ce mois-ci par le Parlement.

remotoriser pour les rendre conformes aux normes, soit restreindre leur utilisation aux liaisons Sud-Sud, soit les immobiliser au sol.

Accidents du travail

Baisse de la fréquence en 1985

En 1985, les Caisses d'assurance-maladie ont dénombré 818 237 accidents du travail avec cessation des activités professionnelles - dont 1 287 mortels, - indique l'INSEE, dans un document sur l'examen des conditions de travail publié samedi 12 décembre.

Ces chiffres globaux confirment la baisse continue depuis trente ans du taux de fréquence d'accidents du travail, affirme l'INSEE. L'institut explique cette tendance par la réduction de la durée quotidienne du travail et la diminution des affectés dans les « secteurs exposés » (bâtiment, métallurgie, mines) et l'augmentation dans le secteur tertiaire.

Commerce

Le grand bond en avant des échanges Chine-Taiwan

Le sens des affaires l'emportant sur les antagonismes politiques, les échanges commerciaux entre la Chine populaire et Taiwan connaissent un essor spectaculaire si l'on en croit les chiffres publiés le dimanche 13 décembre par la presse officielle de Pékin. En sept ans, les importations chinoises ont été multipliées par 37,7 et les achats de Taiwan par 1,6. Les six premiers mois de 1987 ont confirmé ce bond en avant avec une progression du volume des échanges de 60 %. A ce rythme, les 2 milliards de dollars seront atteints d'ici à la fin de l'année. L'appréciation du dollar taiwanais rendant plus difficiles les exportations de l'Ile et les pressions protectionnistes américaines se précisent, les hommes d'affaires de Taiwan s'intéressent de plus en plus à un marché potentiel d'un milliard d'habitants, géographiquement très proches, ils exportent essentiellement des matières premières, des produits d'industrie légère, de la chimie et des biens d'équipement. La Chine populaire exporte, pour sa part, vers Taiwan, des herbes médicinales, des huiles comestibles et, depuis peu, du coton, des céréales et du charbon.

Ordinateurs l'hebdomadaire informatique au format NEWS CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE VAX

BITONI A UN PLAN D'INTEREPARGNE

LA PARTICIPATION EN ACTION

BITONI France, leader sur le marché des plats cuisinés, intégré depuis février 1985 au Groupe Carlo DE BENEDETTI, associe depuis longtemps ses salariés aux résultats économiques (Participation puis Intéressement).

BITONI France a choisi INTEREPARGNE comme partenaire pour gérer son Fonds Commun de Placement.

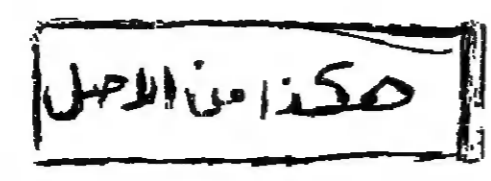
Après avoir mis en place, début 1986, un plan d'options, de souscription d'actions BITONI ouvert à tous ses salariés, BITONI France complète son dispositif en 1987 par la mise en œuvre d'un Plan d'Épargne d'Entreprise qui sera ultérieurement proposé à ses filiales françaises.

INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations : Guy CABESSA, Directeur du Département de l'Épargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Argenson, 75008 PARIS 42 65 59 10.

Etre bien informé, c'est mieux choisir.





Economie

Nouvelles notations de l'ADEF

L'Agence d'évaluation financière (ADEF) a rendu public, lundi 14 décembre, la notation d'un programme d'émission de créances de la Banque de financement et de trésorerie. Elle a affecté de la meilleure note le programme d'émission de certificats de dépôt à moins de deux ans (T1) de la banque et de la notation A 3 les autres programmes portant sur des créances longues.

Au total, l'agence française de « rating » a déjà procédé à la notation de programmes relevant de onze émetteurs, des entreprises comme SEB, Kleber Portefeuilles ou le Groupement de l'industrie chimique. L'ADEF a également indiqué qu'elle avait enregistré la demande de notation d'un programme d'émission de billets de trésorerie présentée par le groupe agro-alimentaire BSN.

Le livret A tire profit de la crise boursière

Le livret A semble retrouver les faveurs des Français. Les encours sur ce livret défectueux (le total des dépôts plus la capitalisation des intérêts) ont progressé au cours des mois d'octobre et de novembre de 3,2 milliards de francs dans les caisses d'épargne Ecureuil, indique le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (le CEN-CEP). En fait, il semble que la chute de la Bourse soit venue relayer l'effet bénéfique du relèvement, en juin dernier, du plafond de ce livret (porté de 72.000 F à 80.000 F). Cette mesure avait déjà permis le redressement du livret A.

Saint-Louis verrouille son capital

Le groupe agro-alimentaire Saint-Louis (Générale sucrière, Lesieur) a procédé, le vendredi 11 décembre, avec l'accord de ses actionnaires, au verrouillage de son capital, afin de répondre à l'offensive boursière de l'italien Ferruzzi, qui a acquis au cours des derniers mois 13,6 % de son capital.

A l'issue de l'augmentation de capital dont le feu vert a été donné sans difficulté, le groupe Worms, principal actionnaire, devra sa part passer de 18 % à 28 % des actions Saint-Louis. Le « boyau dur » est ainsi constitué par la BNP (7 %), les AGF (5 %), le Crédit agricole (5 %), les familles Lesieur et Bouchon (5 %) et le groupe lui-même (6 %). Au total, 56 % du capital représentant 61 % des droits de vote sont ainsi contrôlés. En échange des nouvelles actions Saint-Louis reçues, Worms a apporté 3 % du capital de BSN qu'il détenait à travers deux de ses filiales.

Par ailleurs, Saint-Louis a annoncé, pour les neuf premiers mois de 1987, un résultat net consolidé (part du groupe) de 233 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 9,11 milliards de francs. Ces chiffres incluent pour la première fois ceux de Lesieur, de sorte que toute référence à l'exercice précédent est sans signification.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS CHARGEURS S.A.

Chargeurs SA et Compagnie financière Matignon se sont mis d'accord pour procéder à un regroupement de leurs intérêts textiles afin de leur assurer le meilleur développement. Dans ce but, la Compagnie financière Matignon doit céder à Chargeurs SA, au prix de 205 F par action, sa participation de 58 % environ dans le capital de la Compagnie financière Roudière. Chargeurs SA est disposé à acquiescer à ce même cours les actions Roudière qui lui seront présentées.

Chargeurs SA, de son côté, réalise en 1987 dans le secteur textile un chiffre d'affaires HT de 1,7 milliard de francs environ. Les principaux intérêts de Chargeurs SA dans ce secteur comprennent la Lainière de Picardie, leader européen de l'entourage, Delcor, premier fabricant français de tissus sportswear pour l'habillement et de tissus maille pour l'automobile, et le premier groupe français d'embellissement (teinture et apprêt des textiles) à façon. En outre, Chargeurs SA a un intérêt d'environ 47 % dans Prouvost SA, leader mondial dans le négoce et le peignage de laine.

LE CRÉDIT AGRICOLE et LA SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

entrent dans le capital de la charge lyonnaise EDMOND RICHARD

ILS détiendront chacun 15 % de cette charge d'agent de change, deuxième de la place de Lyon et qui développe des activités de gestion et d'ingénierie financière. La future Société de Bourse issue de la charge sera, grâce à ces accords, en mesure d'accroître ses opérations.

LA SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE est particulièrement intéressée au développement de la Bourse de Lyon, où elle a réalisé plus de la moitié des introductions au Second Marché.

LE CRÉDIT AGRICOLE, premier gestionnaire français d'organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières est, grâce à la SICAV UNI-REGIONS, un intervenant très actif sur les bourses régionales et notamment à Lyon.

L'accord reste soumis, pour sa réalisation définitive, à l'approbation des autorités compétentes et au vote du projet de loi portant réforme de la Bourse.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with columns for various market indices like Cote, Cote 11 déc., and Cote 14 déc. Includes sub-sections for 'BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE' and 'MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES'.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Table showing weekly balance sheet for Banque de France with columns for 'Principaux postes sujets à variation', 'ACTIF', and 'PASSIF'.

Premières rencontres internationales de la Bourse de Paris

Les premières rencontres internationales de la Bourse de Paris, auront lieu à la fin de l'année, sous le haut patronage de l'Union européenne.

TOKYO, 12 déc. Mauvaise influence

La Bourse de Tokyo a fermé sous le signe de la baisse lundi 14 décembre. Le Nikkei a perdu 0,43 %, soit 109,53 points, à 22 926,28.

FAITS ET RÉSULTATS

● Vidéocolor supprime trois cent quatre-vingt-trois emplois. La direction de Vidéocolor, filiale lyonnaise de Thomson, annonce la suppression de trois cent quatre-vingt-trois emplois sur les huit cent cinquante et un que compte son usine de Lyon.

CHANGES

Table with columns for 'VALEURS', 'Cours de 11 déc.', and 'Cours de 14 déc.' showing exchange rates for various currencies.

BOURSES

Table showing stock market indices for various locations like Paris, Frankfurt, Tokyo, London, and New York.

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table showing interbank market for foreign exchange with columns for 'COURS DU JOUR', 'UN MOIS', 'DEUX MOIS', and 'SIX MOIS'.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table showing Euro money rates for various currencies and terms.

PARIS: Second marché

Large table of stock market data for Paris, listing various stocks and their prices.

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES

Table showing data for negotiable options market, including call and put options.

MATIF

Table showing MATIF market data with columns for 'COURS', 'ÉCHÉANCES', and 'Dernier'.

INDICES

Table showing various market indices like 'CHANGES', 'BOURSES', and 'MARCHÉ MONÉTAIRE'.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table showing interbank market for foreign exchange with columns for 'COURS DU JOUR', 'UN MOIS', 'DEUX MOIS', and 'SIX MOIS'.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table showing Euro money rates for various currencies and terms.

كندا من الاصل

Marchés financiers

BOURSE DU 11 DECEMBRE

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' and 'VALEURS' with columns for company names, prices, and changes.

Comptant (à l'attention) and SICAV (à l'attention)

Table with multiple columns for 'Comptant' and 'SICAV' sections, listing various financial instruments and their values.

Table titled 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' showing exchange rates and gold market data.

PARIS BOURSE SAISON 36-15

Vertical text on the left margin, possibly a page number or additional market information.

صكنا من الاجل

Le Monde

Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL. Lists various news items and their page numbers.

Les suites du sabotage du « Rainbow-Warrior »

La Nouvelle-Zélande proteste contre le rapatriement du commandant Mafart

La Nouvelle-Zélande a annoncé, le lundi 14 décembre, que le commandant Alain Mafart, l'un des deux agents de la DGSE condamnés dans l'affaire du Rainbow-Warrior avait été rapatrié en France pour des raisons sanitaires. Le commandant Mafart et le capitaine Dominique Priour - les « faux époux Turange » - condamnés par un tribunal néo-zélandais à dix ans de prison pour leur participation à l'attentat qui avait fait un mort, avaient été remis en juillet 1986 à la France à la suite de la médiation du secrétaire général des Nations unies. Ils devaient rester trois ans dans l'atoll de Hao, en Polynésie française, en se gardant notamment de contacts avec la presse, et la France avait versé à Wellington une indemnité de 7 millions de dollars.

M. Le Pen disposerait en Suisse d'une fortune non déclarée en France

Mme Pierrette Le Pen, l'ex-épouse du président du Front national, a affirmé le samedi 12 décembre dans une interview à un hebdomadaire gratuit genevois, Genève Home Informations (GHI), que M. Jean-Marie Le Pen « a contrevenu pendant des années aux lois françaises » puisqu'il disposait en Suisse, depuis 1976, d'une fortune non déclarée en France de près de 40 millions de francs suisses.

Si toi aussi tu m'abandonnes

Vous voyez l'état des choses, ce matin, au carrefour... le long des couloirs, les s'accrochent aux murs, jambes coupées, mines défilées, obstinés, prostrés. A la courbe des chefs, vous vous sentez crus à la saignée, un jour d'entraînement. Ils possèdent l'intensité des nouvelles, d'une voix blanche, à peine audible: Le Pen, un compte en banque en Suisse? Ben oui, le retour de Mafart? Ben oui, il est mal fichu... Les Palestiniens au bord de l'insurrection dans la bande de Gaza? Et alors... La baisse record du dollar? Encore une...

La mort de Copi

Un marginal errant entre deux mondes

Destinateur, écrivain, homme de théâtre, acteur, Copi est mort des suites d'un cancer de la peau le lundi 14 décembre à l'hôpital Claude-Bernard où il était hospitalisé. Il était âgé de quarante-huit ans.

Les frères Chaumet sont inculpés

d'exercice illégal de la profession de banquier

Alors que les frères Pierre et Jacques Chaumet étaient, le 11 décembre, remis en liberté après six mois d'incarcération, l'ont apprenus que le 4 et 7 décembre, le juge François Chénier, qui instruit le dossier de la faillite de la joaillerie avait inculpé les deux hommes d'exercice illégal de la profession de banquier et de soustraction de marchandises sous douanes.

Table with 3 columns: Valeurs françaises, Cours précédent, Cours, Cours de clôture. Lists various stock market values.

Advertisement for 'Le Bon Côté de la Décoration chez Rodin Les Prix' located at 36, Champs-Élysées - Paris.

Advertisement for 'Où trouver le Glenturret?' featuring Highland Malt Scotch Whisky.

Advertisement for 'LES SECRETS DE LA MATIÈRE' featuring 'UN HORS SÉRIE SCIENCE VIE'.

Advertisement for 'LA REGLE A CALCUL 65' by Saint-Germain, a calculator.

Advertisement for 'INTERNATIONAL COMPUTER ET FONT UNE AUX ÉTUDIANTS DU CNAM'.

Advertisement for 'MUSÉE DE L'HOMME' at Palais de Chaillot, featuring 'ANCIEN PÉROU'.

Advertisement for 'LES SECRETS DE LA MATIÈRE' (repeated).

Advertisement for 'INTERNATIONAL COMPUTER ET FONT UNE AUX ÉTUDIANTS DU CNAM' (repeated).